



159199

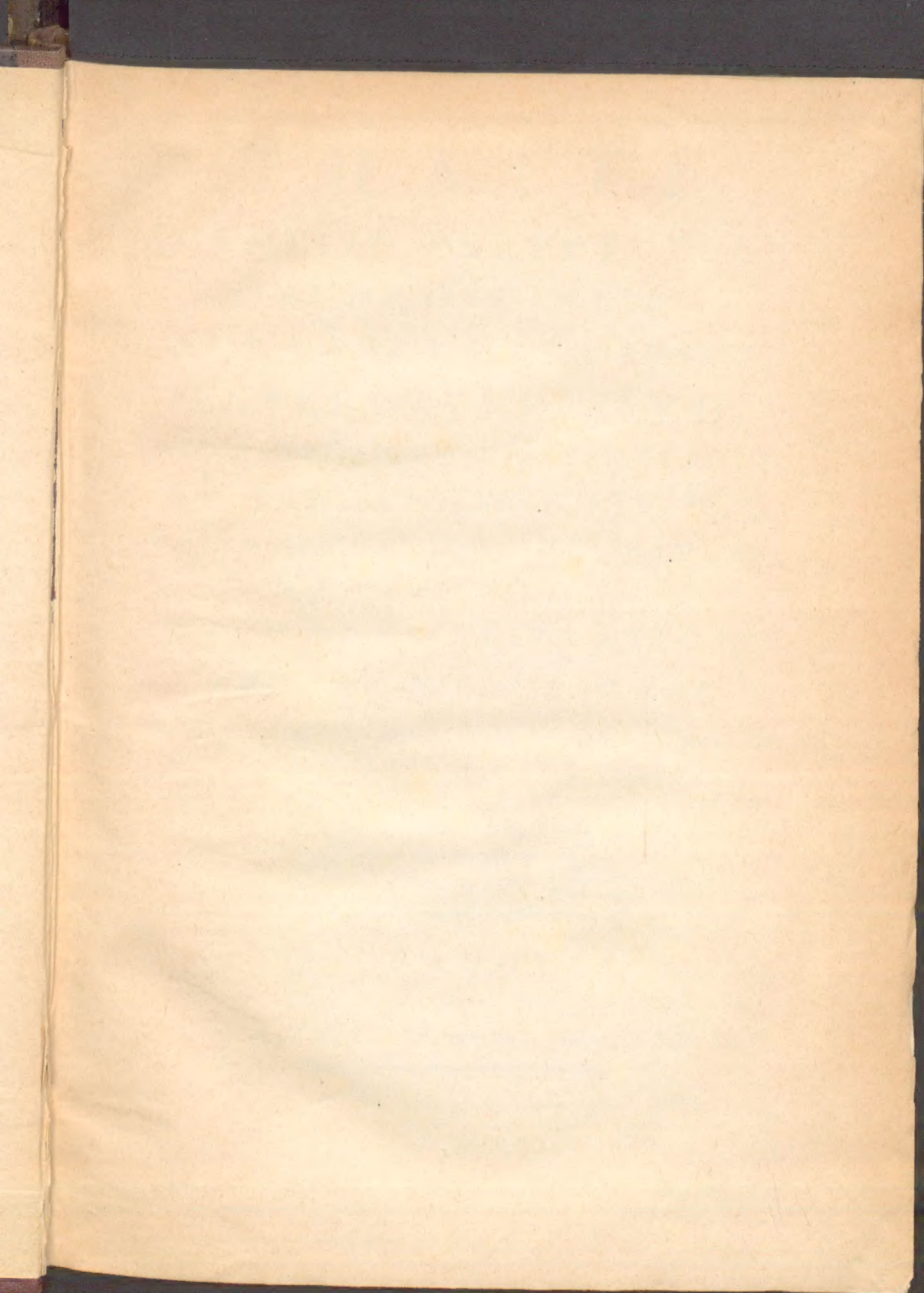


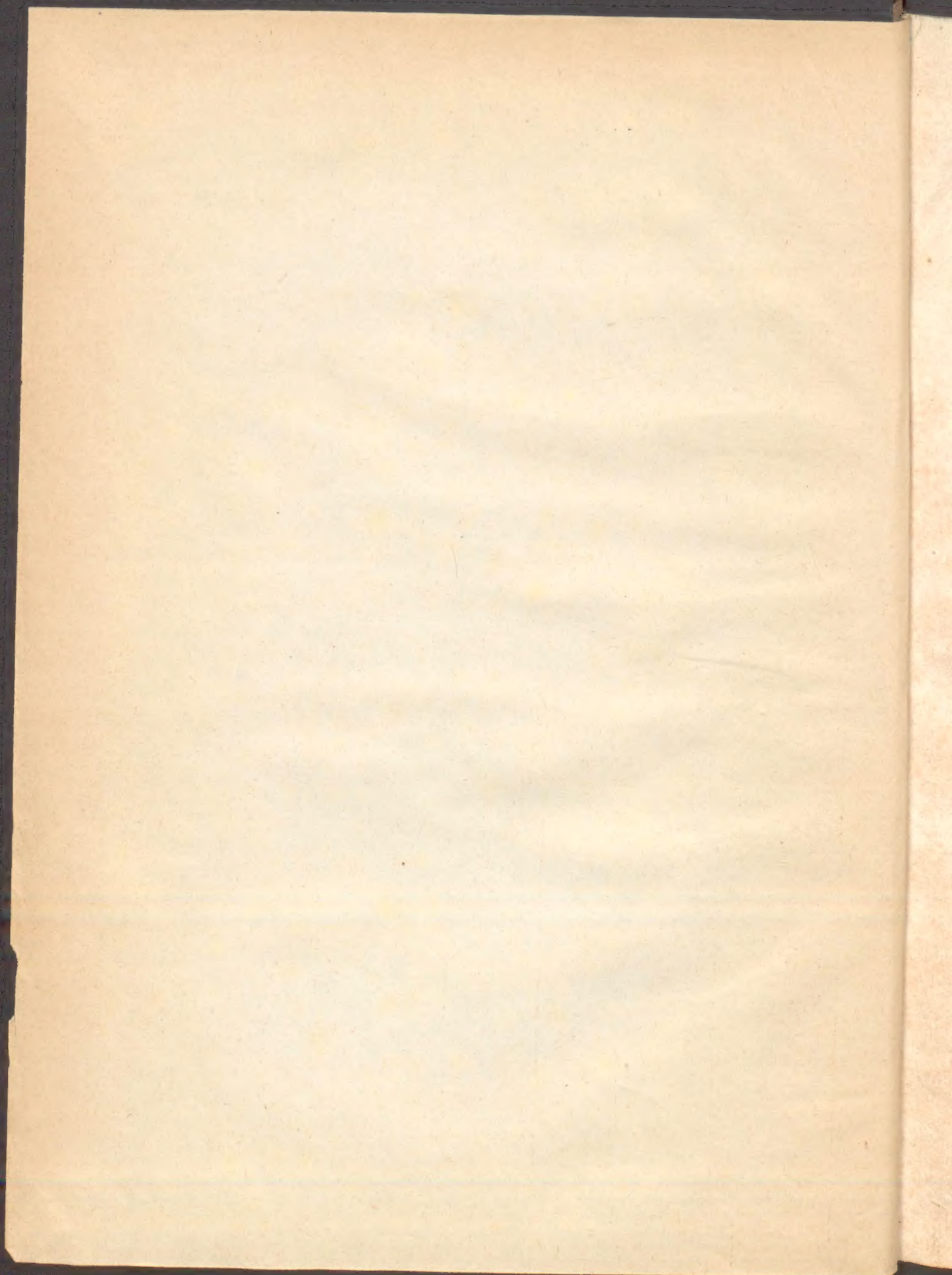
Mag. St. Og G

0



159199





TRAITÉ
D'AMITIÉ PERPÉTUELLE
ET DE GARANTIE
DE LA PART DE LA RUSSIE,
ENTRE CATHERINE II,
IMPÉRATRICE DE TOUTES LES RUSSIES,
ET STANISLAS-AUGUSTE, ROI,
ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,
Signé à Varsovie le $\frac{24}{13}$ Février 1768;
AVEC DES OBSERVATIONS
PAR UN CONFÉDÉRÉ DE BAR.

On y a joint quelques-uns des Manifestes dont il est parlé dans
les Observations ; le tout traduit du Polonois.



A CRACOVIE,

Et se trouve à Paris,

Chez MERLIN, Libraire, rue de la Harpe, à Saint Joseph.

M. DCC. LXIX.

Graibner



THE
OF THE
AND
THE

THE
OF THE
AND
THE

119199
111

THE
OF THE
AND
THE

T A B L E.

<i>T</i> R A I T É.	Pages
	1
<i>Observation sur la Préface du Traité.</i>	7
<i>Observation sur l'Article I.</i>	11
<i>Observation sur l'Article II.</i>	14
<i>Observation sur l'Article III.</i>	15
<i>Premier objet de l'Article III.</i>	Ibid.
<i>Second objet de l'Article III.</i>	20
<i>Titres & Droits des Grecs.</i>	22
<i>Titres & Droits des Dissidens.</i>	26
<i>Troisième objet de l'Article III.</i>	29
<i>Observation sur l'Article IV.</i>	42
<i>Observation sur l'Article V.</i>	45
<i>Observation sur l'Article VI.</i>	49
<i>Observation sur l'Article VII.</i>	Ibid.
<i>Observation sur l'Article VIII.</i>	51
<i>Observation sur l'Article IX.</i>	Ibid.
<i>Manifeste & Universaux de la Confédération de Bar, du 24 Février 1768.</i>	52
<i>Manifeste du Comte Marian Potocki, du 17 Mai 1768.</i>	63
<i>Précis du Manifeste des Confédérés de Kowno, du 28 Août 1768.</i>	71
<i>Manifeste des Confédérés de Bar, du 12 Octobre 1769.</i>	82
<i>Manifeste & Acte de Confédération du Palatinat de Mscislaw, du 30 Octobre 1768.</i>	88

T A B L E.

Déclaration de guerre de l'Impératrice de Russie contre la Porte Ottomane, du 18 Novembre 1768, avec des Remarques par un Confédéré de Bar. Page 93

On donne ces Manifestes au Public, parce qu'on y voit la maniere dont les affaires ont été menées en Pologne, qu'on y trouve des faits, que ce sont des Pièces publiques, & qui peuvent servir de Mémoires pour l'Histoire présente de Pologne. Les deux Actes séparés, indiqués dans les Articles III & IV du Traité, & qui sont une suite de ce Traité, seront donnés après.



TRAITÉ



TRAITÉ PERPÉTUEL
ENTRE
LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE
ET L'EMPIRE
DE TOUTES LES RUSSIES,

Signé à Varsovie le $\frac{24}{13}$ Février 1768.

Ce Traité en Polonois & en Russe, est imprimé avec les
Actes de la Diète de 1767 = 8, dont il fait partie.

QUOIQUE la Paix perpétuelle, la sincere amitié,
la parfaite intelligence, & le bon voisinage,
établis par le Traité de 1686, soient maintenus
heureusement entre la Sérénissime République
de Pologne & l'Empire de toutes les Russies; cependant comme
par l'effet de la vicissitude naturelle aux affaires des hommes,
il est survenu durant ce cours de tems divers changemens &
cas, qui à raison de nouvelles circonstances exigent de nou-
veaux engagements réciproques entre lesdits Etats: à cette
cause, & autres recentes, & qui exprimées *clairement*, tant

A

dans les Déclarations publiques de la Sérénissime Impératrice de toutes les Russies, que dans les actes des Confédérations générales de la République de Pologne *conformes* auxdites Déclarations, ont été rendues *notoires* au monde entier ; le Sérénissime Roi de Pologne, & les Etats de la République des deux Nations de Pologne & de Lithuanie, unis ensemble par le lien d'une Confédération générale d'une part, & la Sérénissime Impératrice de toutes les Russies d'autre part, ont reconnu nécessaire & conforme à leurs intérêts mutuels *d'établir & d'affermir au moyen d'un nouveau Traité, des Loix* utiles, plus accommodées aux circonstances, & qui soient les plus avantageuses à la République de Pologne, eu égard aux sûretés de sa constitution & de sa liberté. A cet effet, & pour traiter de ce que dessus, il a été nommé par lesdites Parties des Plénipotentiaires, & nommément de la part du Sérénissime Roi & de la Sérénissime République de Pologne, sous la Présidence de M. le Primat, *soixante-dix Délégués en tout* : & de la part de la Sérénissime Impératrice de toutes les Russies, le Prince Nicolas Repnin, Ambassadeur extraordinaire & Plénipotentiaire de ladite Sérénissime Impératrice près le Sérénissime Roi & la République de Pologne, Chevalier des Ordres de l'Aigle blanc, & de Sainte-Anne ; lesquels dits Plénipotentiaires, après s'être communiqué réciproquement, & avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, ont arrêté, conclu & signé le présent Traité d'amitié perpétuelle & de garantie de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, comme la teneur s'ensuit.

A R T I C L E P R E M I E R.

Le Sérénissime Roi & la République de Pologne d'une part, & la Sérénissime Impératrice de toutes les Russies d'autre part,

confirment de la maniere la plus solennelle la Paix perpétuelle, l'amitié sincere & indissoluble, l'étroite intelligence & le bon voisinage entre les Etats respectifs, leurs possessions & propriétés, conformément aux *expressions formelles* du Traité de 1686, conclu à Moscou entre les Sérénissimes Parties contractantes; duquel Traité on renouvelle dans ce nouveau Traité présent, *expressément & formellement*, la teneur, la force & les engagements dans toute leur étendue, comme si ledit Traité de 1686 étoit inféré mot à mot dans celui-ci.

ART. II. Par le motif de cet accord, & afin d'établir l'amitié mutuelle & les avantages réciproques sur des fondemens inébranlables, c'est-à-dire sur l'égalité de l'intérêt entre les Etats, & sur la *conformité du système* entre les Sérénissimes Parties contractantes, lesdites Sérénissimes Parties sont convenues de garantir l'une à l'autre l'intégrité & la manutention de leurs possessions, terres, provinces & frontieres en Europe; & en effet elles se garantissent mutuellement, par le présent article, tout ce que dessus, de la maniere la plus sacrée & la plus solennelle.

ART. III. Puisque Sa Majesté le Roi & la Sérénissime République de Pologne, autant par amour pour la *Justice*, que par considération pour la *haute interposition* de Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies, & pour celles des *autres Cours qui ont coopéré avec elle à cette fin*, ont convenu & déterminé d'assurer de la maniere la plus solennelle, & au moyen d'un acte séparé signé par les Plénipotentiaires, dont on trouvera aussi les feings ici, la liberté pléniaire de l'exercice de la Religion Grecque Orientale non unie, & la même liberté pléniaire de l'exercice des Confessions Evangeliques, avec *extension* en faveur de ceux qui suivent ces différentes Religions & Confessions dans tous les Etats de la République

& dans les Provinces y annexées, de tous les droits & prérogatives, tant Séculières qu'Ecclésiastiques, dont jouissent les autres Citoyens ou Habitans des Etats de la République, & d'ériger cette liberté, ainsi concédée, en Loi cardinale, fondamentale & perpétuelle de l'Etat, les Sérénissimes Parties contractantes confirment, d'un consentement unanime de part & d'autre, de la maniere la plus solemnelle, tout ce qui est énoncé dans ledit acte séparé, lequel doit avoir la même valeur, force & obligation, que s'il étoit inséré mot à mot dans ce Traité.

ART. IV. La forme de gouvernement de la République de Pologne, & la liberté de ses Citoyens libres, exigent des loix plus expresses, & qui ne puissent dans aucun temps être altérées, afin que des circonstances nouvelles ne puissent introduire dans cette forme & dans cette liberté de nouveaux changemens, auxquels dans un Gouvernement républicain, la constitution de l'Etat ne doit jamais être sujette. A cet effet, & en conformité de l'acte de la Confédération générale des deux Nations de Pologne & de Lithuanie, après une répartition réfléchie & exacte des objets qui ont rapport à cette matiere importante & délicate, il a été arrêté un acte séparé signé par les Plénipotentiaires des deux Parties, lequel indique en détail les différentes Parties du Gouvernement, & les sépare en deux classes, dont la premiere comprend, sous le nom de Loix cardinales, les Loix qui jamais ne pourront être révoquées; & la deuxième sous la dénomination de matieres d'Etat, les objets qui ne pourront être résolus & décidés qu'en Diète libre & à l'unanimité des voix; lequel autre acte séparé, garanti par le présent Traité, doit, ainsi que tout ce qui a été statué à cette Diète en général, avoir la même valeur, force & obligation que ce Traité même, & comme si cet acte & toutes les constitutions de cette Diète y étoient insérées mot à mot.

ART. V. Et comme la Sérénissime République de Pologne, pour assurer à perpétuité tout ce qu'*Elle vient d'établir* pour son propre *avantage*, a demandé de la maniere la plus solemnelle, & demande encore actuellement de la Sérénissime Impératrice la haute *garantie* de sa constitution, forme de gouvernement, liberté & Loix; Sa Majesté Impériale, en conformité des desirs & de la confiance amicale de la Sérénissime République, lui garantit solennellement, en vertu de ce Traité, & à perpétuité, sa constitution, forme de gouvernement, liberté & Loix, avec la promesse sacrée & l'engagement pour la Sérénissime Impératrice, & pour ses Successeurs au Trône de l'Empire de toutes les Russies, de maintenir, de conserver & de défendre la Sérénissime République dans toute sa totalité.

ART. VI. Les Sérénissimes Parties contractantes ayant pour but unique de leur alliance d'accommoder leur amitié mutuelle ~~aux circonstances actuelles~~ du temps & à leurs intérêts réciproques, déclarent de la maniere la plus solemnelle par cet article, que tous les engagements de leur présent Traité, & tout ce qui y a été stipulé, ne doivent préjudicier en rien à la teneur & force de leurs autres Traités avec les Puissances étrangères, & nommément pour ce qui regarde la République. Ce présent Traité ne doit point préjudicier au Traité de Paix de Carlowitz entre la République & la Porte Ottomane, non plus qu'au Traité d'Oliva, & à tous les autres entre la République & les Puissances étrangères.

ART. VII. Les Sérénissimes Parties contractantes, posant pour une suite naturelle de leur nouvelle alliance l'obligation d'entretenir sur leurs frontieres respectives entre les habitans des deux Etats le bon ordre, la justice & la tranquillité, & voulant à cette fin éloigner tous les obstacles à ces salutaires intentions, promettent & s'engagent réciproquement d'établir

sans délai , en vertu de cet article , un Tribunal des frontieres , avec le plein-pouvoir d'administrer dans toutes les occasions une justice prompte & impartiale aux Sujets lésés des deux Nations, pour entretenir par là dans tous les temps le bon ordre & la tranquillité des frontieres.

ART. VIII. Puisque l'extension du commerce entre les Nations contribue à leur avantage réciproque , & que pour cette raison le commerce exige des égards & de la protection de la part des Souverains ; à cette fin les Sérénissimes Parties contractantes , en permettant à leurs Sujets respectifs un commerce libre dans leurs Etats respectifs , ainsi que la liberté de séjour pour les affaires de leur négoce , promettent de recevoir lesdits Sujets réciproquement avec bonté , de les tenir sous la protection des Loix de chaque Etat , & surtout de ne point les charger d'impôts onéreux , au contraire de les favoriser autant que faire se pourra, pour leur plus grand encouragement, ainsi qu'il se pratique entre les Nations amies qui se favorisent mutuellement.

ART. IX. Le présent Traité doit être , ainsi que de coutume , ratifié par les Sérénissimes Parties contractantes , de part & d'autre , & les ratifications dudit Traité doivent être échangées ici à Varsovie dans deux mois , à compter du jour de la signature , & s'il se peut , même avant ce terme.

En foi de quoi , Nous les Plénipotentiaires du Sérénissime Roi & de la Sérénissime République de Pologne , & de la Sérénissime Impératrice de toutes les Russies , ayant préparé deux exemplaires de ce Traité dans les deux langues nationales , exemplaires de la même teneur mot à mot , nous les avons signés de nos propres mains , & y avons apposé le scellé de nos armes. FAIT à Varsovie le $\frac{24}{11}$ Février 1768.



OBSERVATIONS SUR LE TRAITÉ PRÉCÉDENT.

OBSERVATION sur la Préface.

DEPUIS 1764, la Cour de Saint-Petersbourg a publié divers Mémoires & Déclarations, dans lesquels cette Cour établissoit progressivement sur le Traité de 1686, ou de Moscou, de prétendus droits de la Russie de s'intéresser au maintien des droits des Grecs, des Dissidens, & enfin de tous les Membres de l'Etat de Pologne, de quelque Religion qu'ils soient. (1)

Le silence de la Cour de Varsovie sur ces écrits sembloit autoriser les prétentions de celle de Saint-Petersbourg, & au moins concilioit-il aux assertions de la Russie la foi du Public, & accrédoit l'opinion des *droits* de cette Puissance.

A travers le verbiage de cette Préface, on voit que le but qu'on s'y propose est de présenter comme avoué par les Etats de la République ce qui a été publié au sujet de ces prétendus droits de la Russie dans les Mémoires & Déclarations de la Cour de Saint-Petersbourg.

Mais ni le silence passé du Gouvernement, ni l'aveu présent de la République ne peuvent point faire que la Russie ait eu des droits que la Russie n'a point eus; tant que le monument de la paix de Moscou existera, on y verra que cette paix n'a pas donné à la Russie les droits que la Russie s'est attribués en

(1) Mémoires du 14 Septembre & du 28 Novembre 1764. Déclaration du 4 Novembre 1766, à la Diète de Varsovie. Ces Mémoires & Déclaration ont été imprimés dans toutes les Gazettes aux années respectives.

vertu de cette paix , & ni ce silence , ni cet aveu n'empêcheront point que ce que la Cour de Saint-Petersbourg a publié au sujet de ces prétendus droits , n'ait été fort hasardé.

Dans une Déclaration présentée le 4 Novembre 1766 à la Diète de Varsovie , l'Ambassadeur de Russie disoit au nom de l'Impératrice de Russie , que *en vertu du Traité de 1686 , la Russie étoit engagée à veiller à la sûreté de chaque partie de l'Etat de Pologne , à prévenir toute désunion entr'elles , en leur procurant une exacte justice ; ou plutôt en leur garantissant à toutes en général & en particulier tout ce qui fait leur droit respectif & commun.* Exposition des Droits , page 29.

Pour prouver ce que la Russie avançoit dans cette Déclaration , il fut produit dans un écrit imprimé en Décembre suivant de la même année 1766 , à Saint-Petersbourg , sous le titre d'*Exposition des Droits des Dissidens joints à ceux des Puissance intéressées à les maintenir* , l'Article IX du Traité de 1686 portant : *Il a été convenu que Sa Majesté le Roi (de Pologne) ne permettra pas qu'on opprime & qu'on contraigne à l'union les Eglises & les Evêchés où s'est trouvée établie & l'est encore à présent la Religion Grecque Russe , ni les Habitans du Royaume qui professent cette Religion ; mais que Sadite Majesté les maintiendra suivant les anciens droits dans toutes leurs franchises & libertés Ecclésiastiques.* Exposition des Droits , pag. 47.

On voit bien que cet Article stipule que les Grecs Russes , ou les Grecs non-unis , ne seront pas contraints à l'union , & que les droits Ecclésiastiques de ces Grecs leur seront conservés , & qu'en vertu de cette stipulation la Russie peut être engagée à veiller à ce que les Grecs non-unis ne soient pas forcés à embrasser l'union , & que leurs droits Ecclésiastiques leur soient conservés ; mais pour ce qui est de l'engagement que la Russie s'attribue de *veiller à la sûreté de chaque partie de l'Etat*
de

de Pologne de leur procurer une exacte justice: . . . de leur garantir à toutes en général , & en particulier tout ce qui fait leur droit respectif & commun. On voit bien aussi qu'il n'est point question de tout cela dans cet Article.

Voilà ce qui est de la vérité des Déclarations de la Russie. Pour ce qui regarde la *clarté* de ces Déclarations , surtout de celle du 26 Mars 1767 , par laquelle la Russie a donné lieu aux Confédérations particulières de 1767 , & à la Confédération générale de Radom de la même année ; Confédération dont le présent Traité a été la suite , ainsi que pour ce qui regarde la *conformité* des Actes de ces Confédérations avec la dite Déclaration du 26 Mars 1767 , que cette Préface a en vûe ; on peut voir dans différens Manifestes des Confédérations de 1768 , & le sentiment qu'on a en Pologne de la *clarté* de cette Déclaration , & la *conformité* des Actes des Confédérations de 1767 , & principalement de la Confédération générale de Radom avec cette Déclaration (1).

(1) Déjà en 1767, M. Chrepowicz, Maréchal de la Confédération du Palatinat de Troki, District de Grodno , & nommé à la Diète de 1767, s'est plaint solennellement dans un Manifeste daté du 26 Octobre 1767, dont on fera encore mention plus bas, de ce que les procédés de l'Ambassadeur de Russie en Pologne ne s'accordoient pas avec la Déclaration de l'Impératrice de Russie, du 26 Mars 1767. Le Manifeste de la Confédération générale de Bar, du 29 Février 1768, dit au sujet de cette Déclaration : *Des Déclarations solennelles* de quelques Puissances voisines *dirigées en apparence vers les objets désirés par la Nation* engageront un petit nombre des Citoyens. Le Manifeste de la Confédération du Palatinat de Vilna, District de Kowno, du 28 Août 1768, porte au sujet de la même Déclaration : « *Par des Déclarations ambiguës, & des ouvertures captieuses*, l'Ambassadeur de Russie a surpris un très-petit nombre de Citoyens ».

Cette Déclaration du 26 Mars 1767, avoit été accompagnée d'une Lettre de M. Panin, Ministre des Affaires Etrangères en Russie, au Prince Repnin, Ambassadeur de cette Puissance en Pologne, datée du 3 Février 1767, & contenant quelques ouvertures de plus que la Déclaration ; ces deux Pièces ont été publiées ensemble en

Ce que la même Préface dit de la nécessité d'établir de nouvelles Loix en Pologne , & de les affermir par un nouveau Traité avec la Russie , est une suite de l'aveu des prétendus droits de la Russie , & paroît donner à entendre , que les anciens Traités entre la Pologne & la Moscovie , & nommément le Traité de 1686 , énoncé dans cette Préface , portent sur les Loix & sur la Législation de Pologne. Qu'on lise ce Traité & tous les autres , & on verra que dans aucun des Traités entre la Pologne & la Moscovie ou la Russie , il n'est question ni d'établissement , ni d'affermissement des Loix en Pologne.

Tels sont les fondemens du présent Traité.

Pologne , & imprimées de même dans toutes les Gazettes , & c'est au Public à juger , d'après les faits qui ont suivi cette Déclaration & cette Lettre , ainsi que d'après ce Traité même , si les accusations de ces Manifestes sont fondées.

Sur la conformité des Actes des Confédérations de 1767 , ou de la Confédération de Radom , que cette Préface regarde , avec les Déclarations de la Russie , ou avec la Déclaration du 26 Mars 1767 , que la même Préface a en vue , voyez ci-dessous l'Observation sur l'Article V , Notes (1) & (2) , où vous trouverez que ces Actes ayant été dictés par l'Ambassadeur de Russie , appuyé par une armée , ne pouvoient pas manquer d'être conformes aux Déclarations de la Russie.



OBSERVATION SUR L'ARTICLE I.

ON ne sçait pas trop quelles peuvent être les vûes de la Russie dans ce renouvellement si précis du Traité de 1686 ou de Moscou, dont cet Article I. rappelle la teneur, la force, & les *engagemens dans toute leur étendue*, conformément aux *expressions formelles* dudit Traité.

Jean Sobieski, engagé en faveur de l'Empereur Léopold dans une guerre contre Mahomet IV. depuis 1683, cherchoit à convertir en paix perpétuelle une trêve entre la Pologne & la Moscovie, qui, conclue en 1697, prolongée en 1678, devoit expirer en 1663. Cette négociation commencée après la délivrance de Vienne, en 1683 même, fut terminée en 1686 à Moscou.

Par ce Traité de 1686, passé entre Jean Sobieski, & les Tzaars Iwan, & Pierre Alexiowitz, Sobieski cédoit à la Moscovie le Duché de Smolensko & la ville de Kiow envahie par la Moscovie sous le règne de Jean Casimir, & l'Ukraine Trans-Boristhane, ou la Petite Russie, soumise alors presque toute aux Turcs.

Ces circonstances donnerent lieu à des engagemens entre les Parties transigeantes à Moscou. Par l'art. X. de ce Traité, Jean Sobieski, & les Tzaars contractent une alliance contre le Turc, tant que la guerre durera.

Les Articles XI, XII & XIII, déterminent les moyens de faire ou de poursuivre la guerre, & portent l'engagement de ne conclure ni trêve, ni paix, que du consentement commun des Alliés.

L'Article XI. porte, que si après que les Parties contractantes à Moscou seront parvenues à faire la Paix avec la Porte,

cette Puissance attaquoit de nouveau une de ces Parties, l'engagement de l'Alliance contracté à l'Article X. reprendra toute sa vigueur, & les deux Parties feront la guerre au Turc, suivant ce qui a été convenu aux Articles X & XI; mais que si c'étoit une des ces Parties qui rompît avec la Porte, l'autre Partie ne sera pas tenue à prendre part dans cette guerre.

L'Extrait de ce Traité, que l'on trouve dans Dumont, est défectueux; celui qu'on a donné ici des Articles X, XI, XII, XIII & XV, est tiré de l'exemplaire imprimé dans les Constitutions du Royaume, Vol. VI. à l'an 1710.

Depuis l'Alliance de 1686 la Moscovie avoit fait séparément, & sans y comprendre la Pologne, une trêve avec le Turc en 1698 (1). La Pologne fit de même, séparément de la Moscovie, sa Paix avec la Porte l'année suivante 1699 à Carlowitz (2), & depuis cette Paix, la République a toujours maintenu la bonne intelligence avec la Porte, & n'a eu aucun sujet de se plaindre de cette Puissance.

Le Traité de Moscou n'a été ratifié par la République qu'en 1710, & en conséquence d'un autre Traité conclu à Narva en 1704, entre Auguste II, & le même Pierre Alexiowitz, ou Pierre le Grand (3), & en ratifiant ces deux Traités de

(1) Voyez Dumont, à l'an 1698.

(2) Voyez Dumont, à l'an 1699.

(3) Non-seulement la République avoit refusé de ratifier le Traité de Moscou; par lequel Sobieski cédoit sans nécessité de grandes Provinces, mais aussi les Terres de Greymultouski, Palatin de Pologne, qui a signé ce Traité, & dont ce Traité porte le nom en Pologne, paroissent avoir été confisquées au profit de la Noblesse des Palatinats de Smolensko, & de Kiow, que ces cessions dépouilloient de leurs biens. Voyez Vol. Leg. VI, Fol. 106, Tit. Summa Exulum.

La plus grande partie de la Noblesse de ces Palatinats abandonna ses Terres, parce qu'elle ne pouvoit les conserver qu'en embrassant la Religion Grecque non-unie, c'est encore l'usage des Provinces Moscovites ou Russes, soumises à la domination de

1686 & de 1704 à la fois , à la Diète de Varsovie de 1710 , la République a stipulé solennellement , que le Traité de Moscou ne porteroit aucun préjudice au Traité de Paix conclu avec la Porte à Carlowitz. V. *Vol. Leg. VI. Fol. 145-6.*

Une semblable stipulation a , à la vérité , été faite dans le présent Traité , Article VI. sur les réquisitions pressantes des Ministres de Moldavie & de Valachie , résidens à Varsovie ; mais depuis les interprétations du Traité d'Oliva , & de ce Traité de Moscou même par la Russie , on peut , avec raison , ce semble , craindre les interprétations des Traités par cette Puissance. Toujours paroît-on être fondé à croire , que la précision avec laquelle le Traité de Moscou , & ses *engagemens dans toute leur étendue* , ont été rappelés dans cet Article I , ne doit pas être sans objet.

la Russie ; & quelque chose que les Panégyristes du Gouvernement actuel de la Russie disent du prétendu établissement de la *liberté de Religion* dans cet *Empire* , *plus vaste que ne le fut jamais l'Empire Romain* , cette liberté n'existe que dans l'imagination plus vaste encore de ces Panégyristes.

Au reste , la République ne ratifia encore le Traité de Moscou en 1710 , que sous la condition expresse des compensations & avantages stipulés pour la République , par les Articles V & VII de celui de Narva , condition à laquelle la Russie n'a pas satisfait. Voyez *Vol. Leg. VI. fol. 145-6.*



OBSERVATION SUR L'ARTICLE II.

Dans un Manifeste daté à *Dankoure* en Podolie le 12 Octobre 1768, les Confédérés de Bar s'expriment ainsi : » Par
 » l'Article II. du Traité de Varsovie, la Pologne se trouve
 » engagée indissolublement avec la Russie, & en obligation de
 » rompre au gré de la Russie avec les Puissances, dont la Ré-
 » publique n'aura même aucun sujet de se plaindre.
 » en chargeant la République de la garantie des Etats, Pro-
 » vinces, Possessions, & Frontières actuelles de la Russie en
 » Europe, l'Ambassadeur de la Russie a exposé la Pologne à
 » des guerres offensives, & à manquer aux engagements les
 » plus sacrés contractés par la République à Carlowitz, à Oliva,
 » à Welau. Par la même garantie l'Ambassadeur de
 » Russie a fait renoncer la République aux compensations
 » stipulées à elle solennellement par le Traité de Narva, en
 » reconnoissance de la ratification de celui de Moscou (1); de
 » plus, par la même garantie, il a fait légaliser par la Répu-
 » blique diverses usurpations faites sur différentes frontières par
 » la Russie sur la Pologne (2).

C'est probablement de la *conformité du système* entre les Sérénissimes Parties contractantes, que les Contédérés de Bar, ont apperçu le lien, par lequel cet Article attache indissolublement la Pologne à l'Empire de Russie. Cette conformité de système veut dire sans doute que la Pologne suivra toujours le système de la Russie.

(1) Par l'Article 5 du Traité de Narva, Pierre-le-Grand s'étoit engagé à remettre sous la domination de la Pologne tout ce qu'il avoit conquis, & ce qu'il conquéreroit encore en Livonie sur la Suede, contre laquelle ce Traité portoit une alliance entre Auguste II & Pierre-le-Grand.

(2) Ce Manifeste a été donné au Public, traduit apparemment sur une copie défectueuse, dans la Gazette d'Utrecht de 1769, N°. VII. Art. de Hambourg, le 17 Janvier.

OBSERVATION SUR L'ARTICLE III.

L'interposition de l'Impératrice de Russie , & des Cours de Prusse , de Danemarck , de la Grande-Bretagne & de Suede , en faveur des Grecs & des Dissidens , la *Justice* des droits , des Grecs & des Dissidens , & le *consentement* des Etats de la République , à ce qui , en considération de cette interposition & de cette Justice , a été établi dans ce Traité par les Grecs & les Dissidens , sont les principaux objets de cet Article.

On distinguera pour la commodité du Lecteur ces objets , & on les suivra séparément.

Premier objet de l'Article III.

Les Cours de Prusse , de Danemarck , & de la Grande-Bretagne , ont publié successivement depuis 1764 , ainsi que la Russie , différens Mémoires & Déclarations dans lesquelles ces Cours établissoient sans contradiction , comme la Russie , & une prétendue *confirmation des droits des Dissidens par les Traités* , & de prétendues *obligations* imposées à ces Cours par les mêmes Traités , de s'intéresser au maintien des droits des Dissidens ainsi confirmées (1). Une Déclaration de la Suede à peu près dans les mêmes termes parut vers la fin de 1766 (2).

Le premier objet de cet Article est de présenter comme avoué par la République , ce que ces Cours , que cet Article

(1) Ces Mémoires & Déclarations sont , de la part de la Prusse , du 14 Septembre & du 28 Novembre 1764 , & du 11 Novembre 1766 ; de la part du Danemarck & de l'Angleterre , du 28 & du 29 Novembre 1764 , & du 4 Novembre 1766. A Varsovie , on les trouve imprimés dans toutes les Gazettes de ces années.

(2) Elle est datée des 7 & 18 Novembre 1766 , à Saint-Petersbourg.

appelle coopérantes avec la Russie , ont avancé dans leurs Déclarations , ainsi qu'on a présenté dans la Préface de ce Traité , comme avoué par la même République , ce que la Russie a avancé dans les siennes ; & de faire regarder comme légale l'*interposition* de ces Cours , aussi bien que celles de la Russie , en faveur des Grecs & des Dissidens.

Quoique les Cours qui ont coopéré avec la Russie n'aient point eu de part dans la conformation de cet Ouvrage (1) , il n'en est pas moins nécessaire dans la confusion affectée des droits de ces Cours avec ceux de la Russie , de démêler les titres qui pouvoient compéter , soit à la Russie , soit à ces Cours , & les droits qui pouvoient résulter de ces titres.

Par l'Article IX , cité déjà du Traité de 1686 , ou de Moscou , Traité passé entre la Pologne & la Moscovie , la Pologne s'est engagée à ne pas contraindre les Grecs non-unis à l'union , & à conserver à ces Grecs leurs droits Ecclésiastiques. L'Impératrice de Russie pouvoit donc autoriser par ce Traité , qui est un titre qui compète à la Russie , l'intérêt que cette Princesse eût pris au maintien de la liberté du Rit Grec non-uni en Pologne , & à la conservation des droits *Ecclésiastiques* des Grecs non-unis. C'est tout le droit que le Traité de 1686 donnoit à l'Impératrice de Russie.

Pour ce qui est des droits Séculiers de ces Grecs , le Traité de 1686 , n'ayant rien stipulé pour ces droits , l'Impératrice de Russie ne pouvoit pas s'attribuer en vertu de ce Traité le droit de s'*interposer* , comme cette Princesse a prétendu pouvoir le faire en faveur des prérogatives civiles & politiques , ou des droits *Séculiers* de ces Grecs.

(1) La Prusse , le Danemarck , la Grande-Bretagne & la Suède , n'entrent pas dans ce Traité , même pour ce qui regarde les Dissidens.

A l'égard des Dissidens & de leurs droits , dont l'Impératrice de Russie s'est portée pour engagée par le même Traité de 1686 à procurer le rétablissement (1), cet objet étant entièrement étranger au Traité de 1686 , dans lequel il n'est question , ni des Dissidens , ni de leurs droits quelconques , la Russie pouvoit encore moins alléguer ce Traité comme un titre qui autorisât l'Impératrice de Russie à *s'interposer* en faveur des droits , soit ecclésiastiques , soit séculiers , des Dissidens.

Telle est la légalité de *l'interposition* de l'Impératrice de Russie en faveur des Grecs , & des Dissidens.

Le titre sur lequel les Cours qui ont coopéré avec la Russie fondoient la prétendue *confirmation des droits des Dissidens par les Traités* , & les prétendues *obligations* de ces Cours , en vertu des Traités , est l'Article II. du Traité d'Oliva , Article allégué à l'appui des Déclarations de ces Cours dans *l'Exposition des droits des Dissidens joints à ces Puissances , &c.* & produit , pages 41-2 , de cette Exposition.

Quelle que puisse être la part qui compéte aux Cours de Prusse , de Danemarck , de la Grande-Bretagne , & de Suede dans le Traité entre la Pologne , l'Autriche , & le Brandebourg , d'une part , & la Suede d'autre part , conclu par la médiation de la France , garantie par cette puissance , par les Parties même contractantes , par l'Espagne , & probablement par l'Angleterre aussi (2) , & quelles que soient les *obligations* que ce

(1) La Déclaration de la Russie , du 4 Novembre 1766 , en parlant du Traité de 1686 , dit : *On trouvera déjà dans un motif aussi puissant que l'exécution des engagements d'un Traité , la règle de la conduite que l'Impératrice a à tenir pour procurer le rétablissement des Sujets Grecs & Dissidens dans tous leurs droits.* Voyez Exposition des Droits , pag. 29.

(2) On ne trouve la garantie de l'Angleterre , ni dans Dumont , ni dans Dogiel , ni

Traité ait imposées aux Cours à qui il compéte quelque part de ce Traité (1), il suffit sans doute de lire l'Article II, qui est l'Article de l'Amnistie de ce Traité, pour voir que cet Article ne *confirme* les droits de personne, & ne parle point des Dissidens.

La Déclaration des Plénipotentiaires de Suede, donnée en explication de cet Article, & dans laquelle il est parlé des Dissidens, faite en faveur des Dissidens Sociniens ou Ariensproscrits de Pologne en 1658 & 1659, c'est-à-dire, pendant la guerre de Charles Gustave, & que les Plénipotentiaires de Suede ont voulu faire comprendre dans le pardon, ou dans l'Amnistie, au moyen de cette Déclaration donnée au nom des Plénipotentiaires de Suede, & non au nom de la Suede, datée le 31 Mai 1660, c'est-à-dire 28 jours après la conclusion du Traité qui est daté le 3 Mai 1660, non seulement non acceptée par les Plénipotentiaires de Pologne, mais aussi ignorée de ces Plénipotentiaires; cette Déclaration, dis-je, que l'Expositeur des droits des Dissidens, joints à ceux des Puissances, &c. produit, pages 43 & 44 de cette exposition, comme un titre aussi, & sur laquelle il fonde principalement la *confirmation* des droits des Dissidens par le Traité d'Oliva (2), est une pièce apochryphe

dans Boehmer, qui a recueilli tout ce qui a rapport au Traité d'Oliva, ni dans aucun autre Recueil d'Actes publics; mais Puffendorf ayant dit, L. IX, sur la fin du §. 28 de l'Histoire de Frédéric-Guillaume, Electeur de Brandebourg, que Charles II a donné sa garantie à cet Electeur en 1663, & la Cour de Londres s'étant portée dans ses Déclarations pour garante de ce Traité, on s'en rapporte à ces autorités.

(1) Voyez l'Article 36 de ce Traité.

(2) On ne parle, dit cet Expositeur, page 62 de l'Exposition, a que du dispositif de l'Article 2, qui, à la vérité, n'a pas assez d'étendue, & on tait à dessein la Déclaration des Ministres de Suede, faite au sujet de ce dispositif n.

(1), & la prétendue ratification de cette Déclaration par la Pologne, produite aussi dans l'*Exposition des droits*, pag. 44-6, est un acte faux (2).

(1) On peut voir dans Boëhmer, *Acta Pacif. Oliv. in Ed. Vraisl.* 1763-6, au Tome II, contenant le Journal Suedois des Négociations d'Oliva, tout ce qui regarde cette Déclaration des Plénipotentiaires de Suede; on trouvera dans ce Journal, page 383, au 2 Juin, & page 392, au 4 Juin, N. st. 1660, que cette Déclaration a été faite en faveur des Sociniens, pour les faire comprendre dans l'Amnistie, & surtout pour se débarrasser de leur Agent Lubieniecky; que signée par les Plénipotentiaires de Suede, en présence de Lubieniecky, elle a été tenue secrète dans la Chancellerie de l'Ambassade de Suede, & n'a dû être extradée, qu'après l'entière évacuation des Provinces Suedoises, occupées par les Alliés de la Pologne, c'est-à-dire, trente jours après l'échange des Ratifications du Traité, terme convenu pour cette évacuation par l'Article 22, § 2, & par l'Article 26 du Traité.

(2) Après ce qui a été dit dans la Note précédente, sur le tems auquel la Déclaration des Plénipotentiaires de Suede en faveur des Dissidens, devoit être extradée, on voit bien que les ratifications du Roi Jean Casimir & de la République, que l'Expositeur des Droits produit, datées le 26 Juin 1660, ne peuvent pas convenir à cette Déclaration, parce que l'échange des ratifications du Traité d'Oliva ne s'étant faite qu'entre le 16 & le 18 Août 1660, comme on peut le voir dans le même Tome II de Boëhmer, aux 16 & 18 Août du Journal Suedois, l'évacuation des Provinces occupées sur la Suede, & par conséquent l'extradition de la Déclaration des Plénipotentiaires de Suede en faveur des Dissidens, ne peuvent avoir eu lieu qu'après le 16 ou le 18 Septembre 1660, & qu'ainsi cette Déclaration, que l'Expositeur des Droits prétend avoir été ratifiée par Jean Casimir & par la République le 26 Juin 1660, ignorée de Jean Casimir & de la République, au moins jusqu'à la fin de Septembre 1660, ne peut pas avoir été ratifiée par Jean Casimir & par la République le 26 Juin 1660.

L'Expositeur des Droits n'ayant pas dit d'où il a tiré ces ratifications, son silence met en droit de dire que ces Ratifications, qu'on ne trouve nulle part, sont des Actes forgés, ou bien que ce sont les Ratifications du Traité même d'Oliva, par Jean Casimir & par la République; ratifications dont Boëhmer a donné les formules Tome I, à la suite du Journal Polonois, pag. 187-9, n° 68 & 69, tronquées, & falsifiées par le Traducteur, comme il sera facile de s'en convaincre à qui voudra confronter ces Ratifications; & dans l'un comme dans l'autre cas, ce sont des Actes faux.

Au reste les Sociniens ont été obligés de quitter la Pologne en 1660 & 1661; nonobstant la Déclaration des Plénipotentiaires de Suede, & la Suede même n'a pas réclamé cette Déclaration.

Telle est la légalité de l'interposition des Cours qui ont coopéré avec la Russie en faveur des Dissidens & des Grecs (1).

Second objet de l'Article III.

Les prétentions des Dissidens & des Grecs non unis à l'égalité parfaite avec les Catholiques Romains dans la République ont été présentées dans les Déclarations de la Russie, & des Cours coopérantes avec la Russie dans les Mémoires des Dissidens (2) & du Clergé Grec non uni (3), & enfin dans l'*Exposition des droits des Dissidens*, &c. publiée à Saint-Petersbourg, comme des droits fondés sur les Loix naturelles, sur les Loix du Royaume, sur les Traités de la République avec les Puissances Etrangères; & le second objet de cet Article est de faire regarder comme avouée par les Etats de la République, la Justice de ces ainsi dits droits des Grecs & des Dissidens.

On a déjà vu ce qui en est de ces droits prétendus fondés sur les Traités. On sçait que les Loix naturelles ne sont pas les Loix sociales, & que les droits de l'homme en état de na-

(1) Le Roi de Prusse s'est porté pour autorisé, par le Traité d'Oliva, à réclamer le rétablissement, non-seulement des Dissidens, mais aussi des Grecs. *S. M. le Roi de Prusse*, est-il dit dans la Déclaration de la Prusse du 10 Novembre 1766, ne sçauroit se dispenser de se joindre à *S. M. l'Impératrice de Russie*, pour réclamer la justice de la République de Pologne en faveur des Dissidens & des Grecs opprimés; *S. M. y est autorisée par le Traité d'Oliva*. Si le Ministère Prussien avoit consulté les Relations des Plénipotentiaires de Frédéric Guillaume à Oliva, ou au moins l'Histoire de cet Electeur par Puffendorf, il auroit trouvé dans cette Histoire, faite en partie sur ces Relations, L. VIII. §. 68. Tit. *De Protestantibus in Poloniâ*, qu'on n'a pu rien obtenir à Oliva pour les Dissidens, & qu'il n'y a pas été du tout question des Grecs.

(2) Placet présenté à la Diète de Varsovie en 1766; Manifeste de Thorns & de Stuck, le 20 Mars 1767.

(3) M. Kuninski, Evêque Grec non-uni de Mohilow, a fait imprimer, en 1767, une déduction des Droits des Grecs, sous le Titre de *Prawa y Walnosci*, &c. 1767, in-fol.

ture ne sont pas les droits du Citoyen. Il reste donc à voir la justice des droits des Grecs & des Dissidens d'après les Loix du Royaume.

La Russie & les Puissances qui ont bien voulu concourir aux opérations de l'Impératrice de Russie en Pologne, ont cru, en confondant leurs prétendus droits au maintien de ceux des Grecs & des Dissidens, devoir confondre les Grecs avec les Dissidens, & les Dissidens avec les Grecs, & les titres ainsi que les droits des uns avec les titres & les droits des autres (1).

Pour pouvoir apprécier la *justice* de ces droits différens entr'eux, ainsi que les titres dont ils résultent, il est nécessaire de connoître ces titres. Les détails de l'acte séparé, premier annexé à ce Traité, fourniront occasion de déployer ces titres, & de développer ces droits, il suffit pour l'objet présent de les indiquer ici.

(1) A l'exemple de ces Cours, les Dissidens, dans leur Placet de 1766, V. ci-dessus, note (1), ont confondus les Grecs avec les Dissidens.



TITRES ET DROITS DES GRECS.

Environ deux cens ans avant la prétendue réformation du seizième siècle (1), & plus de deux cens ans avant l'introduction du dissidentisme en Pologne (2), Casimir le Grand, en soumettant en 1340, la Russie rouge, ou ce qui fait aujourd'hui le Palatinat de Russie, permit & autorisa dans cette Province la liberté de la Religion Grecque, qui étoit la Religion de cette Province (3); & les droits Ecclésiastiques accordés à cette Religion par Jaroslas, Fils de Volodimir, Grand Duc de Russie (4), ont été confirmés au Clergé Grec des Provinces Russes soumises à la Pologne & la Lithuanie par différens Rois qui ont succédé à Casimir le Grand en 1462, en 1499, en 1511, &c. (5)

Ces droits du Clergé Grec en Pologne & en Lithuanie, confirmés ainsi, consistoient dans la liberté du culte & dans l'exercice de la Jurisdiction spirituelle de ce Clergé dans

(4) On sçait que Luther a commencé vers 1520.

(2) Les Doctrines du seizième siècle ont été introduites en Pologne sous Sigismond Auguste, dont le regne commença en 1538, & finit en 1572. Ce sont ceux qui ont adopté ces Doctrines en Pologne, qui furent appelés Dissidens en 1575.

(3) *V. Dlugos ad ann. 1340.* On ne voit pas trop comment l'Expositeur des Droits des Dissidens a pu disputer à la Religion Romaine, reçue en Pologne en 964, l'ancienneté dans ce Royaume sur la Religion Grecque permise dans une Province Russe du Royaume en 1340. *On n'accordera pas*, dit-il, p. 57, de l'Exposition, *que la Religion Catholique soit plus ancienne en Pologne que la Religion Grecque, & c'est avec la même assurance que cet Ecrivain dit, la même page, plus bas; que la Religion Grecque est tout aussi bien la Religion primitive & de l'Etat, que la Religion Catholique.*

(4) Ce Jaroslas, fils de Volodimir, premier Duc Chrétien de Russie, ou de Kiow, est mort en 1052.

(5) Casimir IV. dans le Diplôme d'incorporation de la Terre de Betz à la Pologne, en 1462, Alexandre en 1499, Sigismond I. en 1511. *V. Kuninski, p. 4-10.*

Provinces de la Religion Grecque , & sur les Sujets professant cette Religion (1). Mais ce Clergé n'a joui jamais dans ces Provinces mêmes des prérogatives temporelles & politiques que les Loix du Royaume avoient attribuées au Clergé Romain du Royaume. Le Clergé Grec étoit soumis à la Puissance temporelle du Souverain , les personnes & les biens de ce Clergé étoient imposés au gré du Souverain , les Evêques Grecs n'ont jamais été membres du Senat , le Clergé Grec n'a jamais été admis aux Cours souveraines du Royaume , &c.

Les droits de la Noblesse Romaine n'étoient pas plus communs à la Noblesse de la Religion Grecque , que les droits du Clergé Romain n'étoient communs au Clergé Grec. Il y a apparence , que depuis l'annexion de la Russie rouge à la Pologne en 1340 , comme on a dit , la Noblesse Grecque de cette Province jouissoit , à l'exemple de la Noblesse de Pologne , des droits civils résultans de la liberté personnelle , & de la propriété des biens (2) ; mais cette Noblesse Grecque ne participoit point aux prérogatives politiques , dont jouissoit alors déjà la Noblesse Catholique Romaine du Royaume.

Dans le temps de l'introduction du Christianisme en Lithuanie , Ladislas Jagellon , en accordant en 1387 des droits à ses Sujets de Lithuanie , qui embrasseroient la doctrine Romaine , en différence de la doctrine grecque , professée dans les Provinces Russes de la domination de la Lithuanie (3) ; & en 1413 , le même Roi , en renouvelant l'union de la Lithuanie avec la Pologne , & en accordant à cette occasion des prérogatives

(1) V. le privilège d'Alexandre de 1499 , dans Kuninski , p. 5-7.

(2) Cramer ad ann. 1340.

(3) *Prawa Powyżechne* 1797 , in-12. p. 14-20. Jagellon accordoit à ses Sujets convertis , ou qui se convertiroient , la liberté & la propriété.

politiques aux Lithuaniens , à l'exemple de la Noblesse de Pologne , a voulu qu'à l'exemple aussi de ce Royaume , les Catholiques Romains jouissent en Lithuanie de ces prérogatives , dont il excluait expressément les Grecs , lesquels il ne voulut être admis ni au Sénat , ni aux Offices & Magistratures , ni aux Assemblées & Délibérations nationales (1).

Depuis 1434 même que Ladislas III , Fils de Jagellon , rapprocha les droits de la Noblesse Russe de la Noblesse de Pologne , en affranchissant la Noblesse de la Russie rouge & de la Podolie (2) de redevances & de charges auxquelles la Noblesse de Pologne n'étoit pas soumise , & en instituant dans ces Provinces une administration semblable à celles des Palatinats de la Pologne (3) , la Noblesse Russe ou Grecque (4) de ces Provinces étoit éloignée des dignités de ces Provinces mêmes , & ces dignités étoient remplies par la Noblesse de Pologne , professant la Religion Romaine.

Les premiers Palatins de Russie & de Podolie , qu'on voit sous le regne du même Ladislas III , & depuis 1434 , sont Jean Wezyk de Dambrowa , & Pierre de Sprowa Odrowaz , tous deux de famille Polonoise & de la Religion Romaine. Dans toute la suite de ces Palatins jusqu'à présent , suite qu'on peut voir dans Niewiecki , on ne trouve pas une famille qui ait professé la Religion Grecque. Il en est de même du Palatinat de Betz , annexé à la Pologne sous Casimir IV , en 1462.

(1) *V. Vol. Leg. I. p. 66-9. Tit. Incorporatio terrarum M. D. Lithu. Regno Pol. cum Libertatibus Nobilitati Lithuaniae , Ruthenis exceptis , concessis.*

(2) La Podolie a été annexée à la Pologne en 1430.

(3) *V. Cramer ad ann. 1434. Niewiecki , T. I. p. 144. Tit. Ruskie Woiewodztwo.*

(4) Ces mots sont synonymes en Pologne , on y appelle vulgairement la Religion Romaine , Religion de Pologne , & les Catholiques , Polonois. Ceux qui professent la Religion Grecque sont appelés Russes , & les Dissidens sont appelés Allemands.

On verra dans les Observations sur l'Acte séparé premier , de quelle valeur , & de quelle extension pouvoient être les privilèges de Sigismond Auguste de 1563 & de 1568 , allégués dans l'*Exposition des droits des Dissidens* , pages 8—10 , en faveur de l'habileté de la Noblesse Grecque non-unie , aux prérogatives politiques dans le Royaume. Quoi qu'il en soit , un siècle après Sigismond Auguste , Jean Casimir , par une Loi plus solennelle portée à l'occasion de la rébellion des Grecs d'Ukraine en 1654 , exclut de nouveau les Grecs des dignités & prérogatives politiques (1) , & remit la Noblesse Grecque dans l'état que lui avoient attribué les anciennes Loix du Royaume.

La liberté du rit Grec dans les Provinces Russes , les droits du Clergé Grec propres à ce Clergé , sont donc depuis 1340 , depuis 1462 , 1499 , & surtout 1511 (2) , les justes droits Ecclésiastiques des Grecs non-unis , & les droits & prérogatives civiles de Noblesse depuis 1340 , & peut-être depuis 1434 , plus sûrement , sont les justes droits séculiers de la Noblesse Grecque non-unie.

Voilà ce qui est de la Justice des droits des Grecs non-unis.

(1) V. *Vol. Leg. IV. fol. 634. Tit. Dignitarstva.*

(2) Le privilège de Casimir IV. de 1462 , à l'incorporation de la Terre de Betz ; ne regardoit que le Clergé de ce Palatinat ; celui d'Alexandre , Grand Duc de Lithuanie , de 1499 , regardoit le Clergé Grec du Grand Duché de Lithuanie ; celui de Sigismond I. de 1511 , le Clergé Grec du Royaume & du Grand Duché de Lithuanie.



TITRES ET DROITS DES DISSIDENS.

Il n'en est pas des doctrines du seizième siècle, introduites en Pologne sous le règne de Sigismond Auguste, comme de la Religion des Provinces Russes, ni des Dissidens comme des Grecs.

Les mêmes Loix de 1413, par lesquelles Jagellon éloignoit les Grecs du Sénat, des Magistratures & Offices, des Assemblées & Délibérations nationales, avoient rendus inhabiles aux mêmes prérogatives & pour les mêmes raisons (1) tous ceux qui professeroient d'autres doctrines que la doctrine de l'Eglise Romaine, ou qui refuseroient de reconnoître l'autorité spirituelle de l'Eglise de Rome (2).

Par d'autres Loix du même Roi de 1424, il avoit été statué des peines de captivité, de mort, d'infamie, de bannissement, de confiscation de biens, d'incapacité des dignités, & de privation de Noblesse pour les coupables, & pour leur postérité, contre quiconque entreprendroit d'introduire dans le Royaume de nouvelles Religions, & des doctrines qui ne seroient pas avouées par l'Eglise Romaine, ou des doctrines qui seroient condamnées d'hérésie par cette Eglise, & contre quiconque suivroit, protégeroit, favoriseroit ces doctrines (3).

(1) *Quia sapè disparitas cultûs diversitatem inducit animorum.* Vol. Leg. I. p. 69.

(2) *Prædictis . . . tantummodò illi . . . debent uti & gaudere qui . . . cultores Christianæ Religionis Romanæ Ecclesiæ subiecti, & non schismatici, vel alii infideles.* Ibid. Il paroît qu'en étendant ainsi, à toutes les Religions différentes de la Religion Romaine, les exclusions portées par cette Loi, le Législateur avoit en vûe autant ceux qui pouvoient être restés encore attachés au Paganisme, que les doctrines que J. Huss avoit répandues en Bohême depuis le commencement du quinzième siècle; comme c'est à l'occasion de ces doctrines que, quelques années plus tard, le même Législateur statua, comme on va le voir, contre les Hérétiques.

(3) V. Vol. Leg. I. p. 85-6. Tit. Vlad. Jagello contra Hæreticos & Fautores eorum

Les Novateurs du seizième siècle, sujets aux exclusions énoncées dans les Loix de 1413, & de plus coupables des peines & des privations ordonnées par les Loix de 1424, furent poursuivis en vertu de ces Loix sous le regne de Sigismond I. & dans les commencemens de celui de Sigismond Auguste même ; & la Paix des Dissidens, c'est ainsi qu'ont été nommés ces Novateurs, ou la Confédération de 1573, ainsi que celles de 1576 & de 1587, tout litigieux que soient ces titres sur lesquels les Dissidens s'appuyent principalement, ne les avoit affranchis que des peines de captivation, de mort, d'infamie, de bannissement, & de confiscation de biens (1).

La Confédération de 1632, qui la première peut être alléguée comme un titre légal, leur assura ces bénéfices, y ajouta celui de pouvoir exercer publiquement leur culte dans celles des Villes royales, où ils avoient, au temps de cette Confédération, des Temples bâtis par les Dissidens ; leur accorda l'exercice privé dans les maisons aux lieux où ils n'avoient point de Temples, & a affranchi leurs Ministres des Jurisdictions du Clergé Romain, pour les soumettre aux Jurisdictions Séculières du Royaume (2).

Les Confédérations suivantes de 1648, de 1668, de 1674, de 1696, ont assuré les mêmes bénéfices & concessions aux Dissidens, & les *Pacta conventa*, ainsi que les sermens des

constituit. On croit que dans les Etats de la Communion Romaine, on doit entendre, par le mot d'*Hérésie*, une Doctrine condamnée d'*Hérésie* par l'Eglise Romaine. Les Loix de 1424, ont empêché, pendant plus d'un siècle, que les opinions de Huss ne se soient établies en Pologne, elles y furent portées les premières d'entre les différentes autres Doctrines du seizième siècle sous Sigismond Auguste.

(1) Voyez ce titre de 1573, dans le *Vol. Leg. II. p. 841-2.* & dans l'*Exposition des Droits des Dissidens*, p. 13.

(2) V. *Vol. Leg. III. P. 725, art. 6, 8, 9.*

Rois, à commencer par celui même que Henri de Valois prêta à Paris en 1573, & qui depuis Etienne Battori devint celui que tous les Rois suivans préterent à leur sacre, n'assuroient aux Dissidens que la conservation de cette Paix, pour le maintien de laquelle les Rois s'engagoient à ne pas permettre que les Juridictions, soit Séculières, soit Ecclésiastiques du Royaume, poursuivissent les Dissidens comme coupables des peines criminelles, dont les Confédérations les avoient affranchis (1).

La Confédération de 1733, contre laquelle les Dissidens réclament, a ajouté encore aux bénéfices & concessions des Confédérations antécédentes. Cette Confédération, en excluant les Dissidens des prérogatives politiques de Noblesse, les dépouilloit à la vérité des usurpations dans lesquelles, depuis le temps de leur force, ils s'étoient maintenus jusques vers 1648 (2). Mais en leur assurant en même temps l'égalité des personnes, elle leur a assuré toutes les prérogatives civiles de Noblesse, dont jusqu'alors les Dissidens n'avoient joui que par usurpation aussi.

(1). Voyez la formule de ce serment dans le *Vol. Leg. II. p. 922.* & dans l'*exposition des droits des Dissidens p. 14.* On peut voir la même formule dans *Dumont, T. V. P. 1. p. 224.* Henry, à son sacre à Cracovie en 1574, n'a pas prêté serment sur cette formule, mais sur la formule ancienne d'Alexandre qu'on voit dans le *Vol. Leg. I. p. 334.* & où il n'est question ni des Dissidens, ni de leur paix. *V. Epist. Vir. III. Lib. III. Ep. 21. St. Krankovius S. E. Cardinali Commendono ad calcem Dlugoss. Lips. 1712.* Il n'étoit pas non plus mention de la paix des Dissidens dans les *Pacla Conventa* de Henry, qu'on peut voir *Vol. Leg. I. p. 859-862.* & dans *Dumona, T. V. P. I. p. 223.*

(2) Jean Casimir, qui commença à régner en 1648, ne fit entrer plus aucun Dissident dans le *Senat.* *Zaluski Epist. Brunsb. 1709, Tom. I. p. 96.* Et les Rois qui ont succédé à ce Prince suivirent cette politique conforme aux Loix expresses du Royaume, & à laquelle les *Pacla Conventa* d'Auguste II, de 1697, astreignirent ce Prince à se conformer. *V. Vol. Leg. VI. p. 18.*

Le droit à la vie , la liberté personnelle , & celle de demeurer dans le Royaume , la propriété de biens , & les droits civils résultans de ces libertés & propriété depuis 1573 , si l'on veut , la publicité du culte dans celles des Villes royales , où les Dissidens avoient en 1632 des Temples bâtis par eux mêmes , & l'exception des *Ministres* de la Jurisdiction des Tribunaux Ecclésiastiques dans les procès qui pourroient être intentés à ces Ministres , ou à leur occasion depuis 1632 , & l'usage des prérogatives civiles de Noblesse depuis 1733 (1) , sont donc les droits des Dissidens fondés sur les Loix du Royaume , & telle est la *justice* des droits des Dissidens.

Troisième objet de l'Article III.

Le troisième & dernier objet de cet Article , est de présenter comme *consenti unanimement* par les Etats de la République , ce qui se trouve établi en faveur de la Religion Orientale Grecque non unie , & des deux *Confessions Evangéliques* , tant par cet Article III. du Traité même , que par l'Acte séparé , premier annexé à ce Traité , & devant avoir la même valeur que ce Traité.

Avant que de dire ce qui en est de ce prétendu consentement de la République , nous nous arrêterons un moment sur les concessions de cet Article , & nous verrons si ce que cet Article accorde aux Grecs & aux Dissidens , peut , sans égard à la Religion , être avoué par la Politique , & si les extensions portées par cet Article peuvent être présumées consenties par cet Etat.

(1) Les prérogatives civiles de Noblesse sont de n'être responsable qu'aux Juridictions Nobles , de n'être soumis qu'aux charges imposées à la Noblesse ; différentes exemptions propres à la Noblesse ; de pouvoir acquérir des fonds nobles , &c. &c.

Il n'est pas difficile de voir qu'en étendant à la Religion Grecque non-unie , & aux deux Confessions Evangéliques tous les droits & prérogatives séculières dont jouissent les autres Citoyens des Etats de la République , cet Article rend les Grecs & les Dissidens habiles , à l'égal des Catholiques Romains , à posséder toutes les dignités , à exercer toutes les Magistratures , à gérer toutes les fonctions publiques ; qu'il leur attribue la voix active aux Assemblées & Délibérations nationales , les admet aux Juridictions , au Ministère , au Senat , à la Chambre des Nonces ; qu'en un mot , cet Article rend les Grecs & les Dissidens habiles à exercer les pouvoirs législatifs & exécutifs de l'Etat , & leur communique tous les droits & prérogatives politiques dont dans tous les tems , conformément aux Loix les plus positives du Royaume , les Catholiques Romains ont eu droit de jouir seuls , & à l'exclusion de toutes les autres Communions Chrétiennes. La Russie qui a dicté ce Traité , renverse ainsi par cet Article l'ancienne Constitution de l'Etat , & établit en Pologne un Souverain & un Prince composés de quatre religions , la Romaine , la Grecque (1), la Luthérienne , & la Prétendue Réformée.

Les notions les plus communes de la politique , l'exemple de tous les Etats , l'expérience domestique & étrangère , montrent assez les dangers de cette constitution monstrueuse , pour qu'il ne soit pas besoin de les indiquer.

Passons aux prérogatives Ecclésiastiques que le même Article étend aux Grecs & aux Dissidens.

On conçoit bien aussi que l'extension à la Religion Grecque

(1) L'Impératrice de Russie a créé en Pologne une Noblesse Grecque non-unie , & cette Princesse y attribue , comme on verra dans l'acte séparé premier , aux Evêques Grecs non-unis , des prérogatives politiques , dont les Evêques Grecs unis n'ont jamais joui , & dont l'Impératrice de Russie les a laissés exclus encore.

non-unie & aux deux Confessions Evangéliques *des droits & prérogatives ecclésiastiques dont jouissent les autres Citoyens & Habitans des Etats de la République* , est une extension & communication de l'autorité , de l'indépendance , des franchises , & exemptions , & de toutes les immunités du Clergé Romain aux Ecclésiastiques Grecs non-unis , & aux Ministres Luthériens & Réformés.

Jamais , comme on l'a déjà dit , le Clergé Grec n'a joui en Pologne des droits & des prérogatives , dont toujours a joui dans ce Royaume le Clergé Latin , & il n'y a point d'Etat où le Clergé Grec , partout dépendant du Souverain , & soumis à la puissance temporelle du Souverain , jouisse des droits & prérogatives , dont le Clergé Romain jouit plus ou moins dans les Etats de la Communion Romaine. L'exemple de l'Empire de Russie même , où la Religion Grecque est dominante , fustit.

A l'égard des *Ministres des deux Confessions Evangéliques* , cette extension & communication de l'autorité , de l'indépendance , des franchises & exemptions , de toutes les immunités onéreuses du Clergé Romain aux Ministres de ces Confessions , est en soi-même contraire à la discipline de ces Confessions , & aux principes politiques de la prétendue réformation , seuls principes d'après lesquels cette réformation a pû être rendue avantageuse aux Etats qui l'ont embrassée ; & il n'y a pas non plus d'Etat Protestant , où les Pasteurs , où les Ministres soustraits ainsi à la puissance temporelle du Souverain , jouissent des droits & des prérogatives semblables (1).

(1) S'il s'agissoit de mettre sur le même pied les droits de toutes les Religions en Pologne , il semble que la même force , qui servit à élever le Clergé Grec & Protestant à l'égal du Clergé Romain , eût pû faire descendre ce dernier Clergé à l'égal des Ecclésiastiques Grecs & Protestans , & la politique auroit pû avouer cette opération avantageuse à l'Etat.

On ne peut certainement pas trouver de la sagesse à favoriser , comme font ce Traité & l'Acte séparé premier , l'extension des Religions nouvelles (1) , extension qui est d'ailleurs une source de dissensions & de troubles , quand on voit ces Religions rendues aussi onéreuses à l'Etat que la Religion ancienne. On trouvera dans les détails des droits accordés à la Religion Grecque non-unie , & aux deux *Confessions Évangéliques* , par l'Acte séparé premier , que cette législation a rendu ces Religions plus onéreuses , & bien plus dangereuses à l'Etat , que la Religion ancienne (2).

C'est peut-être ici le lieu de rendre à M. l'Evêque de Cracovie la justice méritée par ce Prélat , & de disculper la Nation de l'imputation odieuse & frivole de fanatisme dont les écrits de la Russie , les partisans de cette Puissance & de la nouvelle constitution s'attachent à la charger.

L'objet de contenter l'Impératrice de Russie sans perdre la République , occupoit les Etats assemblés en Diète en 1767. Dans une des Sessions Provinciales de la Petite Pologne , tenue le 13 Oct. à l'Hôtel de l'Evêché de Cracovie , guidé par les maximes d'une politique éclairée & saine , M. l'Evêque de Cracovie proposa aux Sénateurs & aux Nonces de la Province d'accorder aux Dissidens , pour la liberté de leur culte , au lieu où actuellement ils n'avoient point de Temples , tout ce qu'on pouvoit leur accorder , sans exposer la liberté publique de ces lieux (3) ; & à l'égard des prérogatives politiques dans la Répu-

(1) On appelle les Religions Grecque & Protestante nouvelles , parce que la Religion Romaine a , en Pologne , quatre cens ans d'ancienneté sur la Grecque , & six cens ans sur le Dissidentisme.

(2) On ne prétend pas ici attaquer la Religion Romaine , & on n'a en vue que les anciens abus du pouvoir ecclésiastique.

(3) On sçait bien en Pologne , que de faciliter l'exercice de Religion aux Etran-
blique

blique, tout ce qui pouvoit se concilier avec la sûreté de l'Etat.

Il fut convenu à cette Session d'accorder aux Dissidens dans le Royaume, toutes les libertés ecclésiastiques que l'ordre public peut avouer, & excepté le Sénat & la Chambre des Nonces, le partage de toutes les prérogatives politiques dans l'Etat, pourvû que la Russie cessât d'insister sur la *garantie*, objet qu'on verra plus bas. Cette résolution communiquée aux Provinces de la Grande Pologne & de Lithuanie, avoit été adoptée par ces Provinces; mais les Dissidens demandoient à être Palatins, & la Russie, dont les mesures étoient prises pour établir sa souveraineté en Pologne, ne vouloit point d'accommodement. L'Ambassadeur de Russie rejetta ces propositions, & leur Auteur fut enlevé la même nuit (1).

gers Protestans, qui viennent, ou qui viendroient s'établir dans le Royaume, seroit avantageux au Royaume, si sur-tout on mettoit le Royaume en état de réprimer les incursions des Voisins, & d'empêcher les enlèvemens de ces Etrangers, incursions & enlèvemens dont on a des exemples récents en 1763, 4 & 5 *. Mais aussi, que la liberté de l'exercice peut ne pas entraîner la publicité du culte, publicité qui, de tout tems a été occasion de tumultes & de désordres dans les Villes peuplées par les Catholiques.

(1) L'Evêque de Cracovie, sollicité par l'Ambassadeur de Russie, avoit consenti de soumettre à l'examen de cet Ambassadeur même les plaintes des Dissidens, & leurs griefs, & promis de se prêter aux réparations que demanderoit la justice de leurs droits, ainsi que l'Impératrice de Russie paroissoit le desirer par sa Déclaration du 26 Mars 1767, conformément à laquelle cet Evêque crut qu'agiroit la Russie. Dans cette croyance, l'Evêque de Cracovie accéda à la confédération de Radom en Juillet 1767. A la session provinciale dont on a parlé, l'Evêque de Cracovie alla, comme on l'a vu, au-delà même de son engagement; mais ce que cet Evêque avoit proposé n'ayant été assez, ni pour l'ambition des Dissidens, ni pour les desseins de

* Dans le temps que le Ministre de Prusse à Varsovie demandoit en 1764, au nom de son Maître, la liberté de l'exercice de la Religion Protestante en Pologne, une Horde Prussienne courroit la Grande Pologne, enlevait les Protestans des Palatinats de Posenie, de Kalisz, de Cujavie, de Poméranie, &c., & pillait ces Palatinats. L'année suivante, les Russes en'voient en Volhinie, dans le Palatinat de Betz, &c. les Grecs non unis établis dans ces Palatinats.

L'Ambassadeur de Russie & ses adhérens se sont gardés de publier ces facilités de la Nation. Pour éviter une rupture avec la Russie, tout ce que la raison pouvoit avouer, eût été consenti librement pour les Dissidens; mais la Nation n'eût volontairement ni exposé l'Etat par des concessions extravagantes & dangereuses, ni subi le joug que la Russie avoit résolu de lui imposer.

Pour ce qui est donc enfin du *consentement unanime de part & d'autre*, énoncé dans cet Article, consentement dont la Russie prétend autoriser autant ce qui est établi par cet Article, & par l'Acte séparé premier, que tous les autres objets de ce Traité, il paroît que la Russie veut faire entendre par cet énoncé, que les Etats de la République assemblés en Diète en 1767—8, ont par un accord unanime de leur part, & sans doute supposé libre conformément à la constitution, consacré les Actes de cette Diète, dont ce Traité, ainsi que les Actes y annexés, sont des émanations.

la Russie, l'Evêque de Cracovie, qui n'eût jamais été plus loin, dont la fermeté fit ombre, & qui avoit proposé à la même session, au cas que les Dissidens & la Russie ne se contentassent pas des facilités offertes, de réclamer, dans cette querelle suscitée à la République, à l'occasion du Traité d'Oliva, l'arbitrage de la France, conformément à l'article 35 de ce Traité, & celui de l'Autriche & de l'Espagne, garants indubitables de ce Traité, dans lequel la Russie n'est entrée pour rien; l'Evêque de Cracovie, dis-je, fit, autant pour ces raisons, que dans la vue d'imiter quiconque résisteroit, enlevé au sortir de cette session, comme il sera dit plus bas.

Le Public aura, sans doute, été surpris de voir, dans un Ouvrage fait sur des Mémoires fournis par l'Ambassadeur de Russie, comme on luge bien, & qui a paru sur la fin de 1767, un éloge de l'Evêque de Cracovie, éloge qui ne quadroit pas avec la conduite de la Russie envers cet Evêque. Ce qu'on a dit ici de l'Evêque de Cracovie éclaircit cet énigme. Le tems de son accession à la Contédération de Radom étoit celui où l'*Essai sur les Dissensions des Eglises de Pologne*, p. Jos. Fox allon, à Bâle, 1767, a été demandé. Deux cens Exemplaires de cet Essai parvenus à l'Ambassadeur de Russie à Varsovie, depuis l'enlèvement de l'Evêque de Cracovie, furent supprimés par cet Ambassadeur.

On peut raisonnablement douter que ce que la Russie dit de ce consentement dans cet Article, eût abusé l'Europe vivante, & que la Russie ait pû même s'en flatter; mais ce prétendu consentement, sur lequel sont fondés & les droits acquis aux Dissidens dans la République, & les droits acquis à la Russie sur la République, présenté dans un instrument public & sacré, en eût peut-être imposé à la postérité, si la Russie avoit pû, comme elle avoit commencé, détruire tous les monumens de l'opposition aux actes de la Diète de 1767-8 (1).

(1) L'Ambassadeur de Russie a fait arracher violemment, par des Officiers Russes, de différens Greffes du Royaume, des Manifestes, invalidans, ou tendant à invalider les actes de la Diète de 1767-8. Il contraignit par des ravages & des dévastations des Terres, par des violences personnelles, à faire des recès ou des défistemens de semblables Manifestes; il menaça de faire enlever, comme il en avoit déjà donné l'exemple, quiconque oseroit montrer de l'opposition aux volontés de l'Impératrice de Russie; il défendit d'imprimer jusqu'aux Discours tenus à cette Diète *. Depuis la prorogation de cette Diète en Octobre 1767, il envoya à tous les Greffes du Royaume des défenses, sous peine de *décollation*, d'enregistrer Manifestes, Protestations, quelque Ecrit que ce fût contre la Diète, ou qui eût rapport aux violences que cet Ambassadeur exerçoit, &c.

Le Public a vu une plainte contre ce dernier procédé de l'Ambassadeur de Russie dans le Manifeste de M. Chreptowicz, publié dans différentes Gazettes, & nommément dans celle d'*Utrecht de 1768, N. XVIII. art. de Rome le 31 Janvier*. M. Chreptowicz, après avoir enregistré lui-même son Manifeste le 26 Octobre 1767, au Greffe Territorial de Grodno, qui est un ressort de sa dépendance, en qualité de Notaire terrestre de Grodno, sortit du Royaume pour mettre sa personne en sûreté; & pour y mettre son Manifeste aussi, il emporta avec lui le volume d'actes où ce Manifeste étoit enregistré.

On voit des détails des violences exercées par l'Ambassadeur de Russie dans différens Manifestes des Confédérations de 1768.

* Le dernier Discours de l'Evêque de Cracovie, prononcé en pleins Etats le 12 Octobre 1767, dans lequel cet Evêque protestoit solennellement contre les projets de *Prorogation* & de *Plein pouvoir*, dont on fera mention plus bas, étoit sous presse quand cet Evêque a été enlevé. L'Ambassadeur de Russie ordonna de rompre les planches, & ce Discours fut supprimé. Il défendit de rien imprimer sur les affaires sans son aveu.

Quoi qu'il en soit , on peut voir sur ce *consentement unanime* de la part des Etats de la République , la protestation de M. l'Evêque de Cracovie contre les Actes de la Diète de 1767-8. signée à Varsovie le jour même que ce Sénateur , qui s'attendait à son fort, fut enlevé, 13 Octobre, & enregistrée à Grodno le 24 du même mois 1767 (1). La Déclaration de l'Ambassadeur de Russie , datée de Varsovie le 14 Octobre 1767 , au sujet de l'enlèvement de trois Sénateurs & d'un Nonce la nuit précédente , déclaration qui , toute infidelle qu'elle est dans son Exposé (2) , sert à constater ce consentement unanime , les

(1) M. Chreptowicz enregistra cette Protestation de l'Evêque de Cracovie au Greffe Territorial de Grodno , le 24 Octobre 1767 , dans le même volume d'Actes , où deux jours après il enregistra la sienne , & il emporta avec lui ce Volume , comme il a été dit dans la note précédente.

(2) *Les Troupes de S. M. Impériale ma Souveraine* , dit l'Ambassadeur de Russie dans cette Déclaration , *amis & alliés de la République Confédérée* , ont arrêté l'Evêque de Cracovie , l'Evêque de Kiow , le Palatin de Cracovie , & le Staroste de Dolin. Voyez ci-dessous Observation sur l'Article V , pour avoir manqué par leur conduite à la dignité de S. M. Impériale , en attaquant la pureté de ses intentions salutaires , désintéressées , & amicales pour la République. Ce que l'Ambassadeur de Russie dit à la charge de ces Sénateurs & Nonces , ne présente pas d'idées claires. Les expressions d'avoir manqué par leur conduite en attaquant les intentions sont ambiguës , & c'est le ton de la mauvaise foi. Est-ce en paroles , est-ce en actions qu'ils ont manqué ? L'Evêque de Cracovie n'a écrit & parlé de l'Impératrice de Russie qu'avec respect , avec des éloges même ; & c'est peut-être en partie parce qu'il en a parlé ainsi dans son dernier Discours du 12 Octobre , que ce Discours qui eût déposé contre cette imputation , fut supprimé. L'Evêque de Kiow , le Palatin de Cracovie , & le Staroste de Dolin , son fils , Nonce de Podolie , n'ont pas parlé de l'Impératrice de Russie. Ils s'opposoient tous aux projets de Loi que l'Ambassadeur de Russie vouloit faire passer , parce qu'ils voyoient ces projets dangereux , est-ce là par où ils ont manqué à la dignité de l'Impératrice de Russie ?

Pour ce qui est des intentions pures , salutaires , désintéressées & amicales de l'Impératrice de Russie pour la République , si ces Sénateurs & ce Nonce n'avoient pas dans ces intentions toute la confiance que desiroit cet Ambassadeur , qui avoit déjà trompé , ce Traité fait voir qu'ils n'ont pas mal jugé de ces intentions. Cette Déclaration de l'Ambassadeur de Russie a été imprimée aussi dans toutes les Gazettes.

manifestes & protestations contre les mêmes Actes de la Diète de 1767-8, de M. Ch. Littawor Chreptowick, Maréchal de la Confédération du Palatinat de Troki, District de Grodno, en 1767, & Nonce du même Palatinat à cette Diète, du 26 Octobre 1767, à *Grodno*; de M. le Comte de Krasinski, Maréchal de la Confédération du Palatinat de Mazovie, Terre de Rozana en 1767, & Maréchal de la Confédération générale des Etats de la Couronne en 1768, lequel a élevé le premier une opposition armée (1). Protestation au nom des mêmes Etats du 29 Février 1768, à *Bar en Pologne*; de M. Wybicki, Nonce du Palatinat de Poméranie à cette Diète, du 5 Mars 1768, à Varsovie (2). Protestations faites dans le cours de cette Diète, qui a fini le même 5 Mars 1768.

On peut de plus consulter les Journaux de cette Diète dans les Gazettes, & autres Nouvelles publiques, où l'on trouvera que non-seulement les voix nécessaires pour vérifier le *consente-*

(1) Michel-Jérôme Krasinski, Chambellan de Rozana, Staroste d'Opinogora, &c. qu'on a nommé, & Jos. Putazki, Staroste de Warka, Maréchal de l'Armée confédérée, ont les premiers appelé la Nation à la défense des droits de la Religion & de la liberté, que la Russie opprimoit également. Quel que soit le succès de cette opposition, les noms de ces Citoyens seront en vénération à la postérité.

(2) Joseph Wybicki protesta contre les Actes de cette Diète le 27 Février 1768, en pleins Etats, & eut le bonheur de se dérober aux recherches de l'Ambassadeur de Russie. Il se tint caché pendant quelques jours à Varsovie, d'où son Manifeste est daté le 5 Mars suivant, & il eut encore le bonheur de sortir de cette Ville sans être reconnu. En passant à Petrikau, par où il gagnoit la Frontière, il déposa au Greffe de cette Ville sa Protestation, laquelle en fut retirée quelques jours après par un Officier Russe. Ayant gagné la Starostie de Zips, limitrophe à la Hongrie, M. Wybicki a fait enregistrer la même Protestation dans les Actes Capitulaires de Scepus le 30 Mars 1768, & s'est retiré en Hongrie.

ment n'ont pas été recueillies, mais que même il n'y fut pas permis de voter (1).

Les manifestes & protestations qui depuis cette Diète, &

(1) Les Nonces à cette Diète avoient été désignés à Varsovie *, & l'Ambassadeur de Russie & ses adhérens s'étoient flattés d'avoir la pluralité, dont, conformément à l'usage des Diètes de Confédération, il étoit besoin, pour autoriser les Actes qu'on vouloit faire passer à cette Diète. Les Projets ** de *Prorogation* & de *Plein-pouvoir* seuls, qui ont été portés à cette Diète, & dont le premier déterminoit le Traité avec la Russie, pour rendre justice aux Grecs & aux Dissidens, & pour réformer l'Etat avec carte blanche, pour instruction aux Plénipotentiaires, lesquels seroient nommés par le Roi, & le second portoit le Pouvoir le plus étendu aux mêmes Plénipotentiaires, & la faculté de décider, pourvu qu'ils se trouvassent au nombre de quinze à la Conférence; toutes les matières, à la pluralité des Voix, furent lues le 5 & le 6 Octobre, & rejetées presque tout d'une voix. Dans le dessein d'en gagner en faveur de ces Projets, on traina la Diète. Les Membres qui s'étoient le plus distingués dans l'opposition, furent enlevés. L'Ambassadeur de Russie menaça hautement du même sort quiconque résisteroit encore ***.

Ces moyens propres à engager au silence, ne donnerent pas des Voix, on employa tous ceux de la séduction, & ils ne réussirent pas mieux dans l'impossibilité d'avoir des suffrages; on résolut de ne les pas recueillir, & de terminer cette première Séance, comme on pourroit.

* Il n'y eut point d'élection libre de Nonces. On avoit envoyé dans tous les Palatinats des troupes & les noms de ceux qu'on vouloit que la Noblesse choisît. Tous ceux que, dans différens Palatinats, la Noblesse nomma sans faire attention à ces Listes, ne furent pas admis à la Diète, & on leur substitua ceux qui avoient été désignés à Varsovie. Felix Cracki, Grand-Echançon de la Couronne, Terrier du Palatinat de Volhinie, & que la Noblesse de ce Palatinat, par la confiance qu'elle mettoit dans sa vertu & dans son patriotisme, avoit nommé, quoiqu'absent, pour être représentant de ce Palatinat, non-seulement fut rayé du tableau, mais aussi pour l'empêcher de se rendre à Varsovie, l'Ambassadeur de Russie le fit arrêter en sa maison de *Poricko* en Volhinie, où depuis le mois d'Août 1767, qui étoit le temps de ces Elections, ce Seigneur a été détenu sous la garde d'un détachement Russo jusques environ le même mois 1768, qu'il a été transporté au Château de Brody, où il y a Garnison Russe, & où il est gardé actuellement 1769. L'Ambassadeur de Russie a fait offrir plusieurs fois la liberté à ce Seigneur, pourvu qu'il signât une soumission à l'Impératrice de Russie, ce qu'il a refusé constamment.

** On appelle en Pologne Projet, ce qu'on appelle Bill en Angleterre.

*** L'arrogance extravagante de cet Ambassadeur a été plus loin encore. Il dit hautement qu'il feroit couper la tête sur l'échaffaut à quiconque s'opposeroit aux volontés de l'Impératrice de Russie. On voit dans le Manifeste du Comte Marian Potocki du 17 Mai 1768, un engagement portant le caractère de la même extravagance, que l'Ambassadeur de Russie contraignit ce Seigneur de signer à Varsovie dans le temps de cette Diète.

depuis l'éclat de Bar, ont concouru à constater ce *consentement*, sont de M. le Comte Marian Potocki, Maréchal de la Confédération du Palatinat de Russie, Terre de Halicz, en 1767, Nonce du même Palatinat à cette Diète, & un des Plénipotentiaires au Traité du 1768. à *Winnitza*, de M. le Comte Joachin Potocki, Grand Echanfon de Lithuanie, Maréchal de la Confédération de Braclaw en 1767, & Régimentaire général des Armées de la Confédération générale des Etats de la Couronne, de 1768; à *Trembowla*, des Confédérations particulieres du Palatinat de *Lublin* dans la Ville de ce nom; du Palatinat de Braclaw, à *Winnitza*; du Palatinat de Kiow, à *Zytomietz*; du Palatinat de Russie, Terre de Sanock, à *Sanock*; des Palatinats de Posnanie & de Kalisz, à *Pyzdry*; du Palatinat de Cracovie, à *Cracovie*, à *Oswiecim*, à *Biala*; du Palatinat de Sandomir à *Pilzno*, à *Opoczna*; du Palatinat de Siradie, à *Petrikow*, à *Vieln*; du Palatinat de Rawa, à *Gostin*; du Palatinat de Troki, à *Kowno*, à *Upitu*; du Palatinat de Vilna, à *Wilkomierz*, à *Oszmiana*; du Palatinat de Meislaw, à *Mylaticze*; du Palatinat de Novo-

Quand le 19 Octobre, qui fut la dernière Session, le Prince Radziwil, Maréchal de la Confédération de Radom, & de cette Diète *, eut demandé la première fois, si les Etats en gros consentoient à ces Projets, il y eut six voix en tout, qui répondirent : Oui. Il y en eut trois des mêmes à la seconde interrogation, & à la troisième une seule. Un silence morne & universel de l'Assemblée fut réputé pour consentement.

Depuis la rentrée de la Diète en Février 1768, il ne fut permis à personne de parler, on a censé tout consenti, pour avoir été lu.

* Le Prince Charles Radziwil avait été mis à la tête de la Confédération générale de la Couronne, c'est-à-dire à la tête de la République, sans être relevé des décrets de Diète portés contre ce Prince. Il fut désigné Maréchal de la Diète de 1767-8, sans être Nonce; mais ce n'est pas l'irrégularité des procédés & le mépris pour les formes dans le cours de ces affaires qu'on s'attache à relever ici.

grodek ; du Palatinat de *Beżesie* en Lithuanie , du Duché de Samogitie , &c. jusques à la fin de 1768 (1).

(1) Ces Confédérations ont été formées successivement depuis l'éclat de Bar , ou depuis le 29 Février 1768 , jusqu'à la fin de la même année , malgré tous les obstacles , empêchemens , & traverses qu'y apportoit , & la force étrangere , & les pouvoirs domestiques.

La Noblesse des Palatinats de *Braclaw* & de *Kiow* assemblée au mois de Mai 1768 à *Winnicza* & à *Zytomicz* , avoit , conformément aux Universaux de la Confédération générale de Bar , ordonné dans ces Palatinats des levées d'hommes & d'argent pour le service de cette Confédération ; au mois de Juin suivant , cette noblesse fut en grande partie égorgée avec femmes , enfans , domestiques , dans *Zabotin* , dans *Lisianska* , dans *Teiou* , dans *Human* , dans *Sawran* , dans *Balta* , dans ses maisons épar- ses en Ukraine , par les Cosaques *Zaporoviens* , Sujets de la Russie , & voisins de ces Palatinats , & par les Cosaques de la Basse Ukraine , qui fait partie de ces Palatinats , Sujets de la Pologne , soulevés par le moyen des Cosaques *Zaporoviens* , & conduits par ces Cosaques ; & la Noblesse des Palatinats Russes , de Podolie , de Volhynie , de Russie , de Betz , &c. a été menacée de semblable soulèvement , si elle remuoit.

Ce n'est pas sous cet aspect que la Rebellion d'Ukraine a été présentée dans les Nouvelles publiques ; mais ceux qui lisent ces Nouvelles , doivent avoir senti depuis long-temps quelle confiance on peut donner aux Articles de *Varsovie* , des bords de la *Vistule* , des confins de la Podolie , &c. dans les Gazettes.

Dans le temps que les Haidamacs égorgeoient en Ukraine , les Généraux Russes *Kretchetuikof* & *Podgoriczany* contenoient une partie des Confédérés de Bar dans *Berdyczew* , qu'après dix-huit jours de résistance , le jeune *Pulaski* , Staroste de *Zuzul- nica* , rendit , faute de vivres , le 17 Juin , les Généraux *Apraxin* , Russe , & *Branicki* , Commandant les Hulans du Roi , observoient les Maréchaux de la Confédération vers *Mohilow* , & ferroient *Bar* , quand *Zelezniak-Zaporovien* , Chef des Haydamacs , mar- choit vers *Human* . Bar fut livré le 20 Juin , & la boucherie de Human , où il périt en- viron seize mille personnes de tout état , de tout sexe , & de tout âge , est du 21 Juin *.

* Ces rapports pouvoient faire soupçonner un concert dans les opérations des Haidamacs & des Russes . La connivence ultérieure des Russes convertit ces soupçons en certitude : la tranquillité avoit paru rétablie en Ukraine vers la fin de Septembre 1768 . Ceux qui avoient échappé à la tuerie , revinrent peu à peu sur les assurances des Généraux Russes , & le massacre recommença . Le 12 Décembre , *Lisianska* , après trois jours de résistance , fut forcée & égorgée de nouveau ; il y périt plus de mille ames . *Human* soutint une nouvelle attaque ; & une garnison de Troupes réglées , que le Palatin de *Kiow* , Seigneur de ce Domaine , avoit envoyée dans cette ville , défit un parti des *Haidamacs* sur la fin du même mois . Les Russes envoyèrent en Janvier 1769 enlever cette gar- nison , & la firent conduire à *Kiow* . Ils en ont fait de même de toutes celles que différens Seigneurs avoient envoyées pour la sûreté de leurs Terres dans cette Province .

D'autres détails de ce qui s'est passé en Ukraine depuis le commencement de la rébellion , in- diquent assez clairement une influence supérieure sur ces opérations ,

Les

Les Manifestans de Kowno disent dans leur manifeste & protestation du 28 Août 1768, que dans la durée de la détention des Evêques de Cracovie & de Kiow, du Palatin de Cracovie, & de son fils Nonce de Podolie, ils voyent la permanence de l'opposition de ces Sénateurs, & du Nonce aux Actes de la Diète de 1767--8 (1).

Dans les Palatinats éloignés de l'Ukraine, les Terres & Maisons de la Noblesse qui formoit des Confédérations, ou qui les favorisoit, étoient pillées, ravagées, brûlées par les Russes dans toutes les parties du Royaume, on empêchoit la Noblesse de s'assembler : sur de simples soupçons on est encore pillé, enlevé, emprisonné ; les excès de l'oppression & de la tyrannie ne peuvent être portés plus loin *.

Une Noblesse générale sacrifie cependant tout au salut de la Patrie, partout où elle trouve des Chefs aussi généreux qu'elle. Sur la fin de 1768, différentes Confédérations particulières des Palatinats de Posnanie & de Kalisz se sont réunies en Confédération Provinciale de la Grande Pologne, sous l'autorité d'Ignace Skarbek Maiczewsky, Staroste de Plawno, élu Maréchal de cette Confédération le 29 Décembre 1768, à Konin. Depuis le commencement de 1769, jusqu'à celui de Mars où ceci est écrit, il y a des Confédérations relevées dans les Palatinats de *Siradie*, & de *Rawna*, & des Confédérations formées nouvellement dans les Palatinats de *Lencicie*, de *Cujavie*, d'*Inonrataw*, de *Plocko*, & dans quelques Terres de celui de *Magovie*.

(1) Pendant que ces Captifs étoient à Vilna en 1767, l'Impératrice de Russie leur fit offrir la liberté, à condition de signer des Ecrits, par lesquels ils s'engageroient de ne pas s'opposer aux volontés de l'Impératrice de Russie, & aux opérations de son Ambassadeur en Pologne. Cette offre fut faite séparément à chacun dans sa prison, & fut rejetée par tous. De Vilna ils ont été transportés à Smolensko.

* Au mois de Janvier 1769, le Prince Alex. *Czetwertynski*, Chambellan du Palatinat de *Braclaw*, malade & alité à *Mohilow* sur *Dniester*, a été enlevé dans cette Ville par ordre du Général *Kneś Prochorowski*. *Favin*, Major Russe, commandé pour cette expédition, tira ce Prince de son lit, le jeta sur un charriot de Paysan, & il le traînoit ainsi à demi-nud, au plus fort de l'hiver, au Quartier Général de *Lachowec*, distant d'environ vingt milles de *Mohilow*. Le Prince *Czetwertynski* ne put pas souffrir ce transport, & mourut en chemin à *Mizolaïow*, &c. &c. &c.



OBSERVATION SUR L'ARTICLE IV.

Prescrire à un Etat des loix & une forme de gouvernement, que cet Etat ne puisse jamais *aliéner*, & appeller cet Etat *libre*, c'est méconnoître les principes de la liberté des Etats, c'est abuser des mots d'*Etat* & de *libre*. La liberté d'un Etat ne consiste que dans le pouvoir libre de changer ses Loix & sa forme de gouvernement, lorsque cet Etat le veut.

Quand la République s'engageroit vis-à-vis d'elle-même, comme elle s'engage dans cet article vis-à-vis de la Russie, de ne révoquer jamais les Loix qu'elle auroit établies une fois, la République diroit une absurdité, ou feroit un engagement absurde, mais cela ne tireroit pas à conséquence. En s'engageant ainsi envers la Russie, la République se dépouille de son premier droit de Souverain, ou plutôt de l'unique droit de Souverain, de la Puissance législative. La République aliène la Souveraineté, & la dépose entre les mains de la Puissance envers laquelle elle s'engage. *Ce n'est pas par les Loix que l'Etat subsiste, c'est par le pouvoir législatif* (1) : ce pouvoir ôté à la République, la République ne subsiste plus.

C'est sur cette aliénation du pouvoir législatif que porte principalement le cri de la Nation, & on voit par tous les Manifestes des Confédérations de 1768, que ces grands mots de *liberté* & de *Citoyens libres*, n'ont ébloui personne (2).

Par l'engagement de la République dans cet article, de ne révoquer jamais les Loix *cardinales*, qui sont les objets de la

(1) *Contrat social*, L. 3. Ch. 2.

(2) En garantissant par Loix, l'Impératrice de Russie nous a ôté la législation même, dit le Manifeste de la Confédération du Palatinat de Rawa, Terre de Gostin, du 23 Juillet 1768, à Gostin, &c. &c.

législation ou de la souveraineté, & non du gouvernement, comme il est dit dans cet article, objets détaillés dans l'acte séparé second, annexé à ce Traité, la Russie s'est attribué la souveraineté dans la République. Par l'engagement dans le même article, de ne décider jamais qu'en Diète libre & à l'unanimité des voix, les *matieres* appellées d'Erat, qui sont les objets du Gouvernement, détaillés dans le même acte séparé second, la Russie ôte au Gouvernement, qu'elle semble laisser encore entre les mains de la Nation, toute l'activité ; ou ce qu'elle laisse au Gouvernement de cette activité, elle le met dans sa dépendance, en voulant que les objets les plus importants de l'Administration ne soient jamais résolus qu'à l'unanimité des voix ou en Diète libre. La Russie peut bien compter qu'au seul moyen des relations nécessaires des Membres du Sénat & de la Chambre des Nonces Dissidens avec la Russie, & de l'influence naturelle que ces relations doivent donner dans tous les temps à la Russie dans les affaires de Pologne, il ne sera jamais résolu à l'unanimité ou en Diète libre, ce que la Russie ne voudra pas y être résolu (1).

Au reste, en comprenant dans ce Traité, comme il est dit à la fin de cet Article, *tout ce qui a été statué à cette Diète*, ou *toutes les contestations de cette Diète*, on voit que la Russie soumet à son inspection jusqu'aux détails minutieux du Gouvernement ou de l'administration ; détails qui sont l'objet de la troisième classe des constitutions de cette Diète en matieres qu'on a appellées *municipales*, & qu'en s'attribuant la garantie

(1) Dans les observations dans l'Acte séparé second, on aura occasion de dire ce qu'on doit entendre par *Diète libre*, quels sont les cas où le Souverain en Pologne décidait tout à la pluralité des voix, de parler de l'abus de l'unanimité, & des correctifs qui y avoient été apportés en 1764.

de ces détails mêmes, elle n'a laissé muable qu'à son gré tout ce qui en général a été ordonné par cette Diète.

Encore une fois, quand la Russie ayant envahi le Royaume à main armée, s'en attribuoit la Souveraineté & en mettoit le gouvernement dans sa dépendance, par un instrument public, la Cour de Saint-Petersbourg, ou son Ambassadeur, pouvoient-ils présumer qu'ils en imposeroient à l'Europe, en faisant imprimer dans les Gazettes, que *le dessein de l'Impératrice de Russie n'étoit pas de blesser la liberté & l'indépendance de la République* (1)?

Pour ce qui regarde encore la *conformité* de cette législation avec les *actes de la Confédération générale des Etats de Pologne & de Lithuanie*, c'est-à-dire avec les actes de la Confédération de Radom, ce qui a été dit sur la conformité de ces actes avec les Déclarations de la Russie (2), sert également ici. Cet accord de la législation avec les actes de la Confédération de Radom, & cet accord des actes de la Confédération de Radom avec les déclarations de la Russie, cette harmonie qu'on voit régner entre les différentes parties de cette création, montrent bien que c'est la même intelligence qui a présidé à tout, qui a produit, & qui a mené l'Ouvrage à sa perfection.

(1) Cinq jours après la publication des Actes de la Diète de 1767-8, on écrivait dans un Article de Varsovie *« On voit à présent, que le Roi ni l'Impératrice »* de Russie n'avoient aucun dessein de blesser les Droits des divers ordres de l'Etat, *» ni la liberté & l'indépendance de la République ». Gazette d'Utrecht, 1768, N. XXVI. Art. de Varsovie le 10 Mars.*

(2) V. ci-dessus l'Observation sur la Préface de ce Traité, Voyez encore la même Observation sur l'article V.



OBSERVATION SUR L'ARTICLE V.

LES artifices que la Russie a mis en œuvre depuis la Diète de 1766, pour engager la Nation à une Confédération générale, soit par les Déclarations & autres Ecrits publics de la Cour de Saint-Petersbourg (1), soit par des propositions & intrigues secrètes de l'Ambassadeur de cette Puissance en Pologne (2); les moyens frauduleux dont cet Ambassadeur, aidé de quelques personnes qui, dévouées à la Russie, trahissoient la Nation & s'attachoient à la tromper, a usé, pour faire demander par les actes des Confédérations particulières du mois de Mai 1767, la haute garantie de l'Impératrice de Russie pour assurer les Loix, la liberté, la constitution & la forme du gouvernement de la République, dans le dessein de présenter en Europe cette demande, comme venant de la part de la Nation même (3); la manière violente dont cet Ambassadeur a établi la même demande dans l'acte de la Confédé-

(1) La Déclaration de l'Impératrice de Russie, & la Lettre de M. Panin au Prince Repnin, dont on a parlé à l'Observation sur la Préface de ce Traité, note (2), furent imprimées en Polonois, en Latin, en François, & répandues dans tous les Palatinats.

(2) La Déclaration & la Lettre, dont on vient de parler dans la note précédente, étoient des pièges pour le Public. Par des ouvertures secrètes & offres de certains changemens du rétablissement du pouvoir des Grands Généraux, &c. L'Ambassadeur de Russie séduisit une famille nombreuse, accréditée dans le Royaume & mécontente, laquelle engagea ses amis & ses créatures. Il étoit question de contenter la Russie, en redressant les griefs des Dissidens conformément à la justice, & en récompense de faire à l'aide de la Russie tout ce qu'on voudroit; il y eut six Potocki, Maréchaux des Confédérations particulières en 1767.

(3) Dans le tems que les Dissidens tenoient leurs assemblées à Thorn & à Sluck en Mars 1767, l'Ambassadeur de Russie avoit déjà engagé la Maison de Potocki d'entrer dans les desseins de l'Impératrice de Russie, présentés, comme on a dit, dans la note précédente, sous l'aspect de Justice à rendre aux Dissidens.

ration générale du 23 Mai 1767 à Radom (1), sont partie indiqués, partie dévoilés dans différens Manifestes & protestations publiées en Pologne depuis 1768.

En Mai suivant, les Seigneurs du parti Potocki se rendirent à Varsovie pour se concerter avec l'Ambassadeur de Russie, & déterminer le plan d'opérations pour une Confédération générale, laquelle avoit été secrètement résolue. L'Ambassadeur de Russie retracts alors les offres par où il avoit principalement réduit Les Potocki [le Palatin de Kiow] voulurent reculer ; mais l'Ambassadeur, qui avoit déjà dans le Royaume une armée à sa disposition, intimida, promit de tenir les engagements de sa Cour, concernant le rétablissement des pouvoirs, & contraignit à suivre le plan qu'il donna.

Les premieres affises de l'ouvrage que méditoit la Russie devoient être les Confédérations particulieres des Palatinats, & il falloit que l'objet de la ligue fût exprimé dans les Actes de ces associations. L'Ambassadeur de Russie marqua à ceux qui étoient chargés de la conduite de ces Assemblées le vingt-septieme de Mai, pour être le jour auquel les Confédérations particulieres seroient formées dans tous les Palatinats. Il avoit, avec son Conseil intime, minuté l'Acte de ces Confédérations, dans lequel *la demande de la garantie* de l'Impératrice de Russie étoit énoncée, & il envoya des copies uniformes de cet Acte dans tous les lieux où la noblesse devoit s'assembler. Le Manifeste de Bar appelle cela *adresse*, & dit que l'objet de l'Ambassadeur de Russie étoit de surprendre la Nation.

(1) Le succès des Confédérations particulieres n'avoit pas rempli l'attente de l'Ambassadeur de Russie. Quelques personnes gagnées par la Russie servirent cette Puissance à son gré ; mais dans la plupart de ces Assemblées, en général peu nombreuses, les minutes envoyées de Varsovie, ou furent rejetées, ou on en raya ce qui déplaisoit. C'est ainsi que *la demande de la garantie de l'Impératrice de Russie pour assurer les Loix, la liberté, la constitution, & la forme de Gouvernement de la République, garantie dont la République n'avoit pas besoin, & dont elle ne requeroit pas la Russie, fut effacée*, dit le Manifeste de Bar.

On crut pouvoir user du même droit à Radom, & on s'y rendit. A la premiere assemblée générale dans cette Ville, il fut proposé par la Noblesse un Acte de Confédération générale conforme aux desirs de cette Noblesse. Carre, Colonel Russe, rendu à Radom à la suite du Prince Radziwil, pour veiller sur ce Prince, & qui, sollicité de sortir, avoit produit l'ordre qu'il avoit d'être présent aux Délibérations, dit qu'il avoit celui de présenter cet Acte, & d'en présenter un de la part de l'Impératrice de Russie.

C'est cet Acte, présenté à Radom au nom de l'Impératrice de Russie, & où *la demande de la garantie* étoit énoncée, auquel les Russes, qui bloquerent Radom,

Dans le cours de la Diète qui a suivi la Confédération de Radom (1), le jour que la Lettre de créance servant d'instruction publique aux Délégués de cette Confédération à Moscou, & contenant la même demande, & le Discours de M. Poiey, Chef de cette délégation à l'Impératrice de Russie, furent lus devant le Roi & les Etats, 12 Octobre 1767, M. l'Evêque de Cracovie demanda, au nom des Etats, les noms de ceux qui avoient donné cette instruction & signé cette Lettre, & personne ne répondit rien à cette question. Il appella à témoin le Sénat & les Nonces de la fausseté notoire du contenu du Discours de M. Poiey (2). La violence commise sur la personne de ce Sénateur, la nuit du 13 suivant au 14,

& entourèrent de troupes & d'artillerie le lieu de l'Assemblée, forcerent de signer, que la Russie affecte de présenter dans ce Traité, comme l'expression de la volonté de la Nation, & auquel ce Traité rapporte tout ce que l'Ambassadeur de Russie a statué en conformité de cet Acte. V. les Manifestes de MM. les Comtes Krassinski, & Mar. Potocki, Maréchaux des Confédérations particulières de *Rozana* & de *Halicz*, en 1767, & témoins de ce qui s'est passé à Radom du 29 Février & du 17 Mai 1768, à *Bar* & à *Winnicz*.

(1) Cette Diète fut ouverte le 5 Octobre 1767.

(2) Louis Pouey *Straznick*, ou Général de l'avant-garde de l'armée de Lithuanie, disoit dans ce Discours, que » dans toutes les parties du Royaume, il n'y avoit » pas un Citoyen qui ne se soit empressé à souscrire volontairement, & sans la moindre contrainte, à la Confédération de Radom, & que la Nation acceptoit avec » joie & reconnaissance la garantie que S. M. Impératrice avoit gracieusement promise à la République ». Que ce Discours que les Manifestans de Kowno disent avoir été dicté par l'Ambassadeur de Russie, ainsi que la Lettre de créance, eût été prononcé à Moscou, cela ne surprenoit pas; mais que ce discours ait été lu à Varsovie en pleine Diète, cela étonnoit. Au reste, on peut voir le motif de cette lecture dans le Discours prononcé par le Roi, le même 12 Octobre, & qui a été imprimé [en Polonois] *.

* Les Etats refuserent constamment leur consentement aux projets de *Prorogation* & de *Prin-pouvoir*. Le Roi dit que ces Projets ne contenoient rien qui ne fût conforme aux actes de la Confédération, & aux demandes que la Confédération avoit fait faire par ses Plénipotentiaires à Moscou, & Sa Majesté demanda la lecture de ces Pièces.

est connue (1) : c'est ainsi que la République a demandé la garantie de l'Impératrice de Russie.

Il est notoire par qui & de quelle maniere tout a été établi à la Diète de 1767--8 (2). Si ce qui a été établi est à l'avantage de la République, c'est au Public à en juger, soit d'après

(1) Cajetan Soltyk, Evêque de Cracovie, Duc de Severie, fut enlevé la nuit du 13 au 14 Octobre 1767, à Varsovie. Au sortir tard de la Session Provinciale, dont on a parlé à l'*Observation sur l'Art. III.* l'Evêque de Cracovie s'étoit rendu chez M. le Maréchal Comte Mniszech. Le Colonel Russe *Ingelstrom* investit l'Hôtel de Mniszech environ à une heure de nuit, il força la porte de la Cour, entra avec des troupes, & emmena l'Evêque de Cracovie vers onze heures de nuit.

Jos. Zaluski, Evêque de Kiow, *Venceslas Rzewuski*, Palatin de Cracovie & Petit Général de la Couronne, & *Severin Rzewuski*, fils de ce Palatin, Staroste de Dohin & Nonce du Palatinat de Podolie furent enlevés dans leurs Hôtels la même nuit.

Le 15 suivant, le Sénat & les Nonces en corps se rendirent chez le Roi, pour se plaindre à S. M. de cette violation du droit des Gens, par l'Ambassadeur de Russie, prier le Roi de procurer la restitution de leurs Membres la réparation de l'insulte de pourvoir autant à la liberté des Délibérations, qu'à la sûreté publique C'est en présence de cette Assemblée, que M. le Comte *Zamoyski*, Grand Chancelier de la Couronne, remit les Sceaux au Roi, en disant, que comme il n'étoit plus besoin de Conseil, mais d'obéissance, il prioit S. M. d'accepter sa démission.

(2) Le blocus de Varsovie en Octobre 1767, & les violences commises par l'Ambassadeur de Russie sur plusieurs Membres de la Diète sont notoires. On a vu, *Observation sur l'Article III, troisième objet*, comment les projets de *Prorogation* & de *Plein-pouvoir* ont passé. Depuis cette première séance de la Diète il resta une garnison Russe à Varsovie. On voit dans le Manifeste du Comte *Mar. Potocki*, un des Plénipotentiaires au Traité, la maniere dont négocioit l'Ambassadeur de Russie. Le jour qu'il s'est agi de signer l'*Acte séparé premier, contenant la liberté, & les prérogatives des Grecs-Orientaux non-unis, & des Dissidens*, Acte que cet Ambassadeur vouloit voir signer avant tout; la cour de l'Hôtel de Bruhl, qu'occupe cet Ambassadeur, & où les Plénipotentiaires de la République furent convoqués, étoit remplie de Grenadiers Russes, qui, tout le tems de la conférence, resterent sous les armes; le jardin de Saxe, contigu à cet Hôtel, & sur lequel cet Hôtel a une issue, étoit occupé par un détachement d'autres troupes Russes, sous les armes aussi. Des détachemens de Cavalerie Russe garnissoient les rues de Mariville, & des Sénateurs, contigus aux jardins de cet Hôtel, ou aboutissant à ces jardins.

ce Traité , soit d'après les Actes qui en font partie. Au reste , l'interprétation la plus naturelle qu'on puisse donner à l'engagement contracté par la Russie envers la Pologne dans cet Article , *de maintenir , de conserver , & de défendre la Sérénissime République dans sa totalité* , c'est que l'Impératrice de Russie , qui a reçu la soumission de la République à la Russie , promet en son nom , & en celui de ses successeurs au trône de Russie , de conserver le Royaume en son entier à l'Empire de Russie.

OBSERVATION SUR L'ARTICLE VI.

Voyez l'Observation sur l'Article I, vers la fin.

OBSERVATION SUR L'ARTICLE VII.

Cet établissement de Justice de Frontières n'est pas nouveau. Depuis le Traité d'*Andruszow* , Traité de trêve entre la Pologne & la Moscovie , conclu en 1667 , sous le règne de Jean Casimir , il avoit été , en conséquence de ce Traité , institué en 1676 , un semblable Tribunal par la Pologne. En 1685 , il fut ordonné aux Juges des Frontières de tenir leurs Plaids deux fois l'an , & on trouve de ces Juges nommés par le Roi en Diète en 1685 , en 1690 , en 1699 , & en 1736.

Cette démonstration d'une force prête à écraser quiconque résisteroit , a été répétée à la signature de toutes les autres parties de ce Traité.

A la rentrée de la Diète en Février 1768 , Varsovie fut bloquée de nouveau ; la Russie seule a établi tout , & par les mêmes voies , la mauvaise foi , & la force.

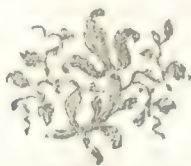
C'est dans le tems que les plus grandes forces Russes se portèrent vers Varsovie , en Février 1768 , que la Confédération de Bar éclata.

Au reste , dans les plaintes portées à la Diete de 1699 , par la Noblesse de Lithuanie avoisinant la Moscovie , & dans les invasions postérieures & fréquentes des Palatinats de Kiow & de Bracław , par les Haydamacs ou Cosaques Zaporoviens , Sujets de la Russie , on voit bien que ce n'est pas la Pologne qui refusoit la Justice aux Habitans lésés des Provinces limitrophes , ou qui ne contenoit pas ses Sujets.

Il semble qu'il eût été relatif à cette Justice des Frontieres , d'obtenir enfin de la Russie la restitution promise par l'Article VIII. du Traité d'*Andruszow* , des Archives ou Actes du Palatinat de Kiow , que la Russie , contre la foi des Traités , a retenus & retient encore à *Kiow* , & à *Gluchow* , villes de la partie du Palatinat de Kiow , cédée à la Moscovie en 1686.

Ce qu'il peut y avoir de nouveau dans cet établissement , c'est la rétention de la compétence des Juges , & le pouvoir dangereux de connoître & de décider des limites entre les deux Etats ; pouvoir qui paroît attribué à cette Magistrature , & que le Traité d'*Andruszow* avoit réservé expressément à des Commissaires spéciaux (1).

(1) V. Dans Chwatkowski , ou dans Dumont , l'*Art. 24. du Traité d'Andruszow* , & les *Articles 13 , 14 , 21 , 22 , 23* , du même Traité , qui y ont rapport.



OBSERVATION SUR L'ARTICLE VIII.

On trouve plus de détails sur le Commerce dans les Traités passés entre la Pologne & la Moscovie , aux seizième & dix-septième siècles.



OBSERVATION SUR L'ARTICLE IX.

Par une constitution de cette Diète , sous le titre de *Valeur de ratification* (1), il a été donné au Roi le pouvoir de ratifier ce Traité , & de faire échanger la ratification de Sa Majesté avec celle de l'Impératrice de Russie , au terme marqué dans cet Article , ce qui a été effectué. On ignore la teneur & la date de ces ratifications , qui n'ont pas été rendues publiques ; mais après quelques retards que M. le Prince Radziwil y a mis , elles ont été échangées à Varsovie vers la fin de Mai 1768.

(1) *Moc Ratyfikacyi Traktatu*, p. 109.



MANIFESTE ET UNIVERSAUX
DE LA CONFÉDÉRATION DE BAR EN PODOLIE,
Du 29 Février 1768.

Nous Michel, Comte de Krasnokrasinski, &c. Maréchal,
& les Conseillers présens de la Confédération :

A tous & un chacun, & nommément aux illustrissimes illustres, & magnifiques Senateurs, Dignitaires, & Officiers des Palatinats, Terres & Districts, & à tout l'Ordre Equestre du Royaume & du Grand Duché de Lithuanie, Messieurs nos Freres, aux Tribunaux & Juridictions quelconques. Salut & offre de nos services.

Le triste aspect de ce vaste Royaume, plein de désordres & de confusion, l'effrayant état du bouleversement où se trouve la République, montrent combien ont été fondées les alarmes qu'avoient excitées dans la Nation la vue des premières atteintes portées aux Loix, & aux maximes anciennes, & les changemens opérés dans la Constitution par la suppression de différens pouvoirs.

Une juste appréhension des funestes effets dont ces transgressions n'ont pas tardé à être suivies, entretenoit dans la plupart des cœurs l'ardent desir de voir rétablies dans leurs prérogatives antiques les principales Magistratures du Royaume (1); le salut de la Patrie, & la conservation de la liberté menacés, motifs puissans sur toutes les ames, étoient pro-

(1) Le pouvoir des Grands Généraux a toujours été regardé comme un boulevard de la liberté, & comme une force en état de réprimer les entreprises du pouvoir Royal. Le Pouvoir des Grands Généraux a été supprimé en 1764, par l'établissement de la Commission, ou Conseil de Guerre.

pres à déterminer la Nation à recourir aux moyens usités en de pareils dangers , & à chercher la sûreté de l'Etat dans une Confédération générale , dont le but seroit le rétablissement de la balance des pouvoirs.

D'illustres Citoyens lésés, mais vertueux, & qui aimoient mieux endurer dans le silence les offenses personnelles les plus sensibles, que d'exposer le Royaume à des maux inséparables des mouvemens civils (1), retenoient ces dispositions communes, quand des *Déclarations solennelles de quelques Puissances voisines, dirigées en apparence vers les objets désirés par la Nation* (2), & des insinuations adroites de quelques personnes en intelligence avec ces Puissances & avec les Dissidens, engagerent un très-petit nombre de Citoyens à entrer dans leurs vues, & à donner les mains à un projet de Confédération artificieusement conçu & agité secrètement (3).

Cependant, ceux qui se préterent ainsi, eurent pour le premier & principal objet de l'engagement le maintien des droits sacrés de la Religion & de la Liberté, & le rétablissement des Magistratures dans leurs prérogatives légales & anciennes, objets, pour lesquels, recherchés comme ils l'étoient par ces Puissances, ils en obtinrent les plus positives assurances de leur appui (4).

(1) On a ici en vue M. le Grand Général de la Couronne, Comte Branicki, dépouillé de son autorité par la Diète de convocation de 1764.

(2) *Déclaration de l'Impératrice de Russie datée à Varsovie le 26 Mars 1767.* L'Ambassadeur de Russie publia en même-tems une Lettre de M. Panin, à cet Ambassadeur, datée à Saint-Petersbourg le 3 Février de la même année. On trouve ces Pièces dans toutes les Gazettes de 1767.

(3) C'est le projet d'acte de Confédération que l'Ambassadeur de Russie contrainit d'agréer à Varsovie au mois de Mai 1767, ceux qu'il avoit déjà trompés. V. l'Observation sur l'Art. V. du Traité, dans les notes.

(4) On eut ces assurances de la Russie & de la Prusse, qui, comme on sçait, secourait la Russie dans la protection des Dissidens.

On comptoit sur ces promesses. En attendant , une minute uniforme d'Acte de Confédération , dressée à Varsovie , est envoyée dans tous les lieux où la Noblesse devoit s'assembler pour lier l'engagement (1) ; & dans le dessein de mieux cacher le piège , *ne pateat fraus & dolus* , un même jour est pris pour former sur ce ton donné toutes les Confédérations particulières.

Cette adresse attentive à surprendre , n'eut cependant pas tout le succès qu'elle avoit promis à sa ténébreuse trame , & dont faussement elle a fait parade. Dans les premiers instans même de ces mouvemens , des Citoyens éclairés des Palatinats & Terres en corps , effacèrent de la minute captieuse , envoyée de Varsovie , ce qui sembloit commettre les droits de la Religion Romaine , la dignité & l'autorité de la Couronne , l'indépendance ou la souveraineté de la République. L'Article qui regardoit les Dissidens fut ou éclairci , ou retranché ; le mot de *protection* fut supprimé ; la *demande de la garantie dont ces Citoyens sçavoient assez que la République n'avoient pas besoin , & dont elle ne requéroit pas la Russie* , fut rejetée.

L'Armée Russe répandue déjà dans le Royaume , avoit , dans beaucoup de Palatinats & Terres , prêté main-forte à l'établissement de ces Confédérations particulières (2) , & au temps convenu pour l'Assemblée générale indiquée à Radom , (au 22 Juin 1767) deux corps de ces troupes approchés ino-

(1) Ces Minutes portoient en substance l'engagement , sous la *protection* de l'Impératrice de Russie , de rendre justice aux Dissidens , & de corriger les défauts du Gouvernement , & de plus , la *demande de la garantie de l'Impératrice de Russie pour ce qui seroit statué en Diète.*

(2) Ces Assemblées en général ont été peu nombreuses. D'anciens préjugés bien ou mal fondés faisoient que la Nation se méfioit de la Russie , d'ailleurs l'affaire des Dissidens n'étoit pas populaire.

pinément de cette Ville , l'inveſtirent , la remplirent ; & des perſonnes à qui la direction des affaires à Radom fut confiée , employerent cette force (1).

On exigea que l'Acte de Confédération générale , tel qu'il avoit été apporté de Varſovie , fût accepté ſans changement ni modification quelconque (2) ; les oppoſitions & les remontrances n'étoient point écoutées , on ne demandoit pas l'avis , mais le ſeign de la Nobleſſe aſſemblée , & on forçoit à ſouſcrire.

Des Citoyens zélés & les moins étonnés par cette violence , ſignerent avec des reſtrictions & des clauſes , pourvoyant aux droits de la Religion & de l'Etat , & indiquant des bornes aux prétentions des Diſſidens ; & dans une Déclaration enregistrée dans les Actes de la Confédération même , ces Citoyens manifefterent que leur principal objet dans cette union étoit la manutention inviolable des prérogatives & des droits de la Religion Romaine , de la liberté & de l'indépendance nationale.

D'autres , que ces procédés violens exercés dans les commencemens de la Confédération , faiſoient juger plus ſainement des ſuites , inquiets de l'intégrité des droits nationaux , & improuvant ouvertement tout l'Article concernant les Diſſidens , s'opposèrent hautement à tout l'Acte , & ſe ſéparèrent de l'Assemblée en proteſtant ſolemnellement de l'invalidité de tout l'ouvrage.

Bientôt , guidé par le Conſeil qui conduiſoit toutes ſes opé-

(1) Les opérations politiques étoient confiées à l'Abbé *Podoski* , Réſérendaire de la Couronne , depuis Archevêque de Gneſne & Primat du Royaume , & les opérations militaires au Colonel Ruſſe Carr.

(2) Cet Acte , plus étendu que ceux des Confédérations particulières , étoit ſur le même ton , & contenoit les mêmes ambiguïtés.

rations , & usant de la force qu'il avoit en main , l'Ambassadeur de Russie , malgré l'opposition du plus grand nombre des Membres du Conseil de la Confédération , a transféré ce Conseil en très-petit nombre à Varsovie , & là , aidé de ses adhérens , il lui fut facile de dépouiller la Confédération de toute l'autorité , & de s'emparer du Gouvernement. Le même Conseil & la même force conduisirent dès ce moment toutes les affaires.

Des Officiers & des détachemens Russes distribués à toutes les Dietines indiquées pour l'élection des Nonces à la Diète , réglèrent les délibérations de ces Assemblées , le choix des Nonces , & les instructions à donner par la Noblesse (1) à quelques-unes de ces Diétines ; le lieu de l'Assemblée entouré de Troupes & d'artillerie , la Noblesse a été tenue assiégée (2). Un Nonce élu à Chelm par la Noblesse de cette Terre (3) , fut rayé du tableau ; un autre fut substitué à sa place (4) , & l'instruction donnée par la Noblesse de Chelm fut changée à Varsovie. Des personnes affidées au Conseil de l'Ambassa-

(1) On a vû , dans les Observations sur le Traité , que les Nonces à élire avoient été désignés à Varsovie ; les minutes d'instructions à donner aux Nonces par la Noblesse , ont aussi été envoyées de Varsovie. Ces minutes étoient conformes aux Actes des Confédérations , comme ces Actes l'étoient à la Declaration de l'Impératrice de Russie du 26 Mars 1767 ; il y eut , comme on l'a déjà dit , un merveilleux accord entre toutes ces différentes parties.

(2) A *Szroda* , Bourg où s'assemble la Noblesse des Palatinats de *Poznanie* , de *Kalisz* , le Général *Apraxin* tint , le premier jour de la Diétine , cette Noblesse enfermée dans l'Eglise , le lendemain il fit braquer le canon contre le cimetiere , où la Noblesse étoit assemblée , il en a été de même dans d'autres lieux ; dans ceux où les Russes avoient peu de forces , ils ont été chassés , comme à *Czersk* , ailleurs les Diétines ont été ensanglantées.

(3) *Wenglinski* , Sous-Pannetier de Chelm.

(4) *Sosnowski* , Notaire de Camp de Lithuanie. On changea aussi à Varsovie les Nonces de Volhinie , de Livonie , &c.

deur de Russie , & des Officiers Russes ont empêché que des Lettres d'usage adressées aux Diétines ne fussent lues dans ces Assemblées (1).

Après avoir conduit ainsi les Diétines , l'Ambassadeur de Russie , revêtu du Commandement de l'Armée Russe en Pologne , a fait , aux approches de la Diète , marcher plusieurs corps de ces troupes vers Varsovie , & bloqua cette Ville ; ayant ainsi en son pouvoir , & le Conseil de la Confédération générale , & la Diète , il forçoit tour à tour , & la suprême Magistrature , & le Souverain , à autoriser des Arrêts , des Ordonnances , des projets de Loi , & menaçoit quiconque oseroit s'opposer à ses volontés.

Quelques jours avant l'ouverture de la Diète , M. Kozuchowski , Membre du Conseil de la Confédération générale pour le Palatinat de Kalisz , pour avoir opiné dans ce Conseil contre un des objets proposés par ce Ministre (2) , au sortir du Conseil fut arrêté à la porte du Maréchal de la Confédé-

(1) L'Evêque de Cracovie , le Grand Général de la Couronne , &c. avoient écrit à toutes les Diétines sur les affaires actuelles. Des personnes commises pour veiller sur ces Assemblées , & appuyées par des détachemens Russes , ont empêché que ces Lettres ne fussent seulement ouvertes. L'Evêque de Cracovie ayant depuis fait imprimer la sienne , l'Ambassadeur de Russie envoya ruiner ses Terres , les Maisons épiscopales ont été pillées , les caves , les greniers ont été vidés , les Russes ont emmené chevaux , gros & menu bétail , ont enlevé l'argent du revenu des Terres , pillé les Fermiers , les Paysans , &c. &c. Des troupeaux de moutons faisant partie de ce butin , furent menés à Varsovie vers le tems de l'ouverture de la Diète , & furent mis en vente dans cette Ville par les Russes mêmes.

(2) L'Ambassadeur de Russie vouloit que les Députés des Dissidens fussent admis à prendre séance dans le Conseil de la Confédération générale. Fr. Kozuchowski *Cześnick* (Sous-Echançon) du Palatinat de *Kalisz* , & Conseiller de la Confédération générale pour ce Palatinat , s'opposoit à cette admission , & disoit que les Dissidens ne pouvoient pas avoir séance dans ce Conseil national , avant que la Diète les eût rendus habiles à cette prérogative ; M. Kozuchowski fut arrêté le soir du 2 Octobre 1767 , & la Diète fut ouverte le 5 suivant.

ration générale, tiré de son carosse, traîné au Camp Moscovite dressé au milieu de la Capitale (1), & la même nuit emmené prisonnier dans un autre Camp, hors de Varsovie.

Resolu à de plus insignes excès depuis l'ouverture de la Diète, l'Ambassadeur de Russie renonça à tous les égards. Deux Evêques, le premier Palatin du Royaume, & Général de la Couronne, & son Fils, Nonce de Podolie (2), pour s'être opposés en Diète aux prétentions injustes des Dissidens, & aux projets dangereux de la Russie pendant la Diète, ces Membres du Souverain, enlevés par ordre de cet Ambassadeur de nuit, à main armée dans leurs maisons, furent emmenés prisonniers en Moscovie (3).

L'Ambassadeur de Russie ne craignit point de violer ainsi & le Droit des Gens, qui fait sa propre sûreté, & les Droits de la Souveraineté, qui font la sûreté des Rois.

Ces violences commises sur le Conseil & sur les Représentans de la Nation, dissolvoient la Diète, comme elles anéantissoient la liberté des Délibérations, & cette Diète étoit de droit, ainsi que de fait, rompue, nulle; mais l'Ambassadeur de

(1) Dans les jardins de l'Hôtel de Bruhl qu'occupe l'Ambassadeur de Russie.

(2) Les Evêques de Cracovie & de Kiow, *Soltyk* & *Xaluski*, le Palatin de Cracovie, *Vinc. Rzewuski*, & *Sever. Rzewuski*, Staroste de Dolin.

(3) L'Evêque de Kiow, le Palatin de Cracovie, & le Staroste de Dolin, ont été enlevés dans leurs Hôtels; l'Evêque de Cracovie l'a été dans celui du Comte de Mniszech, Maréchal de la Cour, Ministre de Police *.

* Les Loix du Royaume ont rendu les personnes des Sénateurs & des Nonces sacrées; & par un Statut de Diète porté à Petrikau en 1510 par Sigismond I, quiconque attenteroit sur la personne d'un Sénateur ou d'un Nonce en temps de Diète, & un mois avant & un mois après la Diète, est coupable du crime de leze-Majesté, & doit être poursuivi comme tel. » *Donec Majestatem cum illis. publicâ lege communicaret* (Sigismundus I) *nam in violatores Nuntiorum terrestrium discretis verbis crimen lese Majestatis pronuntiavit*, dit D. Braun, *De Concil. Reg. Pol.* p. 10, en parlant de l'établissement de la Chambre des Nonces. On voit la Loi même de 1510 dans le *Vol. Leg. I*, p. 372, Tit. *Pana*, Les maisons des Maréchaux qui sont Ministres & Juges de Police, sont des lieux sacrés,

Russie , qui ne respectoit aucuns droits , ne fut point arrêté par les formes. Il n'hésite point de faire continuer ce qu'il appelloit encore la *Diete* , de faire proroger cette Assemblée , & indiquer le temps pour sa rentrée.

Dans cet intervalle les moyens qui avoient servi à commencer & à conduire l'ouvrage , furent employés à le consommer. En vertu des Actes illégaux (de prorogation , & de Plein-pouvoir) l'Ambassadeur de Russie osa assembler un prétendu Conseil de législation , & projeter des Loix en oppression de la Religion & de la Liberté.

Il osa renverser la Constitution , abroger les Loix les plus anciennes & les plus respectées , anéantir les droits sacrés , assurés par la foi des sermens (1) ; mépriser des Traités & des conventions solennelles (2). Il osa extorquer la signature de ces projets , & à la rentrée de la prétendue Diete , il eut la témérité de les faire ratifier (3).

(1) L'exclusion des prérogatives politiques des Communions séparées de celle de Rome étoit une des Loix constitutives de l'Etat. On verra dans les détails de l'Acte séparé second , comment le renversement de la Constitution a été achevé. L'Acte séparé premier indique les Loix qui ont été abrogées , & on y verra ces Loix. Par différentes concessions accordées aux Dissidens & aux Grecs en dépression de la Religion Romaine , on verra anéantir , comme dit ce Manifeste , les Privilèges de l'Eglise Romaine dans le Royaume , Privilèges assurés à cette Eglise par toutes les confirmations générales des droits , & par les sermens de tous les Rois.

(2) C'est au mépris du Traité d'Oliva , dans lequel la Russie n'entre pour rien ; comme on l'a déjà dit , que la Russie s'est constituée Juge d'une querelle suscitée à la Pologne par des Princes Allemands & par les Dissidens , à l'occasion du Traité d'Oliva. C'est au mépris du Traité de Carlowitz , que la Russie a engagé la Pologne dans une alliance perpétuelle contre la Porte Ottomane , avec laquelle la Pologne a une paix perpétuelle religieusement observée par la Porte depuis 1699. C'est au mépris du Traité de Varsovie de 1717 , entre Auguste II. & les Etats de la République , Traité conclu par la médiation de la Russie (Pierre-le-Grand) que la Russie a rendu les Dissidens habiles aux dignités , &c. à l'égal des Catholiques , &c. &c. &c.

(3) A cette rentrée au mois de Février 1768 , il s'est rendu à Varsovie en général très-peu de Nonces , & aucun de la Province de Lithuanie.

Le même Ambassadeur a contraint les Confédérations générales de la Couronne & du Grand Duché de Lithuanie , à signer des Lettres , des instrumens , des Edits , des Actes de toute espèce. Il a empêché l'envoi des Ambassades demandées par les Etats vers les Puissances alliées ou amies de la République (1). Il a fait à l'insçu de la République entrer une armée étrangère dans le Royaume (2) , & l'y a fait séjourner. Il a ordonné pour cette armée des logemens & des subsistances. Il a , à l'aide & par le moyen de ces Troupes , détenu des Citoyens prisonniers dans leurs maisons , & dans différens Camps Russes (3) , commis des concussions , & des rapines (4) ,

(1) Au Conseil du Sénat tenu à Varsovie sur la fin de Mai 1767 , il avoit été proposé d'envoyer vers les Puissances garantes du Traité l'Olive ; l'Ambassadeur de Russie & le Ministre de Prusse s'y sont opposés. Aussi-tôt que la Confédération de Radom eut été formée , le Conseil de cette Confédération avoit proposé encore d'envoyer à différentes Cours ; l'Ambassadeur de Russie l'empêcha , & ne voulut pas qu'on envoyât même à Berlin. Les propositions d'envoyer aux Cours garantes du Traité d'Olive , renouvelées à la Diète de 1767 , ou n'ont pas été écoutées , ou ont trouvé les mêmes oppositions.

(2) Quoi que la Russie dise , dans ses différentes Déclarations & écrits , elle ne justifiera jamais cette invasion de la Pologne. La Confédération générale , ou la Confédération de Radom , par laquelle la Russie dit avoir été requise & sollicitée pour des secours , a été formée sur la fin de Juin 1767 , & trois corps d'armée Russe partis de la Livonie , & des Gouvernemens de Smolensko & de Kiow , étoient entrés sur autant de colonnes en Lithuanie & en Pologne , au mois de Mars de la même année.

(3) Fel. Czacki , Grand Echanfon de la Couronne , dont il a été parlé dans les Observations sur le Traité ; un Aumônier de l'Evêque de Cracovie , enlevé dans le même tems que cet Evêque , a été traîné prisonnier à la suite de l'armée Russe coufu dans un sac ; il est mort de ce traitement en Janvier 1768 , dans une marche des Russes près de Tomaszow , où son corps , jetté dépouillé dans la campagne , a été reconnu , &c. &c. &c.

(4) Les Russes , Soldats , Officiers de tout grade , Officiers Généraux , avoient déjà pillé une grande partie du Royaume , fait différentes extorsions , mis des Villes à contribution , quand le Professeur Bourdillon écrivoit en 1767 , que l'armée Russe

des brigandages, des assassinats, des meurtres (1). Enfin sous couleur d'amitié pour la République, d'assistance & de sûreté pour la Confédération générale, il a opprimé un Etat contre lequel la Russie n'avoit aucune juste plainte à faire (2). Agir ainsi, ça été attaquer la République, détruire la liberté, & s'emparer de force du Royaume (3).

Le ressentiment de ces aggrèsions & de ces offenses, ainsi que l'amour de la Patrie, le desir de conserver la liberté & l'indépendance, la résolution d'observer & de maintenir les Traités, ont engagé tous les Etats de la République, tant Ecclésiastiques que Séculiers, à renouveler & à éclaircir notre Confédération, & l'armée de la Couronne entre avec nous dans la même ligue.

Un lien indissoluble nous unit tous; prêts à sacrifier nos biens, nos personnes, nos vies pour la défense de la Religion & de la liberté, nous rendons publique cette union sainte, & y invitons tous les Citoyens & Habitans du Royaume de Pologne, les priant, avant que l'arrière ban, dont nous les avertissons,

enrichissoit la Pologne. Ce Professeur, à qui pareilles choses n'ont apparemment pas été communiquées, ignoroit sans doute aussi que cette armée vivoit d'ailleurs à discrétion. Il sçavoit encore moins, que depuis la dernière guerre contre le Roi de Prusse, la Russie doit en Pologne plusieurs millions pour les vivres, fourrages, charrois, &c. fournis à l'armée Russe pendant cette guerre que la Russie faisoit à crédit.

(1) Dans le tems encore où le Professeur Bourdillon écrivoit que l'Impératrice de Russie envoya en Pologne la paix avec une armée, que l'armée Russe vivoit dans ce Royaume avec plus de discipline que n'en eurent jamais les troupes Polonoises; qu'il n'y avoit pas le plus léger désordre; que ces troupes étrangères donnerent l'exemple de la sagesse; ces troupes, l'exemple de la sagesse, pilloient, comme on a dit, infestoient le Pays, attaquoient les Gentilshommes dans leurs maisons, rotissoient les Fermiers, dépouilloient les passans, assassinoient sur les grands chemins. Ce sont des faits de cette nature, faits trop fréquens avant l'éclat de Bar même, que ce Manifeste a en vue.

(2) V. le Manifeste des Confédérés de Mscislav.

(3) L'original porte, *Aggredi Rempublicam, libertatem ejus tollere, & invitam occupare.*

soit publié , de venir nous joindre , chacun avec ses forces , aux lieux où nous nous trouverons avec l'Armée de la Couronne , conformément aux Loix ; Messieurs les Ordinats de *Zamoysse* , de *Pinczow* , & d'*Ostrog* , M. le Général de la Grande Pologne , & les autres Starostes limitrophes , tous ceux qui ont des milices domestiques , ont à envoyer leur monde en notre Camp ; les Possesseurs des biens francs ont , suivant l'ancien usage , à se rendre au même Camp armés , ou y envoyer des hommes en leur place. Tous les Palatinats , Terres & Districts , sont avertis de préparer , & de tenir prêtes , aux ordres de la Confédération , des levées d'hommes dans leurs Terres.

Et comme il est de la nature d'une Confédération générale & conforme aux usages anciens , que toutes les Jurisdictions des Cours ordinaires de Justice soient suspendues , durant la Confédération , nous , en vertu de la Puissance souveraine de la République confédérée , les suspendons , & pour l'administration de la Justice , il sera établi un Tribunal général & suprême de Confédération.

Nous invitons Messieurs les Maréchaux & Conseillers des Confédérations particulières de se rendre à l'Assemblée générale qui sera indiquée par de secondes Lettres Patentes. Et pour que les Présentes parviennent d'autant plus facilement & promptement à la connoissance de tous , Nous recommandons qu'elles soient enrégistrées dans tous les Greffes , & publiées dans toutes les Paroisses & lieux accoutumés. En foi de quoi , &c. Donné à Bar , ce 29 Février 1768.

Signé , MICHEL-JEROSME KRASINSKI , Maréchal de la Confédération.

L. S.

Contresigné , *Hyacinthe Rola Kochanski* , Conseiller & Secrétaire de la Confédération.



M A N I F E S T E

Du Comte MARIAN POTOCKI, Maréchal de la Confédération de Halicz en 1767, Nonce à la Diète de la même année, & un des Délégués Plénipotentiaires au Traité avec la Russie, & à la réformation de l'État, enregistré au Grod de Vinnitza, Palatinat de Braclaw, le 17 Mai 1768.

DIEU, Juge des mes pensées, voit & sçait, & je veux que tous mes Concitoyens, & l'Europe, s'il se peut, sçachent que je n'ai pris part à la dernière Confédération (de 1767.) qu'avec le dessein de défendre les droits de la Religion Catholique Romaine, dominante dans ma Patrie depuis plus de huit siècles contre les attaques des Dissidens réitérées plus vivement dans ces cinq dernières années, de rétablir dans leur ancien état les libertés nationales & la constitution, de relever d'illustres Citoyens opprimés & dépouillés (1), & enfin d'entendre, & d'examiner les plaintes, griefs, & prétentions des Dissidens, & de leur rendre, conformément aux Loix du Royaume & à l'équité, justice sur la lésion, s'il y en avoit, de leurs droits, sans exposer par des concessions nouvelles, & incompétentes ou dangereuses, l'État à de nouveaux périls, & le repos public à de nouveaux troubles.

Mon attachement à ces principes, s'est montré à Radom, où ni l'invasion subite de cette Ville par les Troupes Russes,

(1) La restitution du Prince Charles Radziwil.

ni leurs préparatifs pour nous attaquer (1), ni les menaces du Colonel Carr, Commandant de ces Troupes, n'ébranlèrent ma fermeté. Je n'ai donné mon feing à l'acte de Confédération générale, qu'après les paroles reçues, que les droits & les prérogatives assurés dans l'Etat à la Religion Catholique Romaine, ne seroient point lésés, & après que M. le Prince Radziwil, élu Maréchal de cette Confédération, eut pourvû à l'intégrité de ces droits & prérogatives par une déclaration solennelle, explicatoire sur cet objet, enregistrée dans les Actes de cette Confédération même, & tous les Maréchaux & Conseillers des Confédérations particulières n'ont signé qu'ainsi, & avec des restrictions expresses jointes de plus à nos feings (2).

Le même attachement & la même fermeté ont paru dans la Noblesse de Halicz, mes Commettans à la Diétine anticomitiale

(1) L'Assemblée de Radom fut ouverte le 22 Juin 1767, au refus de la Noblesse; le même jour, d'accepter l'Acte de Confédération présenté par le Colonel Carr. Ce Colonel renforça les gardes aux portes de la Ville, pour ne laisser sortir personne; & plaça des détachemens dans différens quartiers de la Ville. Quand on fut assemblé le lendemain 23, une troupe d'artilleurs, la mèche allumée, vint pointer le canon contre la Maison de Ville, & les troupes se tinrent sous les armes. Après beaucoup de débats encore, l'Abbé Podoski, Référéndaire Ecclésiastique de la Couronne, sortit le premier de cette Maison avec le Colonel Carr. Ils se rendirent au Grod, où l'Abbé Podoski signa l'acte, pour donner l'exemple, en qualité d'Ecclésiastique. Cet Abbé fut récompensé des services rendus à Radom, par la nomination à l'Archevêché de Gnesne & Primatie, qu'il obtint le 27 suivant.

(2) La teneur de ces restrictions est exprimée dans une Déclaration de la Noblesse du Palatinat de Belz, datée à Belz à la Diétine anticomitiale de ce Palatinat le 24 Août 1767, & enregistrée à Grabowice Grod du même Palatinat, le 9 Septembre suivant. Ces restrictions portent : *Salvis juribus libertatis salvâque in toto, & per omnia fide Romanâ Catholicâ in Regno dominante, excipiendoque quidquid sit ei nocivum; & ut Dissidentes non influant ad statum politicum quorumvis minorum, officiorum & dignitatum, &c.* Cette Déclaration de la Noblesse de Belz a été imprimée avant la Diète de 1767.

de cette Terre (1), la présence d'un détachement Russe aux ordres du Major *Knéez Tabulow*, n'a pas empêché que dans l'instruction donnée par cette Noblesse les mêmes droits & prérogatives n'eussent été le plus fortement recommandés aux Représentans de cette Noblesse à la Diète prochaine.

J'ai, depuis cette Diétine, vû d'un œil tranquille la dévastation de mes Terres, celles de cette Noblesse ont été ravagées de même. — On nous punissoit de notre attachement à notre Religion, & à notre liberté (2).

Je me rendis à la Diète, résolu de défendre les droits de l'un & de l'autre. Pénétré des violences commises sur la personne d'un des Grands Officiers de la Couronne, arrêté & détenu prisonnier dans sa maison (3), pour n'avoir pas diffi-

(1) Ces diétines ont été tenues le 24 Août 1767.

(2) Les Terres de la Noblesse de Podolie ont été traitées de même & pour les mêmes raisons. Nic. *Stadnicki*, Castellan de Kaminieck, qui, avec Seve *Rzewuski*, Staroste de Dolin, a été à la tête de l'opposition à la minute d'instruction envoyée de Varsovie, vit dans ses Terres enlever grains, bétail, &c. & détruire ce qu'on ne pouvoit pas emporter; son haras a été pillé, ses chevaux d'attelage ont été le partage de l'Ambassadeur de Russie. Le Staroste de Dolin a été, comme on l'a vu, envoyé prisonnier en Moscovie.

Les Terres des Gentilshommes du Palatinat de Belz, qui avoient signé la Déclaration dont on a parlé ci-dessus, ont été ravagées de même, on enlevait jusqu'à la subsistance du Laboureur, & on forçoit cette Noblesse à faire des recès de cette Déclaration.

Après la même Diétine, l'Ambassadeur de Russie envoya un corps de troupes vivre à discrétion dans le Palatinat de Rawa, Casim *Granowski*, parce que vers le tems de ces Diétines, ce Palatin avoit écrit aux Principaux de la Noblesse de son Palatinat, & que les Diétines de ce Palatinat n'allèrent pas au gré de l'Ambassadeur de Russie.

Comme il n'y a point eu de Palatinat où il n'y ait eu de l'opposition, il n'y en a pas non plus où la Noblesse n'ait essuyé le pillage, les rapines, des vexations de toutes sortes.

(3) Fel. Czacki, Grand Echanfon de la Couronne, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Blanc, dont on a parlé dans les Observations sur le Traité; aussi-tôt que ce Seigneur fut arrêté, ses Terres ont été abandonnées aux Russes.

mulé les mêmes sentimens , qui , il n'en faut point douter , sont communs à toute la Nation , sur celle d'un des Membres de la Confédération générale , tiré de son carosse dans les rues de la Capitale , traîné dans ses rues & détenu prisonnier dans le Camp Moscovite sous cette Ville (1) ; pénétré , dis-je , de ces attentats contre la sûreté publique , je demandois hautement la restitution de ces Citoyens en liberté ; mais une entreprise plus audacieuse encore étonna tous les esprits.

Dans le sanctuaire de la liberté , au sein d'une Assemblée auguste , & sacrée dans le Siège de la Puissance souveraine , l'Ambassadeur de Russie ayant entouré & rempli Varsovie de Troupes , osa enlever trois Sénateurs & un Nonce , & ces Citoyens respectables & à jamais célèbres , victime d'un zèle patriotique , & éclairé , furent emmenés captifs en Moscovie.

Ce procédé téméraire , par lequel le Prince Repnin violoit tous les droits , n'ayant pas forcé encore l'opposition à ses desseins , une déclaration de cet Ambassadeur , par laquelle tout Sénateur ou Nonce qui résisteroit aux volontés de l'Impératrice de Russie étoit menacé de traitemens plus durs encore , a été communiquée aux Etats , & lûe publiquement dans le Sénat , le Roi séant sur le Trône , & les Ordres assemblés (2) , & cette

(1). Fr. Kozuchowika, dont on a parlé dans les notes sur le Manifeste précédent , il a été remis en liberté quelque tems après. Depuis l'éclat de Bar , il a été joindre cette Confédération.

(2) *Je declare , dit l'Ambassadeur de Russie , que je ne laisserai sortir d'ici ni Sénateurs , ni Nonces , que toutes les affaires proposées ne soient terminées à la satisfaction de l'Impératrice. . . . Je vous prie , Messieurs , tous en général , & chacun en particulier , de ne pas me forcer à des voies extrêmes , dont je serois obligé de me servir contre ceux qui résisteroient aux volontés de l'Impératrice , & j'annonce & declare , que si quelqu'un étoit assez osé pour l'entreprendre , je le reputerai pour ennemi de ma Souveraine , & il sera traité en conséquence. . . . Si qui que ce soit de la Nation parle ou mur-*

arrogance qu'appuyoit la force présente , & que tous les pouvoirs sembloient favoriser , extorqua enfin le silence qu'on demandoit (1).

L'Ambassadeur de Russie ne borna pas là sa tyrannie ; J'ai été forcé par lui , ainsi que beaucoup d'autres Nonces , à signer & à remettre entre ses mains un Ecrit portant : *Je soussigné m'engage envers M. le Prince Repnin , Ambassadeur Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Imperatrice de Toutes les Russies , & lui promets , que je n'aurai aucune liaison , ni commerce , que je n'en converserai même , à moins d'en avoir obtenu la permission dudit Ambassadeur , avec aucun Sénateur , Ministre , ou Nonce , avec aucun Ambassadeur , ou autre Ministre Etranger , ni avec qui que ce soit , dont les sentimens soient contraires aux projets proposés par le dit Ambassadeur , pour être reçus & passés en Loi*

uvre , j'employerai les moyens que l'Imperatrice m'a mis en main pour le faire taire , & tout Nonce surtout , à qui il échapera la moindre contradiction , plainte , ou apparence de mecontentement , sera châtié avec la plus grande rigueur , &c. Le 17 Octobre , le Primat , quelques Sénateurs & quelques Nonces avoient été chez l'Ambassadeur de Russie lui proposer des modifications aux projets de *Prorogation* , & de *Plein-pouvoir* , modifications que cet Ambassadeur refusa , insistant à ce que les projets passassent tels qu'ils avoient été présentés. C'est dans cette conférence d'apparat , où le Primat portoit humblement la parole , que l'Ambassadeur de Russie parla comme on vient de voir.

(1). Cette Déclaration ayant été lue le 19 Octobre , le Prince Radziwil , Maréchal de la Diète , demanda si les Etats consentoient aux projets de prorogation & de plein-pouvoir ; il y fut répondu comme on a vu dans les Observations sur le Traité.

Au reste , cette Déclaration faite verbalement , mais dont on avoit pris note , avoit été enregistrée dans les Actes de la Confédération générale , telle qu'elle avoit été lue dans le Sénat par l'Evêque de Cujavie , Antoine *Ostrowki* , & qu'on en a vu une partie ici. L'Ambassadeur de Russie l'ayant appris quelques jours après la prorogation de la Diète , il demanda qu'elle fût éliminée de ces Actes , & au refus du Secrétaire , il envoya un Officier qui en arracha le feuillet de ces Actes. Il défendit d'en donner copies & de les garder ; mais les copies avoient déjà été répandues , & elles ont été gardées secrètement.

à la Diete présente. De plus , je lui promets que je ne porterai à la Diete rien de tout ce qui a été enjoint & recommandé dans l'instruction à moi donnée par la Noblesse de Halicz , & qu'en un mot , je ne m'opposerai d'aucune maniere aux volontés de cet Ambassadeur. Et au cas de contravention à ces mêmes engagements & promesse , je me sou mets aux peines de mort , de dégradation de Noblesse , & de confiscation de mes biens , ou à telles autres peines corporelles qu'il plaira audit Ambassadeur de m'infliger. En foi de quoi j'ai signé , &c. Et ce n'est qu'après que la Confédération eût été dissoute , & la Diete terminée (le 5 Mars 1768.) que cette soumission extravagante m'a été représentée & déchirée.

Je fus nommé , nonobstant toutes mes défenses , pour être de la délégation au Traité avec la Russie , & à la réformation de l'Etat , & dans ce Conseil présumé national , j'ai vû l'Ambassadeur de Russie dicter toutes les Loix , & sa volonté décider toutes les matieres. Aucunes représentations n'étoient écoutées On ne pouvoit entreprendre d'en faire sans s'attirer des grossieretés & des menaces. . . . & une force toujours présente étoit prête à écraser quiconque eût osé résister. C'est ainsi que par des Actes , que contre notre gré , il nous a forcés de signer , l'Ambassadeur de Russie a renversé notre Constitution , opprimé notre Religion , détruit notre liberté. . . . avili l'honneur de notre Noblesse.

Simulacres vains & muets , réduits au même morne silence à la seconde & dernière séance de cette Diete , la honte & le désespoir dans l'ame , nous voyons une sanction indigne aller consacrer ce bouleversement général , sceller l'ignominie du Trône , du Sénat , de l'Ordre Equestre. . . . C'est avec la même violence qu'en ne permettant à aucun Nonce de parler , l'Ambassadeur de Russie est parvenu à mettre la

derniere main à son absurde législation , le 5 Mars 1768 (1).

Ayant ainsi fait publiquement cette déclaration par le devoir de ma conscience , par le motif de mon amour pour la Religion & pour la Patrie , je proteste solennellement contre tous les Actes & constitutions de cette Diete , comme portant la dépression de la Religion , la destruction de la liberté , l'avilissement de la Noblesse Polonoise (2) , comme mettant un

(1) Par l'Acte de prorogation du 19 Octobre 1767, cette Diete avoit été remise au premier Février 1768, ce jour là elle le fut encore au 20, & le 20 au 26 du même mois, qu'on commença à lire les projets arrêtés à la Délégation. Voici à quoi se réduit le journal de neuf jours de cette Diete, depuis le 26 Février jusqu'au 6 Mars qu'elle finit. *Le on lut la lecture finie, les Nonces ont demandé à parler, le Roi appella le Ministère auprès du Trône, & le Grand Chancelier (André Mlodzieiwski, Evêque de Premilie & depuis de Posnanie,) limita la session au lendemain.* Il n'a été, pendant ces neuf jours, donné à aucun Nonce permission de parler. C'est à la seconde de ces sessions le 27 Février, que M. Wibuki, Nonce de Pomeranie, dit qu'il protestoit contre tous les Actes de cette Diete, & s'échappa.

(2) Plus de deux cens familles, soit étrangères, soit du pays, ont été admises à l'Indigénat ou annoblies par la Diete de 1767-8, prodigalité dont il n'y a pas d'exemple dans les Annales de la République; excepté quelques familles étrangères connues, le plus grand mérite de presque toutes les autres est d'être Diffidentes. Trois Officiers Russes, M. Carr, qui a fait pointer le canon contre l'Hôtel-de-Ville à Radom, Apraxin, qui a tenu la Noblesse des Habitans de Posnanie & de Kalisz assiégée dans l'Eglise de Szroda, & Ingelstrom, chargé de l'enlèvement de l'Evêque de Cracovie, & le Secrétaire de l'ambassade de Russie; Bulakoff, ont eu l'Indigénat & ont été distingués de la foule par des constitutions particulieres en leur faveur. Dans un grand nombre d'autres Indigenes mêlés ensemble, des familles nobles ont été confondues avec des familles roturieres; on a dispensé toutes ces familles de faire preuve de Noblesse; & la Loi de Scartabellis, laquelle veut que la troisieme génération des nouveaux Nobles soit seulement habile aux dignités, & à l'exercice des emplois publics, c'est-à-dire, aux prérogatives politiques de Noblesse, a été abolie pour toutes*. Beaucoup de ceux qui ont été portés sur la liste des annoblis sont de l'extraction la plus basse. . . . C'est-là ce que le Manifestant paroît avoir eu en vue dans cette protestation contre l'avilissement du prix de la Noblesse.

* Ces Indigenes, qui ne sont pas Gentilshommes, peuvent être Nonces, Sénateurs, Ministres d'Etat, Starostes à Jurisdiction, &c. &c.

Etat souverain dans la dépendance , & une Nation libre sous le joug d'une Puissance étrangère , comme lesdits actes & constitutions étant extorqués par la force , & non pas consentis de notre gré ; & enfin comme le tout étant l'ouvrage, non de la volonté générale des Etats prétendue exprimée par les Représentans de la Nation , mais de la volonté particulière d'un Etranger , & du pouvoir arbitraire du Prince *Repin* , Ambassadeur de Russie ; & à ces causes , faisant solennellement cette mienne protestation , & voulant que lesdits Actes & Constitutions soient réputés nuls , & de nulle autorité & valeur , je suis prêt à sacrifier mes biens , mon sang , & ma vie , pour la défense de la Religion & de la liberté , & pour le rétablissement de l'ancienne Constitution (1). En foi de quoi j'ai signé. Fait au Grod de *Winnitza* , ce 17 May 1768.

Signé , MARIAN DE POTOK POTOCKI , *Maréchal de la Confédération de la Terre de Halicz.*

(1) Après ce Manifeste le Comte Marian Potocki alla joindre la Confédération de Bar.



PRÉCIS DU MANIFESTE

Des Confédérés du District de Kowno, Palatinat de Troki, Grand Duché de Lithuanie, enregistré à Wilkomirz, le 18 Août 1768.

LA Noblesse du Palatinat de Troki, District de Kowno, rappelle dans ce Manifeste ce qui s'est passé dans le Royaume depuis le commencement de l'année 1767, le procédé des Dissidens, la mauvaise foi par où l'Ambassadeur de Russie a commencé, la violence par laquelle il a fini.

Par les plus anciennes Loix du Royaume, Loix non révoquées jamais, les Dissidens (en tant que séparés de la Communion Romaine) étoient exclus de toutes les prérogatives politiques de Citoyens. En vertu des Loix postérieures, (en tant qu'hérétiques) ils étoient privés de Noblesse, inhabiles à posséder, sujets aux peines de prison, de mort, d'infamie, de bannissement, de confiscation de biens. Relevés de la rigueur de ces dernières Loix, & tolérés de fait dans la participation au Gouvernement, ils furent enfin pour l'infidélité envers l'Etat, & les entreprises séditieuses de ceux de leurs Confessans (1), privés par les Traités & par de nouvelles Loix, de la voix

(1) Sous Sigismond III, les Dissidens mécontents de ce Roi, avoient entrepris de le détrôner. Janus Radziwil, Grand Echanton de Lithuanie, de la Religion Prétendue Réformée, avoit déclaré ce Prince déchû du Trône, & publié l'interregne en 1607. *V. Lubinski de motu Civili.*

Sous Jean Casimir, un autre Janus Radziwil, Palatin de Vilna, & Grand Général de Lithuanie, & Boguslat Radzivil son neveu, Grand Ecuyer de Lithuanie, tous deux de la même Religion Prétendue réformée, avoient soumis le Grand Duché de Lithuanie, à Charles Gustave. *V. Puffendorf, Hist. de Charles Gustave*; c'est-là sans doute ce que les Manifestans de Lithuanie ont principalement en vue.

active, & éloignés des emplois civils, on leur laissa toutes les autres prérogatives de Noblesse, & les Emplois militaires.

Sans activité dans la République, & dans le cas de demander l'admission à cette prérogative, ils ont commencé par l'usurper. Nous les avons vus, dit la Noblesse de Lithuanie, former des Confédérations, se qualifier d'Etats, de Maréchaux, de Conseillers, de Nonces. Par des intelligences entretenues avec l'Etranger au mépris des Loix (1), ils ont introduit une armée Russe dans le Royaume (2), ils ont réparti ces troupes dans tous les Palatinats, & par ces procédés audacieux, ils se sont rendus criminels envers l'Etat.

Les Manifestans passent aux procédés de l'Ambassadeur de Russie. Par des *Déclarations ambiguës*, & des ouvertures capiteuses, l'Ambassadeur de Russie a surpris un très-petit nombre de Citoyens. Attirés ainsi, il les retint par des menaces, par la crainte d'une force présente, par des assurances que la Russie ne demandera pour les Dissidens que ce que la République voudra faire pour eux de gré. Les Manifestans rappellent les minutes d'Actes de Confédération équivoques & uniformes envoyées de Varsovie dans le même temps dans tous les Palatinats & Districts. la violence employée pour faire signer ces Actes. . . . ; ainsi que celui de Radom, le déni d'attention aux Actes différens & non conformes à ces minutes,

(1) En 1736 il a été défendu aux Dissidens, sous peine de perduellion, de rechercher la protection des Princes Etrangers. Les pratiques des Dissidens dans l'Etranger, depuis 1717, ont donné lieu à cette Loi.

(2) Il est dit dans la Déclaration de l'Impératrice de Russie, du 26 Mars 1767, que les Dissidens ont réclamé la protection de l'Impératrice, — que S. M. Impériale ne peut se refuser à la demande que les Dissidens font de ses secours -- qu'elle a -- ordonné de renforcer le corps de ses Troupes qui étoient restées en Pologne, — afin de les secourir, &c. Il est assez notoire que personne n'a attaqué les Dissidens, & que ce sont eux qui ont été les agresseurs.

des Confédérations particulieres les plus nombreuses , aux protestations , déclarations , clauses de ceux qui se virent contraints de signer à Radom. Les moyens violens employés aux Diétines pour l'élection des Nonces. Le comble des violences à la Diète de Varsovie.

Les Manifestans regardent cette Diète comme rompue par l'enlèvement de trois Sénateurs & d'un Nonce opposans , & la durée de leur détention comme une opposition permanente de leur part.

L'Ambassadeur de Russie détenoit , disent-ils , prisonniers dans leurs maisons d'autres Citoyens dont il connoissoit le zèle pour le bien public , & on n'entroit dans Varsovie , ni on n'en sortoit que sur les passeports de cet Ambassadeur.

Le silence forcé des Etats , annonçoit leur déni de consentement aux actes proposés (de prorogation & de plénipouvoir) à cette Diète ; mais l'Ambassadeur de Russie n'a pas laissé de poursuivre son ouvrage : il a forcé le plus grand nombre des Membres d'accepter la délégation , & par les mêmes voyes , il est parvenu à tout terminer.

La plus saine & la plus nombreuse partie de la Nation se tenoit éloignée , & regardoit avec étonnement & douleur ces opérations irrégulieres & violentes (1). On ne peut plus douter,

(1) C'étoit une très-grande fausseté , que ce que disoient les Gazettes de 1767 ; qu'il s'étoit rendu plus de soixante-dix mille Gentilshommes à Radom. En général , comme il a déjà été remarqué , les Confédérations de 1767 , avoient été peu nombreuses , il y a eu des Palatinats entiers ou il n'y eut pas vingt Gentilshommes qui eussent signé. Les Russes alloient de Terre en Terre & de Château en Château , pour extorquer les signatures , & depuis l'assemblée de Radom , on a manœuvré de même. Miazczynski , Palatin de Czernicchow , a été pris de force dans son Château , mené au grod voisin pour signer l'accession à la Confédération de Radom. — Des Gentilshommes fuyans de leurs maisons pour éviter de signer , ont été poursuivis , &c. &c. Plusieurs Maréchaux des Confédérations

dit la Noblesse de Lithuanie , de leurs funestes effets depuis l'impression de nouvelles Loix (1). Tout y porte le caractère des moyens employés par l'Ambassadeur de Russie. Le renversement de la constitution , la destruction de la Religion & de la liberté , un bouleversement général , se manifestent à chaque trait. On y voit des Loix , des Arrêts , des Traités . . . enfreints , annullés , abrogés sans raison (2). On y donne pour contractés par la République des engagements que la République n'a point contractés (3) ; on y manque aux Puissances les plus anciennement amies ou alliées de la République (4). On y ferme toutes les voyes de liaison avec tous les Etats (5).

particulieres ayant vû qu'on étoit trompé , ne voulurent pas être Nonces à la Diete , & s'absenterent des Dietines. Tels sont Messieurs Krasinski , Maréchal de la Terre de Rozana , Palatinat de Masovie , & depuis , Maréchal de la Confédération générale de Bar , & Potocki , Grand Echanton de Lithuanie , Maréchal du Palatinat de Braclaw , & depuis , Régimentaire général de la Confédération de Bar.

(1) Elles ont paru imprimées au mois de Juillet 1768.

(2) On ne voit , par exemple , pas de raison pour laquelle l'acte séparé , Premier Art. II , §. I , abroge à perpétuité les Loix portées par Jagellon , en 1424 , contre les Hérétiques en général. On ne voit pas plus pourquoi le même Acte , Art. III , §. III , a ordonné , en dérogation à un Arrêt d'Auguste II , d'enlever à Thorn l'inscription passée au Piedestal d'une Statue de la Vierge , élevée dans l'endroit où les Lutheriens de cette Ville brûlerent en cérémonie une Image de la Vierge , & firent d'autres profanations en 1724 ; pourquoi on a chargé les Jésuites de cet enlèvement ; & pourquoi on a voulu que ce fût des Ecclésiastiques Catholiques même qui remissent au Magistrat Lutherien de Thorn , le marbre qui porte l'inscription.

(3) Dans l'Acte séparé Premier , on fait dire au Roi & à la République , que les droits des Diffidens ont été assurés par le Traité d'Oliva ; le Roi & la République savent bien que cela n'est point.

(4) L'Autriche , la France , l'Espagne à qui il convenoit , comme il a déjà été dit , de remettre la décision de la querelle suscitée à l'occasion du Traité d'Oliva.

(5) Par la nouvelle Constitution , la République ne peut contracter aucun Traité , pas même de Commerce , est-il dit expressément dans l'Acte séparé Second , si ce n'est du consentement unanime d'une Diete libre , c'est-à-dire , jamais.

Par une garantie incompétente , on y met la République dans la dépendance absolue de la Ruïlle. L'Etat livré ainsi , est laissé sans force & sans espoir d'en acquérir jamais (1).

Les Religions étrangères , poursuivent les Manifestans , sont admises par ces loix à toutes les prérogatives de la Religion de l'Etat , & élevées à une égalité parfaite avec cette Religion ; la publicité de leurs différens cultes y est autorisée dans tous les lieux du Royaume , & les immunités onéreuses du Clergé Romain , y sont étendues aux Ministres de ces Religions. De plus , ces Loix attribuent à ces différentes Religions la liberté d'acquérir de nouveaux fonds , & de les appliquer aux fondations ecclésiastiques ; liberté dont fagement la Religion Romaine a été dépouillée depuis long-temps (2) ; la liberté de convoquer & de tenir des assemblées ecclésiastiques (Sinodes) sans intervention de l'autorité temporelle , & sans surveillance du Gouvernement , liberté dont la Religion Romaine n'a jamais joui , enfin un ressort séparé & distinct de Jurisdiction civile & criminelle auquel le Clergé Romain est soumis (3) ;

(1) Par la même Constitution , la République ne peut augmenter l'armée , que du même consentement unanime. Il est défendu aux Confédérations à venir , c'est-à-dire , à la pluralité , de délibérer même sur ces matieres.

(2) Depuis 1635.

(3) Le ressort dont il est parlé ici , est le Tribunal Mixte , Conseil Souverain de Justice auquel doivent être portées toutes les affaires de Religion , ou qui ont rapport à la Religion. Ce Tribunal établi par l'Art. II , §. XIII , de l'Acte séparé Premier , est composé pour les Catholiques , de huit membres , Nobles Laïcs , à l'exclusion des Ecclésiastiques , & pour les Catholiques , de huit autres membres , sans distinctions ni de condition , ni d'état. L'Evêque actuel Grec , non uni de Mohilow , roturier , est membre de ce Conseil , & les Evêques de ce nom en sont membres nés , les *Ministres* des Dissidens ou les membres de leurs Consistoires n'en sont point exclus. Par cet établissement , on voit que le Clergé Romain sera dans tout les cas de procès avec les Dissidens , jugé par le Clergé Grec , & par les *Ministres* ou membres des Consistoires Evangeliques , & que les *Ministres*

& la Religion Romaine ravalée ainsi , est encore dans ces Loix qualifiée de Religion dominante.

Par ces Loix , l'Etat est chargé d'impôts onéreux appliqués à des profits particuliers (1) , & ne tendans qu'à l'épuisement ; prostitué à des personnes de la plus vile extraction , le prix de la Noblesse y est avili.

Les Manifestans disent , qu'ils croyoient que les entreprises de l'Ambassadeur de Russie en Pologne attireroient l'attention des Puissances. . . . que les violences exercées par ce Ministre intéresseroient ces Puissances quand elles en seroient informées ; que ses procédés parvenant à la connoissance de l'Impératrice de Russie , cette Princesse même que l'éclat de ses grandes qualités rend respectable en Europe (2) , touchée de nos maux , écouterait les sentimens d'humanité , de justice , &c. . . . Mais l'Ambassadeur de Russie ayant dressé lui même l'instruction prétendue donnée par la Confédération générale aux Ministres envoyés en Russie par cette Confédération (3) , & prescrit le discours à tenir devant l'Impératrice de Russie par cette Députation (4) , sans qu'il eût été permis de

ou les membres des Consistoires Evangeliques ne seront , dans aucun cas de procès avec les Catholiques , jugé par le Clergé Romain. Non-seulement il n'y a point dans cet établissement de parité entre les Religions , mais aussi il est ridicule de faire dans un Royaume Catholique , comparoître des Evêques Catholiques devant un Tribunal de Prédicans.

(1) L'impôt a été augmenté de dix millions , sans que l'armée l'ait été d'une Compagnie , tout ce produit est appliqué à des Pensions , à des Gratifications , à des récompenses , pour les services rendus à la Russie , &c.

(2) On voit bien que le faiseur des Déclarations de la Russie , a tort de dire , que les Confédérés , qu'il appelle *Rebelles* , ne ménagent rien dans leurs Manifestes.

(3) *L. Pocicy* , Straznick ou Général de l'avantgarde de l'Armée de Lithuanie : *Michwielhorski* , Grand-Maitre-d'Hôtel de Lithuanie : *Jof. Potocki* , Ecuyer Tranchant de la Couronne : *Jof. Offolinski* , Staroste de Sandomir.

(4) Discours prononcé par M. Pocicy , chef de la Députation , & dont il a été parlé dans les *Observations sur le Traité*,

rien changer à ces pièces, les Mémoires présentés par ces Ministres, non conformes à ces instructions, ont été rejetés avec dédain, leurs représentations & leurs plaintes n'ont point été écoutées. Cependant ces instrumens, ainsi que tant d'autres, Actes dictés par l'Ambassadeur de Russie, ont été présentés à toutes les Cours, comme des expressions de la volonté de la Nation, qu'on s'attachoit à faire paroître assez aveugle, ou assez lâche pour demander elle-même des chaînes à la Russie.

Le silence forcé de cette Nation fut rompu. Il s'est élevé d'illustres & généreux Citoyens dans les Etats de la Couronne, qui ont osé publier l'oppression, & s'en plaindre aux Puissances de l'Europe dans un Manifeste de Confédération, moyen d'opposition & de défense usité en des cas semblables dans cette République; & cette plainte même a été, dans une Déclaration publiée par l'Ambassadeur de Russie, imputée à sédition, traitée de rébellion (1) & de perturbation d'un repos, que depuis long-temps nous ne trouvons plus nulle part.

Un Conseil de Sénat fut ordonné. Le résultat de ce Conseil, résultat où l'Impératrice de Russie est requise de faire demeurer son armée dans le Royaume, dressé contraire aux avis du plus grand nombre des Sénateurs, & conforme seulement à l'opinion de quelques adhérens à l'Ambassadeur de Russie, fut publié; & cet Acte présenté encore comme une résolution du Sénat, continua à couvrir les violences qu'on avoit résolu de perpétuer (2).

(1) A moins de supposer à la Cour de Russie des principes de Justice différens pour les différentes occasions, on ne rendra pas raison pourquoi cette Cour appelle *Rebelles* les Confédérés de Bar, qui se font Confédérés; on voit pourquoi, tandis que l'Impératrice de Russie a honoré de sa protection les Confédérés de Thorn, & de Sluck, qui s'étoient Confédérés pour bien moins.

(2) Ce Conseil du Senat fut tenu les 24, 26 Mars 1768; l'avis sur lequel le résultat a été dressé, fut ouvert par le Primat, & appuyé par les nouveaux Minis-

Les Citoyens bien intentionnés pour l'Etat , ont été recherchés , inquiétés , persécutés dans toutes les parties du Royaume , on a exigé des vivres , des fourages. . . . Les Villes, Villages , maisons de Noblesse , Eglises , Couvents , ont été pillés , saccagés , brûlés (1). On a exercé sur les personnes même sacrées des cruautés barbares , à la honte du siècle (2). Les Sujets (Grecs non unis) ont été soulevés contre leurs Sei-

tres. Le sentiment contre la réquisition , fut celui du plus grand nombre ; & Messieurs les Princes *Czartoryski* , le Palatin de Russie , & le Grand Chancelier de Lithuanie , M. le Prince de *Lubomirski* , Grand Maréchal de la Couronne , qui étoient de ce dernier sentiment , ont fait , conformément à la Loi , enregistrer leurs opinions. La Déclaration de la Russie , dont il a été parlé plus haut , conforme à la réquisition , a été publiée le 29 Mai suivant. C'est environ le tems de ce Conseil que Mich. *Sufferynski* , Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Blanc , Castellan de *Czersk* , écrivoit au Roi qu'il espéroit que S. M. témoigneroit pour les Confédérés de Bar , la même bonté & la même faveur Royale , qu'un an auparavant elle avoit témoignée aux Confédérés de Thorn & de Sluck.

(1) Villes brûlées en 1768 , avant la date de ce Manifeste , *Lublin* , *Sniatyn* ; *Zytomierz* , *Pysdry* , &c. Eglises & Couvents pillés , à *Constantinow* , à *Podhayce* , à *Cracovie* , &c. Les Russes vendoient publiquement les vases sacrés enlevés à Cracovie. Les terres de tous les Confédérés ont été ruinées , on ruinoit même celle des parens des Confédérés ; & depuis que les Contédrations ont pris le train de se soutenir , les Officiers Russes se sont mis en possession des terres des Confédérés les plus considérables. C'est ainsi que le Général Apraxin , tire le revenu de celle de *Botzki* , appartenant au Comte Potocki , Grand Echanfon de Lithuanie.

Le 2 Mai 1768 , les Russes tombés dans un Village de la Starostie de *Chmielnik* ; Palatinat de *Braclaw* , appelé *Terespol* , habité par des Gentilshommes Censitaires , ayant trouvé ce Village presque vuide d'hommes , parce que la plupart de ces Gentilshommes avoient pris parti dans la Contédération de Bar , ont égorgé les femmes & les enfans de ces Confédérés , au nombre environ de cent cinquante personnes.

(2) Au même mois de Mai 1768 , à *Podhayce* , Ville de la terre de Halicz ; les Russes entrèrent dans cette Ville sous prétexte de chercher des Confédérés , forcerent l'Eglise , se jetterent sur l'Archevêque de Léopol *Venc. Sieranowski* , qui y assistoit au Service Divin ; ils ont tué quelques personnes aux côtés de l'Archevêque , & en ont blessé d'autres ; ils ont maltraité l'Archevêque à coups de crosse , l'ont dépouillé , ont profané les Mystères , pillé l'Eglise jusqu'aux tombeaux.

gneurs (1). Ceux qui ont osé manifester l'opposition, ont été poursuivis, appréhendés, détenus dans les plus dures prisons, traités sans égard à l'état, & à la qualité des personnes (2). On a commandé des Citoyens pour verser le sang des Citoyens. . . . On a employé les moyens de la séduction. . . . On a exigé des sermens.

Dieu semble avoir enfin regardé nos maux. Ces oppressions & autres, ne sont plus ignorées des Puissances. Elevées sur la Terre pour être arbitres des Nations & les vengeurs de l'humanité opprimée, elles ont entendu le cri de nos freres.

Pouvions-nous ne pas être sensibles à la perte de la Religion, & de la liberté, & verrions-nous aujourd'hui avec indifférence l'effusion du sang de nos freres ? Des mouvemens généreux s'élevoient dans nos ames ; nous les réprimions & paroissions un Peuple sans courage & sans conseil : mais tous les moyens de communication avec les bien-intentionnés, nous avoient été ôtés, bornés à observer quel seroit le succès de diverses négociations commencées ; mais nous nous attendions journellement à voir prendre des mesures propres à terminer les malheurs communs, d'autant que les procédés de M. le Général *Nummers*, Commandant des Troupes Russes dans la Province de Lithuanie, procédés éloignés de la tyrannie exercée ailleurs, sembloient appuyer cette espérance.

Nous avons été trompés dans notre attente, le mal empire de jour en jour, les Dissidens révèlent leurs Sujets mêmes d'uniformes Russes. . . . Ils levent des recrues pour les Ré-

(1) Le soulèvement des Cosaques d'Ukraine, dont on a parlé dans les Observations sur le Traité. Depuis que la Confédération s'étoit formée à Cracovie, il couroit des Emissaires dans le Pays de Montaignes de ce Palatinat, pour exciter les Payfans à se révolter contre la Noblesse, &c.

(2) Les prisonniers faits par les Russes sur les Confédérés, les personnes les plus distinguées, ont été traités avec la plus grande brutalité & barbarie.

gimens de cette armée , de quoi nous avons des preuves non-équivoques dans leurs Lettres mêmes , & ils augmentent ainsi les forces de l'ennemi contre nous. Un nouveau corps de Troupes Russes aux ordres du Général *Knées Dolgoruki* , entré en Lithuanie , a déjà pénétré à Vilna. Nous-mêmes tranquilles dans nos campagnes , poursuivis par les Russes sur les délations des Diffidens , pour oser encore prononcer entre les mots de Religion & de Liberté , sans protection comme sans défense. nous ne trouvons plus de sûreté dans nos maisons , & nous nous voyons réduits à la chercher dans les bois. Qu'y a-t'il qui puisse nous retenir encore ?

Nous abandonnons nos foyers , nos femmes , nos enfans. . . . Assemblés en ce lieu , nous nous confédérons , & en la présence de Dieu , qui voit notre innocence & notre oppression , devant tous les Etats de l'Europe , nous protestons solennellement contre tous les actes de la dernière Diète. contre toutes les violences nous invitons tous les Citoyens de ce grand Duché , à prendre une résolution semblable à la nôtre , & sûrs que nous sommes qu'on emploiera des forces Russes contre nous , qu'on nous persécutera , comme on a déjà commencé en cherchant à empêcher notre Assemblée , & en envoyant contre nous des Partis que nous sçavons être à un mille de ce lieu , nous prions les mêmes Citoyens de ce Grand Duché de nous secourir.

En même-temps nous déclarons que le seul objet de notre Confédération est notre propre sûreté. Nous jurons solennellement , & nous engageons sur nos ames , que nous remettons à Dieu pour gage de notre fidélité , de ne recéder de notre présent Manifeste & Confédération , que nous n'ayions vû la Religion Catholique Romaine , & la liberté rétablies dans leurs droits & dans leurs anciennes dignités , prérogatives

&

(81)

& lustre. En foi de quoi, en nous réservant le pouvoir d'entendre, d'éclaircir, &c. ce Manifeste, lors de l'Assemblée générale des deux Nations confédérées, nous avons signé ce présent acte. Donné à Wilkomitz ce 28 Août 1768 (1).

Signé, DOMINIQUE MEDEKSZA, Chambellan & Maréchal de la Confédération du District de Kowna.

(1) La Noblesse du district de Kowno ne pouvoit ni s'assembler dans la Ville de ce nom, principale du district, ni faire enregistrer son Manifeste dans les Actes districtuels de cette Ville occupée par les Russes; cette Noblesse s'est assemblée à Wilkomitz, Ville principale du district de ce nom, Palatinat de Vilna, & ce Manifeste a été enregistré dans les Actes districtuels de Wilkomitz, le même jour.



M A N I F E S T E
DES CONFÉDÉRÉS DE BAR,
Du 12 Octobre 1768, à Dankow.

Nous, Maréchaux & Conseillers de la Confédération de la Couronne, Sénateurs, Hauts-Dignitaires, Officiers, & tout l'Ordre Equestre de la Couronne de Pologne; ensemble l'Armée, tant nationale qu'étrangère (1) confédérée, présens, faisons publiquement & solennellement en notre propre nom, & en celui de nos freres absens, le Manifeste qui suit.

Ce n'étoit pas assez que la Religion Romaine dominante dans ce Royaume depuis tant de siècles, eût été dépouillée de ses prérogatives & prééminences par l'admission des Dissidens à toutes les parties de l'administration, & à la Souveraineté même. Que depuis la mort d'Auguste III, Prince dont tout nous excite à regretter de plus en plus la perte, toutes les Assemblées nationales, Dietes, Diétines, Conseils, Délérations, tous les Tribunaux, Cours de Justice, & Jurisdctions quelconques, eussent été tenus sous les armes Moscovites, ou établis par ses armes au mépris de toutes les protestations. . . . Que sous les armes de la même Nation, les Loix du pays eussent été, à la dernière Diete, détruites ou renversées par l'anéantissement des prérogatives des Nonces, dont aucun n'a pu donner librement sa voix. . . . Qu'on eût enlevé des Sénateurs, deux Evêques, un Palatin & Général de la Couronne, & son fils, Nonce, & qu'on les eût conduits dans une terre étrangère,

(2) On appelle en Pologne Armée Nationale, les Compagnies Polonoises; les Régimens y sont appelés Troupes Etrangères ou Armée Etrangère; il y a de l'un & de l'autre à la Confédération de Bar.

où ils souffrent encore les maux de la captivité la plus dure : que pendant le Traité de Varsovie, le Prince Repnin eût qualifié l'Impératrice de Russie d'Impératrice Grecque de tous les pays Orientaux, & qu'il eût soustrait violemment la Courlande à la domination de la même République. Que ce même Prince Repnin, en attribuant à la Russie la garantie d'une constitution & des Loix qu'il a établies lui même, eût dépouillé la République de la Puissance législative; & qu'en chargeant la Pologne de la garantie des Etats de la Russie en Europe, il nous eût exposé à des guerres offensives & à des conventions aux Traités; ce n'étoit pas assez que la Confédération de Radom, séduite par les offres spécieuses d'aider la Nation à redresser les abus introduits dans le Gouvernement, sans donner atteinte ni préjudice à la Religion Romaine & à la liberté, eût été trahie par la Russie Que cette Puissance nous eût ôté jusqu'à la liberté d'entretenir des relations avec les Puissances voisines ou amies, & que par l'article second du Traité de Varsovie, article artificieusement conçu, nous nous trouvassions liés indissolublement avec la Russie, en obligation de rompre au gré de cette Puissance des engagements sacrés, contractés à Wehlau, à Oliva, à Carlowitz (1), &c. & en devoir de renoncer aux sûretés stipulées pour nous dans les Traités du Pruth (2).

Il ne suffisoit pas que depuis plusieurs années les troupes Moscovites n'eussent pas cessé de dévalter le Royaume, en dépouillant nos Places & nos Châteaux d'artillerie, d'armes

(1) Tous ces Traités sont des Traités de Paix perpétuelle entre la Pologne & le Brandebourg, ou la Prusse, la Suede, la Porte Ottomane.

(2) Par le Traité du Pruth conclu en 1711, entre la Porte Ottomane & la Moscovie, la Russie s'est engagée à ne pas se mêler des affaires intérieures de la Pologne, à ne pas faire entrer des troupes dans ce Royaume, &c.

& de munitions. nos Eglises de Vases sacrés & d'Ornemens nos Provinces de peuples nos villes, villages, terres, maisons, de leurs richesses, & en transportant ces dépouilles en Moscovie. Qu'après la prise de Bar, les Russes, en conformité des ordres exprès du Prince Repnin, ainsi que nous en avons des preuves dans ses Lettres interceptées (1), eussent emmené à Kiow, contre la foi donnée, des Citoyens de distinction des Palatinats de Kiow & de Braclaw; & que les Cosaques Moscovites, mis à la tête de nos Cosaques, eussent égorgé plusieurs dizaines de milliers de personnes de tout état & condition, & sans distinction ni de sexe ni d'âge (2); qu'au

(1) C'est le Général Major *Apraxin*, qui commandoit les Russes devant *Bar*. Les Confédérés ne s'étoient rendus qu'à M. Branicki, Grand-Maitre d'Artillerie de la Lithuanie, commandant les troupes du Roi devant la même Ville. Cet exemple de manque de foi n'est pas unique. Le Général *Apraxin* n'a pas observé plus régulièrement les paroles qu'il avoit données à Cracovie. Rendu maître d'une des portes de la Ville par trahison, il perdoit encore beaucoup de monde devant la Ville, & pour faire cesser la tirailerie, il offrit la liberté à qui poseroit les armes, & promit que la Ville ne seroit point pillée. . . . Après avoir désarmé les Confédérés & les Bourgeois, il a envoyé les Confédérés prisonniers à Kiow; je ne fais pas si Cracovie a été pillée ou non, mais je sais que les Soldats Russes revenant de cette expédition, vendoient des vases & des ornemens sacrés, & d'autres effets précieux, sacrés & profanes, que ces Soldats disoient avoir acquis à Cracovie.

Le Général *Kretchetnikoff*, en recevant *Berclyczow* à capitulation, s'étoit engagé à ne pas toucher aux dépôts, que, depuis le commencement de ces troubles, la Noblesse des contrées voisines avoit consignés dans ce Couvent fortifié. M. *Bretchetnikoff* maître de *Berclyczow*, a pillé ces dépôts, il a emporté l'argent comptant, & les effets les plus précieux.

Un nommé *Drewitz*, Major au service de Russie, & commandant un détachement en Grande Pologne, a fait plus d'une fois massacrer des Confédérés qu'il avoit reçus prisonniers de guerre, &c. &c. &c.

(2) On estime à plus de trente mille le nombre des personnes qui ont été massacrées en Ukraine; ce n'a pas été la Noblesse seule qui a été l'objet de cette cruelle barbarie, tout ce qui étoit Catholique Romain ou Grec uni, Gentil,

mois de Juin dernier les Russes eussent insulté dans sa maison M. le Castellan de Siradie *Maczynski* ; qu'ils eussent pillé ses Terres, attenté à sa vie sur le chemin public de Siradz, & contraint enfin ce Sénateur à chercher dans l'Etranger une sûreté qu'il ne trouvoit pas dans sa Patrie (1). Ces violations de tous les droits, ces traits multipliés d'oppression & de tyrannie, n'ont pas suffi. Pour mettre le comble à tant de procédés iniques, le Prince *Repnin* a fait publier une Déclaration de sa Souveraine, datée de Saint-Petersbourg le 11 Septembre, & imprimée à Varsovie, par laquelle sadite Souveraine déclare qu'au lieu de retirer ses Troupes du Royaume, elle les y laisse pour soutenir sa garantie Impériale, osant ainsi, sous prétexte de tranquillité publique, mettre en combustion notre Patrie, y abolir la Religion, y détruire les biens & les hommes, & la traiter comme un pays conquis par la force des armes (2).

A cette cause, nous Etats de la République Confédérés,

hommes, Prêtres, Moines, Valets, Payfans, Ouvriers, Artisans & tous les Juifs en un mot, tout ce qui n'étoit pas de la Religion Grecque unie, ou qui refusoit de l'embrasser, Hommes, Femmes, Vieillards, Jeunesse, Enfans a été égorgé ; & du même trait, l'Evêque de *Pereaslav* de la Petite Russie, sujet de la Russie, établit la Religion Grecque, Orientale, non unie, dans cette région baignée de sang.

(1) Jean *Maczynski*, Castellan de Siradie, se retira en Moldavie, & son nom est signé à la fin de ce Manifeste.

(2) On observera ici que dans le tems que l'Ambassadeur de Russie publioit en Pologne depuis le 29 Mai 1768, des Déclarations semblables à celle dont il est parlé dans ce Manifeste, la Cour de Saint-Petersbourg assuroit la Porte Ottomane, ainsi qu'en fait foi la Déclaration de guerre de cette Puissance contre la Russie, que les troupes Russes sortoient ou sortiroient incessamment de Pologne.

Pour ce qui est de l'abolition de la Religion, la Religion Romaine & la Religion Grecque unie sont déjà abolies en Ukraine. C'est un pas vers l'abolition de la Religion Grecque unie, dans les Provinces Russes de la domination de la Pologne & de la Lithuanie, abolition préparée par l'Acte séparé premier du Traité,

insistant sur les Manifestes , Déclarations & Protestations antécédentes : Nous faisons devant Dieu , & la face de l'Univers , ce nouveau Manifeste public & solennel pour le soutien absolu de notre Sainte Foi Catholique Romaine , pour la défense de notre liberté , indépendance & Loix fondamentales de notre Patrie , & pour la conservation des anciens Traités faits avec les autres Puissances. . . . dans la vûe d'observer religieusement ces Traités de soutenir la liberté de nos Elections sans le concours des armes Moscovites d'obvier , autant qu'il est en nous , aux conséquences fâcheuses qui pourroient se faire sentir à toute l'Europe , & principalement aux Etats voisins , si les Entreprises de la Moscovie étoient soutenues dans la Pologne.

Nous ne nous fierons plus à aucunes Déclarations de la Russie (1) ; & en protestant contre toutes les violences exercées & contre tous les dommages causés chez nous , nous sommes résolus d'en poursuivre la réparation. En foi de quoi. Donné à Dankow (en Pologne) ce 12 Octobre 1768.

Signé *Michel Jér. Krasinski*, Maréchal de la Confédération générale de la Couronne.

(1) Cela ne peut pas paroître obligeant à dire ; mais il faut se rappeler que ceux qui parlent ainsi , ont été trompés en effet ; que de plus , dans différentes Déclarations de la Russie , ils ont été appelés forçateurs , brigands , rebelles , & *Petite Noblesse* ; que dans un Mémoire de la part de la Russie , en réponse à un Mémoire de la part du Roi de Pologne , les Evêques de Cracovie & de Kiow , le Palatin de Cracovie & le Staroste de Dolin , ont été traités de *misérables* , ce qui n'est pas honnête non plus. Le faiseur de ce Mémoire ne sentoît pas que cette expression qu'il mettoit dans la bouche de l'Impératrice de Russie , seroit mal à une grande Princesse , & qu'elle étoit indécente , soit à l'égard du Roi de qui ces Sénateurs sont Conseillers d'Etat , soit vû la naissance & la qualité des personnes qu'on injurioit ainsi. Quand on fait du mal aux gens , on peut s'abstenir au moins de leur dire des injures.

J. Maczynski, Castellan de Siradie.

Joachim Potocki, Grand Echanfon de Lithuanie, Maréchal des Confédérations des Palatinats de Braclaw, de Kiow, de Podolie, de Ruffie, &c.

Jof. Pulazki, Staroste de Warka, Maréchal de l'Armée de la Couronne-Confédérée.

Alb. Rydzynski Stolni) Pannetier (& Maréchal de la Confédération du Palatinat de Pofnanie.

Adam Mrozowicki, Staroste de Stengwil, Régimentaire, &c. &c. &c.

Contrefigné, *Hiac. Rola Kochanski*, Secrétaire de la Confédération générale.



M A N I F E S T E
ET ACTE DE CONFÉDÉRATION
DU PALATINAT DE MSCISLAW,

Du 30 Octobre 1768.

Nous, tous & chacun, Dignitaires, & tout l'Ordre Equestre du Palatinat de Mscislaw :

Des Manifestes publics de différentes Confédérations ont fait suffisamment connoître les maux qui nous accablent. . . . Un Royaume Catholique voit les prééminences de sa Religion transférées à des Religions étrangères, & cette Religion ravallée, pencher vers une chûte préparée. Il voit son Clergé avili. . . . Les Maisons consacrées à Dieu sans sécurité, ses Eglises dépouillées, réduites en cendres. Une Nation libre voit opprimer dans ses Délibérations, Dietes & Dietines, la voix libre du Citoyen. Un Etat Souverain est dépouillé de la Puissance législative, sa constitution est renversée, la forme de son Gouvernement est détruite. La sûreté des personnes & des biens, droit sacré des Nations, est violée. L'amitié sur les lèvres, & la flamme & le fer en main, la Puissance Russe porte dans toutes les Provinces du Royaume les horreurs de la destruction & routes les calamités de la guerre la plus affreuse. Le glaive levé sur nos têtes, a percé le voile. . . . C'étoient donc là les desseins que couvroit le magnanime amour de la justice & de l'humanité !

Aux premieres indices de ces funestes effets, le zèle pour la Religion & pour la Patrie anima un Citoyen de ce grand Duché ; mais l'oppression avoit ravi jusqu'à la liberté de se plaindre,

plaindre, & M. Chreptowicz, Notaire Terrestre de Grodno, fut réduit à chercher cette liberté dans l'Etranger.

Bien-tôt après le même amour de la Religion & de la liberté inspira deux Citoyens vertueux de la Couronne, MM. Krainski, Chambellan de Rozana, & Maréchal de la Confédération de cette Terre, & Pulazki, Staroste de Warka, Membre du Conseil de la dernière Confédération générale, lesquels appuyant le Manifeste publié par M. Chreptowicz, leverent à Bar une Confédération pour la défense de la Religion & de la liberté.

Ce glorieux exemple fut imité, & le monde connut que la dernière Assemblée de Varsovie ne fut point une Diète, mais une violence; que ce qu'on appelle Traité & Constitution, ne fut point l'ouvrage des Etats de Pologne & de Lithuanie, mais une loi imposée par la force Moscovite. La Nation méconnoît ces actes, & n'avoue que les Manifestes publiés par les Nonces & par les Délégués qui ont réclamé contre ces actes; elle n'avoue que les Déclarations de ceux qui, dans les prisons ou aux portes de la mort, ont protesté ne vouloir pas entrer dans les négociations proposées sans l'intervention des Puissances garantes du Traité d'Oliva. Elle appelle à témoin de l'opposition le sang des Citoyens, versé pour la défense de la Religion & de la liberté. Les victimes sanglantes éparfées sans sépulture dans les campagnes désolées de l'Ukraine.

L'inaction du Palatinat de Mscislaw, jusqu'à présent, a été occasionnée par la présence des Troupes Russes, qui réparties dans toute la Province de Lithuanie, empêchoient non-seulement de pourvoir à notre défense, mais aussi de publier nos sentimens. La soif du sang de nos freres ayant conduit la plupart de ces Troupes dans les Etats de la Couronne, nous saisissons, autant qu'il nous est possible, ce moment pour protester pu-

bliquement & solennellement devant Dieu , qui voit notre oppression , & devant toutes les Puissances , contre toutes ces violences appellées Traités & Constitutions , & pour manifester que nous n'avons jamais eu la volonté d'autoriser ces actes par notre consentement , qu'au contraire nous les avons toujours réputés pour illégitimes , de nulle valeur & de nulle force.

Nous déclarons en même-temps que nous n'avons fait aucun mal ni tort aux Dissidens & aux Grecs non unis , soit nos Confreres (Nobles) soit autres (Roturiers) pris en généralité , ni ne sommes intentionnés de leur en faire , sachant que l'amour du prochain , qui est le fondement de notre Religion , nous le défend ; & que si quelqu'un d'eux en particulier a jamais eu à se plaindre , les Jurisdicitions ordinaires , obligées par serment à rendre justice , sans égard à la diversité de Religion , y pourvoyoient.

Nous déclarons , devant Dieu encore , & devant toutes les Puissances , que nous avons conservé toujours pour la Sérénissime Impératrice de Russie le respect dû à Sa Majesté , toujours mis un très-haut prix à l'amitié avec laquelle cette Princesse s'exprimoit pour le Royaume : que non-seulement nous avons observé religieusement de notre part tous les Traités conclus avec la Monarchie soumise à cette Princesse , mais aussi que nous avons souvent passé sous silence leur infraction à notre égard , & n'avons été que trop discrets & trop retenus à réclamer l'entier accomplissement de ces Traités de la part de la Russie : que pendant la dernière guerre en Europe , nous avons souffert patiemment le passage des Troupes Russes par le Royaume , quoique ce passage n'ait été ni demandé de la part de la Russie , ni accordé de la nôtre ; & que pour nous maintenir en paix & en amitié avec cette Puissance , nous avons toléré & dissimulé des procédés , que ni le

droit des gens ni ceux du bon voisinage ne permettent.

Persuadés ainsi de notre propre innocence, & nous sentant lésés dans l'honneur de la Religion & de la Nation, dans la liberté & dans la législation, dans la vie, dans les biens Ecclésiastiques & Séculiers. Privés de la sûreté publique dans notre Patrie & de la sûreté particulière dans nos maisons... Ayant perdu tout ce qui constitue les Sociétés, forme les Etats, soutient les Gouvernemens, attache à la vie, ne pouvant trouver d'honneur que dans la mort, de salut que dans la défense, nous embrassons ce seul moyen qui nous reste, & autant pour secourir nos freres que pour ne pas nous abandonner nous-mêmes; nous nous unissons à la Confédération de Bar, & portons en sacrifice nos vies, & ce qui nous reste de facultés, pour le maintien de la Religion, de la liberté, des anciennes Loix, de la dignité de la Couronne & de la Souveraineté de la République.

Confédérés ainsi, nous nous soumettons à la direction de MM. Michel *Ciechanowiecki*, Chorazy (Porte-Bannière), & Tadeo *Kirkor*, *Rotmistrz* (1) du Palatinat, & constituons unanimement le premier Maréchal, & Commandant Général, & le second Régimentaire de la Confédération. Nous désignons pour Membres au Conseil de la Confédération générale du Grand Duché de Lithuanie, MM. Tad. *Menzynski*,

(1) Le Grand Duché de Lithuanie a renouvelé à la Diète de convocation de 1764, l'ancien usage de faire la revue ou le cens de la Noblesse, aux termes marqués par d'anciennes Loix. A ces revues, toute la Noblesse de chaque Palatinat doit comparoître en armes, comme pour une expédition militaire. Elle est partagée en Compagnies, dont chacune a trois Officiers électifs, Capitaine, Lieutenant & Enseigne. Le *Rotmistrz*, est le premier Officier d'une Compagnie ou Capitaine. La première revue de la Noblesse de Lithuanie se fit en 1765; on sent bien que depuis le séjour des Russes dans ce Grand Duché, ces revues ont été empêchées.

Vice-Staroste de Mscislaw, & Mich. *Woutouriez*, Staroste d'Ugiski: Pour Conseil au Maréchal de notre Confédération, MM. J. *Cudowski*, Juge du Grod de Smolensko, Joseph *Chorbacki*, Juge du Grod de Mscislaw, Michel *Holynski*, Capitaine au service de la République, Casimir *Popowski*: pour Conseil au Régimentaire, MM. Fr. *Kaminski*, Porte-Enseigne d'une Compagnie des Petyhors (1). Ben. *Haurytowicz*: pour Secrétaires du Maréchal, MM. Michel *Tolpycha*, & André *Suryna*, Régens des Chancelleries du Grod & Terrestre du Palatinat de Mscislaw: & pour Secrétaire du Régimentaire, M. Etienne *Ciechanowski*, Régent du Grod de Mscislaw; lesquels tous nous engageons sur leur foi, honneur & conscience, à être fideles & à agir de la maniere qu'ils le jugent le plus convenable. En foi de quoi. Donné à Mylaticze, ce 30 Octobre 1768.

Signé, MICHEL CIECHANOWIECKI, Chorazy
& Maréchal, &c. &c. &c.

(1) Les Petyhors sont des Compagnies de Cavalerie, composée des Gentils-hommes; l'armure de ces Cavaliers est une Cuirasse sur la Poitrine. L'Armée de Lithuanie est composée en partie des Compagnies de Petyhors.



DÉCLARATION DE GUERRE
DE L'IMPÉRATRICE DE RUSSIE
CONTRE LA PORTE OTTOMANE,

Avec des Remarques , par un Confédéré de Bar.

N O U S C A T H E R I N E I I , &c.

» La part que Nous avons prise dans les affaires de la Répu-
» blique de Pologne , est fondée , tant sur les engagements
» solennels faits entr'elle & notre Empire , que sur les vrais in-
» térêts de tous ses voisins , par rapport au maintien de sa Conf-
» titution ».

Quand on s'empare du Gouvernement d'une Nation , pour lui dicter des Loix les armes à la main , cela ne s'appelle point prendre part à ses affaires ; prendre part , signifie partager , & la Russie peut se féliciter d'avoir prescrit une nouvelle législation à la Pologne , selon son bon plaisir , & par sa pleine puissance , moyens absolus , qui ne comportoient nullement le concours de personne.

Nous laissons à *tous nos voisins* le soin de remercier la Cour de Russie , d'avoir eu si fort à cœur *leurs vrais intérêts* , qu'ils lui avoient confiés apparemment. Nous remarquerons seulement , que cette bienveillance si désintéressée ne fait point droit entre les Nations , sur-tout pour l'oppression d'un tiers ; que ses armes d'ailleurs sont la persuasion , mais qu'elle abhorre la violence (1) , les massacres (2) , les pillages (3) , les incendies (4).

(1) Toute la conduite des Russes en Pologne , depuis 1766 , jusqu'aujourd'hui.

(2) De trois Palatinats , *Podolic , Braclaw , Kiowie* , & présentement de tous les Confédérés qui se rendent prisonniers aux Russes.

(3) Il n'y a pas un Citoyen , qui n'en ait essuyé plus ou moins.

(4) De Lublin , de Toporow , de Podhayce , de Konstantinow , de Suyatyn , de Zydomierz , de Pyzdry , de Chnuelnik.

Voyons maintenant , comme le droit de Législation de la Russie , en Pologne , est fondé sur des engagements solennels.

» *Les premiers , (les engagements solennels) sont connus de*
» toute la terre par le Traité de 1686 , (conclu à Moscou ,)
» par lequel il est expressément & clairement stipulé que l'Eglise
» Ortodoxe , Grecque , Russienne , & ceux qui professent cette
» créance , seront maintenus dans les pays & possessions de la Cou-
» ronne de Pologne , & du Grand Duché de Lithuanie , dans tous
» leurs droits , libertés & prérogatives ; il falloit ajouter Ecclé-
siaistiques , terme qui est expressément dans le Traité , mais que
 la Russie a eu l'infidélité de taire , parce qu'il eût trop restreint le droit qu'elle prétend avoir *de prendre part à nos affaires.*

Il falloit ajouter encore , que les Catholiques ne seroient point inquiétés pour cause de Religion , dans les Provinces cédées à la Russie par la Pologne.

Une réflexion générale fera voir en faveur de laquelle des deux Parties contractantes à Moscou , doit être la présomption d'avoir mieux observé cet Article du Traité. Il ne se trouve plus un Catholique , dans ces Provinces cédées à la Russie , & nos Provinces limitrophes se sont peuplées par l'émigration continue des Russes , jusqu'en 1764 , que la Cour de Saint-Petersbourg fit enlever de force tous ceux qui s'étoient établis en Volhinie , où ils étoient plus remarquables , y étant les seuls qui professassent la Religion Grecque Orientale , & où le plus grand nombre est revenu depuis , tant on les y persécutoit , tant on les y gênoit dans l'exercice de leur Religion.

» *L'expérience a pourtant démontré que depuis 70 ans , les véri-*
» tables Croyans y ont été , sinon totalement détruits & extirpés ,
» tout du moins cruellement oppressés , & pour ainsi dire , privés
» avec violence des droits de Bourgeoisie , avec infraction non-seu-
» lement dudit Traité , mais aussi des principaux fondemens de la

» *Constitution Polonoise ; savoir , la liberté & l'égalité de tous*
 » *les Bourgeois , qui d'un autre côté , intéressent tous les voisins de*
 » *la Pologne à les maintenir , puisque le maintien & la conserva-*
 » *tion de ces droits , sont un fondement de la sûreté publique , &*
 » *de chacun en particulier ».*

L'expérience a donc démontré que depuis 70 ans , les véritables Croyans accouroient en foule en Pologne , pour y être , sinon totalement détruits & extirpés , tout du moins cruellement opprésés , ce qu'il faut avouer être dans la nature des choses , pour y être sur-tout privés des droits de Bourgeoisie , en Ukraine , droits que nous ignorons malheureusement pour nous dans cette Province , comme dans beaucoup d'autres , où nous n'avons que des Laboureurs , & point de Bourgeois (1).

Il est donc évident que nous avons enfreint le *Traité de Moscou* , & non-seulement le *Traité de Moscou* , mais aussi les *principaux fondemens de la Constitution Polonoise* , qui sont , comme tout le monde sait , la liberté & l'égalité de la *Bourgeoisie de l'Ukraine & de la Russie blanche* , où il n'y a jamais eu ni bourgeoisie , ni liberté , mais une égalité complète de sujétion à son Seigneur , sans distinction de Religion , sujétion bien moins rigoureuse , que dans les Provinces intérieures de la République , adoucissement d'Etat , qui n'a point été stipulé dans le *Traité de Moscou* , mais dont chaque Propriétaire s'est accommodé pour son propre intérêt.

Et vous , Puissances voisines endormies depuis près d'un siècle sur vos *vrais intérêts* , la Russie aujourd'hui vous réveille pour vous apprendre , combien le sort des Payfans de la véri-

(1) Ces émigrations ont été dans leur plus grande force , quand on contraignoit en Russie les véritables Croyans à racourcir leurs Jaquettes , à faire le signe de la Croix de toute la main ; pendant la dernière guerre avec les Turcs ; quand on leve des recrues dans l'Empire , &c.

table Eglise qui désertent la Russie , pour aller être vexés en Pologne , intéresse la prospérité de vos Etats , la sûreté de vos frontières , & la tranquillité générale en Europe.

» *En conséquence de ces principaux motifs , nous n'avons*
 » *pû nous dispenser de veiller à notre véritable Eglise , & à l'in-*
 » *térêt de notre Empire , afin de pouvoir défendre & protéger*
 » *tant celle-là , que la Constitution de la Pologne même , en tant*
 » *que la conservation de celle-ci importe qu'on y prenne intérêt.*
 » *A cet effet , nous avons employé notre médiation pour le*
 » *bien-être réciproque , & nous avons fait faire des représenta-*
 » *tions amicales , qui sont fondées sur l'équité & le bonheur*
 » *même de la République , & qui ont été laissées à elle-même ,*
 » *afin que de cette manière toute cette affaire fût d'autant plus*
 » *facilement & amicalement finie , sans que nous ayons voulu ,*
 » *à l'exclusion de toute autre , nous attribuer la gloire de cette*
 » *négociation ».*

Voilà donc , de l'aveu de la Russie , les principaux motifs de sa conduite en Pologne , depuis le dernier interregne : car elle a bien senti , que ce qu'elle avoit encore à discuter dans sa Déclaration , ne pouvoit point être fondé sur le Traité de Moscou , mais seulement motivé , comme bon lui sembleroit. Quand on est fondé , on a un droit , mais on peut être mû par son intérêt propre , sa passion , son ambition , &c. & c'est ce qui n'a pas permis sans doute à la Cour de Russie , de *se dispenser de veiller à sa véritable Eglise , & à l'intérêt de son Empire.* Je renvoye le Lecteur au Traité de Varsovie , pour lui prouver combien on y a pris intérêt à la conservation de notre Constitution.

C'est aux Cours Protestantes même , qu'il appartient de se plaindre , ou de se louer de l'exclusion hautaine que l'on a donnée à leurs Ministres dans les négociations de Varsovie ; ce que je dois dire seulement , c'est que la Cour de Russie ne
 fit

fit donner à nos Délégués , à la confection du Traité , des pleins pouvoirs que pour traiter avec elle.

» *Nous n'avons aussi pas manqué de renouveler à chaque Diète*
 » *générale , les plus affectueuses représentations , & nos offres en*
 » *faveur de la véritable Eglise Grecque , & des autres Dissidens*
 » *qui se trouvoient dans la même situation ».*

Il regne dans cette façon de s'énoncer , une mauvaise foi , qui doit choquer même les Dissidens. Et que peut-il y avoir de commun entr'eux , & des Paysans de la véritable Eglise Grecque attachés à la Glebe , dans nos Provinces frontieres de la Russie ? Ceux-ci ne peuvent réclamer que la liberté de leur culte , que personne ne leur conteste ; ceux-là demandent l'égalité politique , qu'on leur refuse ; comment donc se trouvent-ils dans la même situation ?

Je fais bien , que pris étimologiquement , le mot de *Dissident* en Religion , signifie qui differe de croyance , & dans ce sens les Juifs , les Tartares , les Mennonistes , les Anabaptistes qui jouissent de la tolérance religieuse en Pologne , seroient aussi Dissidens ; mais on n'a jamais donné ce nom dans l'Etat , qu'à la Noblesse Protestante des deux Communions , & c'est suivant cette acception publique consignée dans nos Loix , qu'on doit l'entendre , & non selon sa signification étimologique. Nous verrons bientôt le but de cette confusion affectée.

» *Mais la superstition & le désir de gouverner & de piller , ont*
 » *fait mépriser ces offres , & même enfreindre les engagements les*
 » *plus sacrés de la République , & ont fait évanouir toutes les*
 » *mesures que non-seulement nous avions prises , mais même les plus*
 » *augustes Cours Protestantes , qui ont agi de concert avec nous ,*
 » *vû que de tout tems tous les Dissidens , parmi lesquels on entend*
 » *aussi les vrais Croyans , ont fait un engagement solennel entre*

» eux de s'aider mutuellement , & de maintenir toujours une
» alliance inviolable ».

La superstition peut s'opposer à la tolérance religieuse , mais il ne s'agit point de celle-là ; elle est établie par les Loix , & elle n'a point d'autres bornes que l'édification de nouveaux Temples , parce que deux cens Temples qui subsistent , ont paru suffisans au Souverain , pour le culte de cinq cens soixante-treize Gentilshommes Dissidens , qui est le nombre de ceux qui existoient à l'époque des Confédérations de Thorn & de Sluck , & cela en comptant les enfans & les absens. Les Dissidens ont voulu être rétablis dans tous les droits des Catholiques , & c'est la politique , & non la superstition qui s'y opposoit , non plus que le desir de piller , expression injurieuse , dont on prend à témoin de la fausseté tous les Dissidens , & dont la Russie se sert au défaut de raisons , pour rendre son stile plus pathétique.

Quoi qu'il en soit , le prétendu mépris des offres de la Russie , & même l'infraction de nos *engagemens les plus sacrés* , (*engagemens que nous ignorons* ,) *ont fait évanouir toutes les mesures que non-seulement cette Cour avoit prises , mais même les plus augustes Cours Protestantes , qui ont agi de concert avec elle.* Ce concert & ces mesures se sont bornés à quelques recommandations vagues en forme de Déclarations en faveur des Dissidens. Ont sent bien que la plûpart de ces Cours Protestantes ne pouvoient pas insister bien vivement sur l'admission des Dissidens à l'égalité ; car on eût pû répondre à l'Angleterre , par exemple , que nous sommes aussi tolérans qu'elle , & que si elle prétendoit que nous admissions les Dissidens dans nos Diètes , elle nous permît aussi de lui recommander d'admettre les Catholiques dans son Parlement. La Suede qui n'est du tout point tolérante , eût eu plus mauvaise grace encore d'appuyer sur cette demande ; on ne devroit donc point , à ce qu'il semble ,

appeller ni mesures ni concert , de simples Déclarations , dont la complaisance a fait tous les frais ; on devroit encore moins , en englobant les Grecs avec les Dissidens , vouloir faire entendre , que les Cours Protestantes , en s'intéressant pour les Dissidens , prétendoient aussi s'intéresser pour les Grecs. Le dessein de la Cour de Russie est par-là de faire trouver moins irrégulière sa propre conduite , dans la protection qu'elle a accordée aux Protestans , par la raison qu'ils sont Dissidens comme les Grecs , & que le Traité de Moscou l'autorise à protéger ceux-ci dans leur culte. Il est plus fort encore de supposer le prétendu concert des Cours Protestantes en faveur de *tous les Dissidens* , parmi lesquels on entend aussi les vrais Croyans , sur un fondement tel que seroit un engagement solennel supposé fait entr'eux de s'aider mutuellement , & de maintenir toujours une alliance inviolable ; engagement , qui , s'il existoit , seroit une rebellion par le fait , romproit tous les liens de la société , & mettroit en état de guerre des sujets contre leur Souverain ; engagement , d'ailleurs , qui n'obligeroit pas davantage les Cours Protestantes à se mêler des affaires des Grecs , par la raison qu'elles veulent ou doivent s'intéresser aux Dissidens , qu'il ne devroit autoriser la Russie à se mêler des affaires des Dissidens , parce qu'elle peut protéger le culte des Grecs , l'engagement de deux personnes ne pouvant jamais obliger une troisième.

Mais cette dérivation de droit étoit nécessaire à la Russie , qui vouloit étendre celui qu'elle avoit de protéger le culte des Payfans de sa croyance en Pologne , au droit de protéger le culte de *tous les Dissidens* ; & conséquemment à ses principes , les droits tant Ecclésiastiques que Civils des Protestans. Voici donc la marche de la Cour de Russie. Nous avons le droit , par le Traité de Moscou , de protéger la liberté du culte des

Payfans de la véritable Église établis en Pologne ; or la liberté du culte est un droit , une prérogative : donc le Traité de Moscou nous autorise de protéger les droits & les prérogatives des Payfans de la véritable Église ; mais les Payfans de la véritable Église sont Dissidens ; nous avons donc le droit de protéger les droits & les prérogatives de *tous les Dissidens*. Or personne n'ignore que par Dissidens en Pologne , on entend la Noblesse Protestante des deux Communions , & que cette Noblesse a des droits religieux , civils & politiques : donc nous sommes autorisés , par le Traité de Moscou , à réclamer l'égalité des Protestans avec les Catholiques. C. Q. F. D.

Telle est la Logique de la Cour de Russie , & c'est dans son sens que tout ce qu'elle ose dire sur les Dissidens , doit s'entendre de la Noblesse Protestante du Royaume , sans quoi la suite de la Déclaration deviendrait inintelligible.

» *Après le mépris des bons offices employés par nous & par*
 » *les Cours Unies avec nous sur cet objet , & afin de prévenir*
 » *de nouvelles persécutions des innocens Dissidens , particulie-*
 » *rement leur exclusion des avantages qui doivent résulter de*
 » *l'égalité de Citoyens ; oppression qui alla si loin , qu'il ne leur*
 » *resta enfin , pour s'exprimer ainsi , que la liberté de respirer*
 » *le même air ; nous n'avons pu , par amour pour l'humanité ,*
 » *& ensuite de ce que nous devons à notre Couronne , tarder*
 » *d'avantage de recourir à des mesures plus efficaces , toutes*
 » *celles de modération , & les menaces même , ayant été sans*
 » *fruit ».*

Cette liberté de respirer le même air , qui , à ce qu'on prétend , est ce qui restait aux Dissidens en Pologne , consistait cependant à acheter des terres , tant que bon leur sembleroit , à en jouir , sans payer plus d'impôts que les Catholiques , à posséder des Starosties , à être pourvus de Régimens , & de

tous les grades militaires sans exclusion. Je ne parle pas de la tolérance Ecclésiastique , car nous avons déjà dit qu'ils ont deux cens Temples ; mais comme l'avouoit très-naivement le Maréchal de la Confédération de Thorn , ce n'est point là ce qui nous touche , nous voulons être Palatins.

» *Il est vrai qu'alors nous avons déjà fait entrer une partie*
 » *de nos Armées sur le territoire de la République de Pologne ;*
 » *mais qui ignore que ces troupes n'ont passé les frontieres que*
 » *lorsqu'il y eût danger éminent pour une guerre civile , & après*
 » *que les Dissidens ayant perdu toute espérance de soulagement ,*
 » *se sont trouvés dans la nécessité indispensable & absolue de for-*
 » *mer ensemble une Confédération ? »*

Il semble que l'on voudroit d'abord avouer que les troupes Russes étoient en Pologne avant les Confédérations des Dissidens , ce qui est vrai ; *mais qui ignore , ajoute-r'on , qu'elles n'ont passé les frontieres qu'après , &c.* Il faut éclaircir ce stile amphibologique. Les troupes Russes depuis 1764 , n'ont jamais totalement évacué notre territoire , il y en a eu toujours , plus ou moins , (1) & ils y étoient en force , & c'est en leur présence & sous leur protection immédiate , que les Dissidens se sont Confédérés , les Polonois à Thorn , les Lithuaniens à Sluck ; cela même ne pouvoit être autrement , si l'en se rappelle que ces deux Confédérations ne sont signées que de cinq cens soixante-treize personnes , dans ce nombre compris vieillards , enfans , & absens , dont on suppléa l'intention & la signature ; on m'avouera que trois cens d'entr'eux pouvoient tout au plus monter à cheval , & j'ose assurer que la plus petite

(1) *C'est pour remplir (différens objets) qu'elle (S. M. Impératrice de toutes les Russies ,) a ordonné de renforcer le corps de ses Troupes qui est resté en Pologne depuis l'interregne. Déclaration de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies , présentée à Varsovie le 26 Mars 1767 , Page 9.*

partie y eût consenti ; mais quand même ils eussent tous pris ce parti , trois cens personnes ne s'avisent point de provoquer au combat toute une Nation ; ce n'est point dans le pays qu'ils se flattoient de trouver du secours , car les Villes Protestantes de la Prusse refusoient de se joindre à leurs Confédérations , parce qu'elles sentoient qu'elles n'avoient rien à y gagner , leurs Bourgeois ne voulant & ne pouvant être ni Nonces , ni Sénateurs ; mais leur confiance étoit une armée Russe , qui les assistoit , & qui menaçoit quiconque voudroit s'opposer à leurs desseins.

*» Il n'y a presque point existé de Confédération dans la Polo-
 » gne , qui n'ait jeté la République plus ou moins dans le dé-
 » sordre & dans la confusion. On devoit attendre la même chose
 » de celle des Dissidens , étant certain que les Catholiques infini-
 » ment supérieurs en nombre & en force auroient commencé avec
 » eux une guerre intestine , qui probablement n'eût pris fin , que
 » par le renversement total de la République , puisque le combat
 » de la méfiance & du zèle inconsidéré avec le désespoir , produit
 » rarement un autre effet.*

Si l'on devoit attendre que la Confédération des Dissidens feroit naître en Pologne le *désordre & la confusion* , pourquoi solliciter les Dissidens à se confédérer ? Un célèbre Apologiste de la Russie trouve le droit de cette Cour de se mêler de nos affaires dans celui qu'a tout voisin d'apporter de l'eau à la Maison de son voisin qui brûle ; mais il ne prétend pas sans doute , que personne ait le droit de mettre le feu à une maison , pour rendre après au propriétaire le service de l'aller éteindre. C'est précisément ce qu'a fait la Russie. Les Dissidens ne se fussent jamais confédérés , s'il n'y eussent été excités par les Russes , & protégés par leurs armes.

Il n'est donc pas moins inutile d'affecter de croire , que la

querelle de trois cens hommes contre une Nation n'auroit pris fin , que par le renversement total de la République. Ce ton de déclamation , ces craintes frivoles pompeusement exposées , ces termes de *désordre* , de *confusion* , de *combat de la méfiance* , du *zèle inconsidéré* , du *désespoir* , peuvent étonner , mais révoltent tous **ceux** mêmes qui ne cherchent que de la probabilité dans les faits.

» *La Pologne a été préservée de cette ruine par la présence de nos*
 » *Troupes , auxquelles on est aussi redevable de la consistance heu-*
 » *reuse & tranquille de la dernière Confédération générale ; on leur*
 » *doit également (aux Troupes Russes) le redressement des vices*
 » *& défauts , qui subsistoient dans le sein de la République , at-*
 » *tendu que sous l'autorité de cette Confédération , (qui par l'en-*
 » *voi d'une ambassade , avoit réclamé notre concours & notre ga-*
 » *rantie pour l'arrangement à faire de divers objets intérieurs de*
 » *la République) les Membres assemblés en Diète , qui connoissent*
 » *bien les véritables intérêts de leur Patrie , ont fait à l'occasion*
 » *du rétablissement des droits & privilèges des Dissidens , plusieurs*
 » *Loix utiles & nécessaires.*

C'est ainsi que dans une Déclaration de quelques pages on donne à peine quatre ou cinq lignes à parler de l'événement qui a dénaturé notre législation , nous a enlevé notre Souveraineté , & a fini par bouleverser toute la République. C'est dans le même esprit que l'on affecte d'avancer , que *sous l'autorité de la Confédération générale , les Membres assemblés en Diète , &c. ont fait à l'occasion du rétablissement des droits & privilèges des Dissidens , plusieurs Loix utiles & nécessaires* , & que l'on ne fait mention que par parenthèse seulement , de *divers objets intérieurs* , & de leur arrangement , comme si le rétablissement des Dissidens une fois obtenu , cet arrangement de *divers objets intérieurs* ne fût plus qu'une bagatelle , dont la

Russie eût bien voulu s'occuper par complaisance , mais qui est la chose au monde qui lui tînt le moins à cœur.

Malheureusement pour cette Cour , cette manière légère de s'exprimer , est démentie par sa propre conduite. Depuis qu'elle a senti qu'il n'étoit pas si facile qu'elle se l'étoit imaginé d'appaîser les troubles qui se sont élevés en Pologne , même avant la signature du dernier Traité , elle a bien voulu se désister de *plusieurs Loix utiles & nécessaires* qu'elle avoit fait statuer en faveur des Dissidens ; & la proposition s'en fit il y a quelques mois à Varsovie par son Ambassadeur à plusieurs Membres distingués de l'Etat. Mais dès que ces illustres Citoyens , dont on recherchoit dans ces circonstances critiques les bons offices & l'appui , voulurent parler du Traité & de la garantie ; le Prince Reprin répondit , que pour ce qui étoit de ce petit *arrangement de divers objets intérieurs* , sa Souveraine ne permettroit pas qu'on y fit le moindre changement , & sur cette réponse les Conférences se rompirent.

Le voile que nous enlevons hardiment à la Cour de Russie , fait voir à nud toute sa politique ; qu'elle nous peigne dans les papiers publics comme des fanatiques & des superstitieux , nous nous flattons que ces qualifications que la mauvaise foi nous prodigue , ne détourneront plus l'attention de l'Europe de la monstrueuse législation que l'on nous a imposée , & de l'envahissement de notre liberté , que nous revendiquons aujourd'hui les armes à la main (1). S'il est une défense légitime , c'est , sans contredit , celle d'une Nation libre & indépendante , que l'on a commencé par vouloir surprendre aux

(1) On peut voir dans le Traité de Varsovie , les preuves de ce que Nous avançons , & comme , après nous avoir dicté des Loix , la Russie s'en est encore réservé le pouvoir coercitif , en érigeant l'abus du *Liberum Veto* , en Loi garantie.

piéges d'une amitié feinte , & que l'on a fini par opprimer de vive force. C'est ce dont la Russie ne voudroit instruire personne ; mais suppléons le plus brièvement qu'il nous sera possible au silence qu'elle s'obstine de garder sur ce qui fait le fond de la querelle à vuidier entre elle & nous.

Après avoir excité les Dissidens à la rébellion , la Cour de Russie avoit les objets de son ambition à remplir. C'est pour y parvenir, qu'elle fit répandre en Pologne, au mois de Mars 1767, par la voie de l'impression, une Lettre de M. de Panin au Prince Repnin , dans laquelle , en flattant de la manière la plus adroite le mécontentement de quelques Citoyens au sujet des Constitutions des Dietes de ce règne , » elle invite tout Noble Polonois , qui compte pour quelque chose le salut de sa liberté , à » se joindre à elle par une union où le zèle patriotique & l'attachement aux Loix fondamentales puissent statuer , indépendamment de tout , les moyens de remédier aux maux » présens , & de garantir l'Etat pour l'avenir. L'Impératrice » laissera volontiers la Nation Polonoise Juge d'un tel dessein , sûre que l'esprit de parti ne prévaudra pas sur l'amour » de la Patrie , pour lui faire illusion sur les démarches de Sa » Majesté. C'est à elle à montrer si elle est jalouse de ses droits , » & à sentir s'il lui est plus sûr de plier sous les efforts de l'ambition , que de se porter avec confiance aux moyens de la » réprimer , que lui propose une Souveraine aussi fidele que généreuse dans les secours qu'elle donne à ses amis , &c. Le » parti que Sa Majesté Impériale propose , est-il dit dans une » Déclaration de même date , est le plus convenable à sa dignité & aux intérêts de la République , &c. Elle rapporte » ses desirs à voir la République libre , heureuse & tranquille , » & elle ne doute point d'y réussir , si la Nation Polonoise accepte l'offre qu'elle a faite d'une conciliation par ses bons of-

» fices , & sous les auspices d'un secours , qui ne sçauroit être
 » suspect , après l'exemple récent de ce qu'elle a fait pour
 » elle «.

Ce leurre eut tout l'effet que la Cour de Russie pouvoit s'en promettre ; quelques Citoyens mécontents d'être sortis de l'Anarchie du dernier règne pour passer sous le pouvoir plus étendu d'un Chef , dont ils soupçonnoient les vertus , se confédérèrent dans tous les Palatinats , & s'y donnerent la liberté de changer au plan d'instructions qu'on leur avoit envoyé de Varsovie , tout ce qui ne leur agréa pas ; mais ce triomphe fut de courte durée , toutes ces Confédérations particulières réunies à peine à Radom , pour former une Confédération générale , furent d'abord investies dans cette Ville par les Troupes Russes , & au lieu de l'Acte qu'elles se flattoient d'y passer , le Colonel Carr , qui étoit présent , en tira un de sa poche qu'il présenta , & qu'il força toute l'Assemblée de signer. De cette époque , (le mois de Juin 1767) jusqu'à la fin de la Diète (le 5 Mars 1768) la conduite de la Russie à notre égard n'est qu'un tissu de violences.

L'ambassade de la Confédération basouée à Moscou , obligée à sa premiere audience de prononcer un discours ignominieux , qui lui avoit été remis par le Prince Repnin (1) , & n'osant faire à cette Cour une proposition publique , avant qu'elle lui fût dictée , nos diétines anticomitiales tenues sous les armes , les Nonces que nous devions élire , désignés à la Noblesse , leurs instructions déterminées par l'Officier de ces Troupes qui présidoit à ces assemblées , Varsovie devenue centre d'un camp pendant la Diète , trois Sénateurs , un Nonce , un Con-

(1) Ce fut Louis Pocicy , Général de l'avantgarde , ou , comme nous disons ; *Straznik* de l'Armée de Lithuanie , qui se chargea de la Commission.

feiller de la Confédération enlevés avec violence de la Capitale, les autres Membres du Souverain menacés de la Sibérie, & de la hache, s'ils osoient faire la moindre opposition, obligés d'entendre en silence la lecture des loix qu'un Ministre impérieux leur dictoit, sans pouvoir y rien opposer que leurs larmes, environnés qu'ils étoient d'une soldatesque, qui manœuvroit sous les fenêtres du lieu où se consummoit le funeste sacrifice de notre honneur, & de notre liberté.
voilà la *confistance heureuse & tranquille de la dernière confédération générale*. C'est ainsi qu'on doit à la présence des Troupes Russes le *redressement des vices & défauts qui subsistoient dans le sein de la République*. Depuis deux ans enfin que la Pologne est parcourue d'une frontière à l'autre, ravagée, pillée, brûlée par *ces mêmes Troupes*, on ose dire, que c'est *par leur présence qu'elle a été préservée de la ruine*.

» *La République étant parvenue au redressement des désordres intérieurs*, on peut juger de cette manière de s'exprimer par ce que nous venons de dire, & nos desirs se trouvant remplis par-là, personne n'en doute, *les ordres furent expédiés pour faire revenir nos Troupes dans la Russie, où différens détachemens étoient aussi arrivés*. Cela n'est point trop important, mais cela est faux. La Confédération de Podolie fut signée à Bar le 29 Février, & la Diète ne se sépara que le 5 Mars, à Varsovie, temps auquel les Troupes Russes bloquerent encore cette Capitale. » *Lorsque cette marche de retour fut tout-à-coup arrêtée par la découverte qu'on fit de plusieurs séditieux de la petite Noblesse en Podolie*, Province peu éloignée des frontières Ottomanes. » Il n'y a point de petite Noblesse en Pologne; toute la Noblesse y est absolument égale. D'ailleurs les noms des Kraskinski, des Pulawski, des Potocki, des Lubomirski, des Pzewuski, des Pac, &c. sont aussi beaux que l'on en puisse por-

ter. » *Lesquels par toutes sortes de prétexte , & de fictions odieuses*
» que leur suggéroient des mal-intentionnés , & des gens envieux
» de notre gloire & du succès de nos affaires. » Que la Russie se
 persuade bien qu'elle n'en a jamais imposé sur ses vûes à la Po-
 logne , & que le masque est déjà même levé pour toute l'Eu-
 rope ; la Nation entière est animée du même esprit , & ce n'est
 point par les *suggestions de gens mal intentionnés & envieux de*
la Russie , mais par le profond sentiment de sa ruine , de son
humiliation , de la perte de sa liberté. Que la Russie se borne à
gouverner son Empire , à donner des Loix à ses Sujets , à rendre
ses nombreux Etats florissans , l'Univers l'applaudira , l'admi-
lera , & le champ est vaste pour son ambition dès qu'elle
sera réglée ; mais qu'elle n'appelle point des séditeux , ni des
envieux de sa gloire , & du succès de ses affaires , ceux qui se
défendent dans leurs foyers , qui ne font que repousser les chaî-
nes dont on les accable , qui ne réclament que leur liberté ,
le bien le plus précieux dont puisse jouir un Républicain , &
l'indépendance politique , qui caractérise seule la souveraineté ,
& dont on voudroit qu'une Nation se laissât dépouiller sans
coup férir. » Se sont laissez séduire (ces séditeux) au point que
» non-seulement ils n'ont pas reconnu les nouvelles Loix , & qu'ils
» se sont soulevés contre le pouvoir législatif de leur Patrie , mais
» encore , qu'en se livrant à une audace effrénée , ils ont osé re-
» garder notre Empire , comme un Etat ennemi , attaquer à main
» armée nos Troupes près de Vinnitz , & en d'autres endroits ,
» & exciter par des Ecrits , nos Sujets à une révolte égale & réunie
» à la leur. » Il nous semble que ce n'est être ni séditeux , ni
 séduits , que de méconnoître le pouvoir législatif de la Russie
 en Pologne , & de refuser un consentement libre à des Loix
 qu'elle nous a dictées au milieu d'un camp. Nous avouons
 qu'il peut y avoir eu de l'audace à attaquer les Troupes Russes ,

vû leur nombre ; mais nous tenons que cette audace est noble , & que l'expression *d'effrénée* est le langage de l'orgueil exalté d'un despote accoutumé à commander les caprices à des Esclaves. Nous tenons que la Russie s'étant mise elle-même en état de guerre avec la Pologne , en l'envahissant à main armée , sa surprise ne doit pas être extrême , que cette République la regarde comme un Etat ennemi , & ne fasse des efforts pour repousser une armée qui la dévore.

» *Dans cette circonstance le Gouvernement de la République*
 » (le Roi) *qui tâchoit d'arrêter ce mal naissant , par tous les*
 » *moyens que lui permettoit la Constitution (& ceux que la Con-*
 » *stitution ne lui permettoit pas , l'envoi de ses Houlans) eût recours*
 » *à notre amitié & garantie en nous requérant par écrit de vouloir*
 » *bien laisser nos Troupes en Pologne jusqu'à ce que le souleve-*
 » *ment soit apaisé , & la tranquillité rétablie. »* Cette réquisition arbitraire qui fut rejetée dans le Sénat à la pluralité des voix , & contre laquelle plusieurs Membres protestèrent , n'a jamais été rendue publique , parce qu'on vouloit taire par qui elle avoit été signée & scellée ; Nous disons que cette réquisition est arbitraire , parce que le Roi n'a pas le droit de faire de pareils actes , même par le dernier Traité.

» *Nous primes sur nous l'exécution de ce que renfermoit cette*
 » *réquisition avec d'autant plus de facilité & de promptitude , que*
 » *le Traité nouvellement fait avec la République , la sûreté des*
 » *frontieres de nos Etats , la dignité de notre Empire , que les sé-*
 » *ditieux avoient attaquée d'une maniere si sensible , & notre pro-*
 » *pre gloire nous y obligeoient. »* Le Gouvernement de Russie eût dû prendre d'autres mesures pour rétablir la tranquillité en Pologne , que la voie des armes , il eût dû retirer ses Troupes de notre Territoire , & nous protestons que nous ne les eussions point attaquées hors de nos frontieres.

» Il auroit été fort facile à nos Troupes de dissiper tout d'abord
 » cette bande de Rebelles. » On voit par cette expression que
 la Russie nous traite déjà en Sujets. » Car partout où ils se
 » trouvoient , ils étoient battus ; mais le faux prétexte de défendre
 » la Religion (Catholique Romaine) dont ils couvroient leurs
 » desseins , fit que leur parti s'accrut considérablement parmi la
 » petite Noblesse. Nous avons déjà relevé cette expression.
 » Et qu'ils s'étendirent plus subitement , qu'il n'étoit possible à des
 » Troupes réglées de les dissiper.

Il est évident qu'il auroit été fort facile aux Troupes Russes de dissiper tout d'abord cette bande de Rebelles , si ce n'eût été que leur parti s'accrût considérablement , & cela par le faux prétexte de défendre la Religion Catholique Romaine , dont ils couvroient leurs desseins. Si ce prétexte est faux , ces Rébelles ne sont donc plus des fanatiques , ce seront , si l'on veut , des ambitieux , qui ont osé regarder la Russie comme un État ennemi , tandis qu'ils devoient respecter en elle leur Souveraine ; qui ont osé concevoir l'audacieux dessein de se soustraire à l'esclavage par tous les moyens que leur permettent les Loix divines & humaines , sans vouloir couvrir une ambition si noble d'aucun faux prétexte , persuadés qu'elle seule fera prendre à tout Citoyen le parti que lui commande l'honneur & le cri de sa conscience.

Il auroit été fort facile à nos Troupes de dissiper tout d'abord cette bande de Rébelles , car partout où ils se trouvoient ; ils étoient battus. O campagnes de Konstantinow , d'Ulanon , de Barclyclow , de Bar , de Cracovie , de Mohilow , dites comme vous avez vû , non des escadrons de Hussards , mais des Régimens de Carabiniers renvertés & détruits ! rendez témoignage à une brave Noblesse que vous avez vu s'arracher de la culture de leurs terres , du tem de leurs familles , de leurs

foyers, sûrs après leur départ, que tout y deviendrait la proie des flammes ou de l'avidité du soldat. Dites avec quel courage vous l'avez vu vaincre, tant qu'elle n'a eu que de la Cavalerie à combattre, & qu'elle n'a cédé nulle part qu'à l'Infanterie & aux gros canons. Dites qu'à l'époque de la prise de Cracovie, Ville défendue par une simple muraille délabrée, sans terrasse, sans fossés, & qui après avoir soutenu sept semaines de siège, a été livrée par trahison, les ennemis avouoient que huit mille des leurs avoient déjà mordu la poussière de vos champs. Ajoutez que cette Noblesse généreuse, modeste dans ses succès, méprise la gloire éphémère de les faire publier dans des feuilles périodiques, persuadée qu'aujourd'hui elle n'est encore qu'à couvert du blâme de l'Europe, & que pour mériter ses éloges, il faut qu'elle brise entièrement le joug, & repousse hors des frontières les ennemis qui vouloient le lui imposer.

» *Malgré tout cela la prise de Cracovie, le rétablissement de la*
 » *tranquillité en Lithuanie & en Podolie nous faisoient espérer avec*
 » *raison que les troubles de Pologne seroient bientôt apaisés, &*
 » *qu'alors nous pourrions sans empêchement faire revenir nos Trou-*
 » *pes en Russie.* »

C'est sans raison que la Cour de Russie se flatte jusqu'à ce point-là. La tranquillité en Lithuanie dans les mois de Décembre & de Janvier est celle d'un pays en guerre, dont les Troupes sont en quartier d'hiver, & en Podolie un corps de Confédérés y occupe encore Zwaniec & le Fort de la Trinité, sans qu'on ait même tenté de les y attaquer. On s'est bien gardé de parler de la Grande Pologne, parce que les Confédérés y ont tenu la campagne tout l'hiver, & viennent même de se former en Confédération générale de cette Province. Que la Russie ne s'abuse donc pas; qu'elle n'espère point de paix en Pologne, tant que ses Troupes y séjourneront, tant que la garantie de nos Loix subsistera.

« D'autant que nous , nous conduisant selon notre maxime irréprochable , nous ne pouvions nous imaginer que d'autres Puissances voisines , & particulièrement la Porte Ottomane , soutiendroient , & fomenteroient ces divisions intestines. » C'est-à-dire que la Russie s'imaginoit que toute l'Europe la verroit de sang froid subjuguier la Pologne , renverser sa Constitution , anéantir ses anciens Traités.

« Le temps & les circonstances nous démontrent cependant que nos conjectures , parrapport à la Porte Ottomane , n'ont pas été fondées , quoi qu'elle eût long-temps regardé avec tranquillité nos affaires en Pologne , étant persuadée que ses propres intérêts , ainsi que les nôtres , y étoient avantageusement conservés. » Si l'on jette un coup d'œil sur la Déclaration de la Porte , on verra que dès 1764 , elle ne regardoit pas , avec la tranquillité qu'on lui suppose , les affaires de cette République. » Et il est à présumer qu'elle auroit certainement tenu la même conduite sage jusqu'à l'entier assoupissement des troubles de la Pologne , si des esprits envieux de la paix qui régnoit entre nous & la Porte , ne fussent venus à bout par de fausses accusations de faire armer le Turc contre nous , & si les Rebelles qui se sont réfugiés sur les frontières de la Turquie n'avoient scû flatter le Sultan même du vain espoir de se soumettre à lui avec toute la Podolie & l'Ukraine Polonoise , sur le même pied que les Valaques & les Moldaves. » L'ambition de la Porte ne lui permit pas de négliger ces propositions flatteuses , d'autant que la Loi Ottomane justifie toute proie enlevée aux Chrétiens par les Turcs ; de sorte que sans faire attention à la droiture de ses démarches , elle a résolu de profiter de pareilles propositions. »

Il faut convenir que la grande raison surtout qui a armé le Turc contre la Russie , est la proposition qui leur a été faite par les Confédérés de Bar de leur soumettre la Podolie & l'Ukraine ,

kraine , & il nous est impossible de la combattre , car nous savons , à n'en pouvoir douter , que la Russie a en main les pièces justificatives de cette assertion ; la Gazette d'Utrecht qui , jointe à la *Loi Ottomane* , qui justifie toute proie enlevée aux Chrétiens , forme un corps complet de preuves , à l'évidence desquelles il n'est pas possible de se refuser.

*« Cependant la Porte doit croire que ce n'est pas assez qu'elle déguise
 » sa conduite à toute la Terre , mais que l'exécution de ses desseins
 » pernicieux contre la République exige d'autres circonstances fa-
 » vorables. C'est pourquoi , si l'on considère toutes ses démarches
 » depuis que les troubles ont commencé en Pologne jusqu'à présent ,
 » on ne doutera pas qu'elle n'ait cherché cette occasion favorable
 » dans une rupture contre nous , & que par cette raison , sans au-
 » cun juste motif , ni sans que nous y ayons donné lieu de notre
 » côté , elle ait rompu le lien sacré d'une paix durable ».*

La Cour de Russie disoit de la conduite de la Porte il n'y a qu'un moment : *« Quoiqu'elle eût , (la Porte) long-temps regar-
 » dé avec tranquillité nos affaires en Pologne , étant persuadée
 » que ses propres intérêts , ainsi que les nôtres , y étoient avanta-
 » geusement conservés. »* Et elle nous assure maintenant que *« si
 » l'on considère toutes les démarches de cette même Porte , de-
 » puis que les troubles ont commencé en Pologne jusqu'à présent ,
 » on ne doutera pas qu'elle n'ait cherché cette occasion favorable
 » dans une rupture contre nous , &c. »* C'est ce qui nous paroît difficile à accorder , parce qu'en bonne logique , de deux propositions contradictoires , il faut nécessairement qu'une des deux soit fautive. C'est ainsi que l'on ose manquer de respect au Public & à soi-même. Quand on veut faire illusion , il faut au moins ne pas élever d'une main & détruire de l'autre.

*« Violation qu'elle a déjà commise , en arrêtant notre Ministre
 » à Constantinople le Conseiller Privé Obreskow , qu'elle a fait*

» enfermer avec toute sa suite dans le Château des Sept-Tours con-
 » tre le Droit des Gens , droit qui est regardé comme sacré chez
 » les plus barbares , tant en paix qu'en guerre , & qui a été ob-
 » servé lors de la dernière guerre entre nous & la Porte , en la per-
 » sonne de notre Résident Wetschnakow , quoique nous eussions
 » commencé cette guerre ; enfin la Porte a levé le masque , car
 » jusqu'au jour de l'arrêt de notre Ministre , elle n'a cessé de nous
 » faire assurer de son amitié & de ses sentimens de paix , ce qui ,
 » ainsi qu'il paroît actuellement , n'avoit d'autre but que de nous
 » amuser & de gagner du temps pour faire les préparatifs néces-
 » saires. »

On peut voir dans la Déclaration de guerre de la Porte à
 quelles conditions le Ministère Ottoman assuroit la Russie de
 l'amitié de son Maître & de ses sentimens de paix ; personne
 n'ignore , comme la Russie a rempli ces conditions.

» Lorsque dans le commencement des troubles , elle accorda une
 » retraite aux séditieux de Podolie , que nos Troupes avoient
 » poursuivis jusques sur ses frontieres , elle parut contente des assu-
 » rances que nous lui donnâmes de conserver inviolablement la
 » paix ; & afin que nos Troupes en poursuivant les séditieux
 » respectassent le territoire Ottoman , nous accordâmes à la Porte
 » le pouvoir de les y attaquer , & de les empêcher d'entrer en au-
 » cune manière sur son territoire ».

Tel est le style de la Cour de Saint-Petersbourg ; point de
 droit vis-à-vis d'elle que celui qu'elle se permet.

» La Porte voyant toutes ses démarches inutiles , pour engager
 » une rupture , & convaincue de la constance de nos maximes , ré-
 » solut enfin d'en venir à un éclat , & prit pour prétexte ce qui s'é-
 » toit passé à Balta , Ville de la domination du Kan des Tartares
 » de la Crimée , laquelle avoit été pillée & saccagée par une Trou-
 » pe de Bandits , sans considérer que sur le premier avis que nous

avons reçus de ces excès, & avant même que la Porte nous en eût porté des plaintes, nous avons ordonné à nos Troupes de poursuivre ces Brigands, de les arrêter, & de punir sévèrement les Saporovites nos Sujets qui se trouveroient parmi eux; châtiment qu'ils ont subi publiquement sur la frontière & à la vue de la Ville de Balta ».

La Porte voyant toutes ses démarches inutiles, &c. résolut enfin d'en venir à un éclat, & prit pour prétexte ce qui s'étoit passé à Balta. Qui ne diroit, à entendre parler la Cour de Russie, que le seul motif rapporté dans la Déclaration de guerre de la Porte est le sac de Balta? Je renvoye à cette Déclaration même quiconque voudra se convaincre du contraire.

Cette Troupe de Bandits qui pillâ & brûla Balta s'entendoit bien avec les Russes, car ils poursuivoient dans cette Ville un parti de Contédérés qui s'y étoient réfugiés. Ces Brigands Zaporoviens ou Saporovites avoient un train d'artillerie, & même des bombes, qu'ils jetterent avec assez d'adresse pour brûler Balta. Quand Zelezniak, leur Chef, attaqua quelque temps auparavant la Ville d'Uman, où il fit massacrer & piller tout ce qui s'y trouva, le Général Kretztnikoff étoit, comme il est d'usage, prévenu de son dessein, puisqu'il en avertit deux jours auparavant un Major Prussien, qui y étoit avec soixante hommes, dans l'intention d'y acheter des chevaux pour le Roi son Maître, & que sur l'avis ce Major se retira. Ce n'est point que nous voulions conclure que ce Général ne s'opposant point à Zelezniak, se fût porté à trois lieues de lui pour le soutenir; ce qui semble même le justifier de ce soupçon, c'est qu'après cette expédition & quelques autres, il fit envelopper ces Zaporoviens, & les dépouilla de tout leur butin, qui se montoit en espèces à plus de cent mille ducats; il est vrai qu'il renvoya une partie de ces Zaporoviens dans

leur Pays , qu'il permit à une autre de s'établir à *Smicla* dans l'Ukraine Polonoise , pour s'en servir suivant l'exigence des cas , & que le reste fut enrôlé dans les Pulks des Cosaques Russes. Ceux de nos Cosaques rebelles qui eurent le malheur de se trouver parmi eux , subirent un châiment plus rigoureux ; le Général Branicki à qui ils furent livrés , en fit écarteler & pendre dans son Camp les principaux Chefs , que par crainte d'indiscrétion sans doute , il refusa de rendre à leurs Seigneurs respectifs qui les réclamoient (1) ; & quoique ce ne fût point à la vue de *Balta* , que se fit cette exécution , c'est d'elle sans doute que la Cour de Russie a voulu parler dans sa Déclaration , car il n'y en a point eu d'autre dans toute l'Ukraine (2).

» *C'est donc par méchanceté que la Porte met sur le compte & à la charge de nos Troupes le saccagement de Balta* ». Nous venons de démontrer qu'il n'y a rien de commun entre ces Troupes & les Zaporoviens. *Et c'est précacement & (surtout) en vain qu'elle nous reproche l'oppression des libertés Polonoises*. Je renvoie encore une fois le Lecteur à la Déclaration de guerre de la Porte , à laquelle on verra que la Cour de Saint-Petersbourg ne répond en rien.

Quant à nous , nous bornons ici nos remarques , le reste de la Déclaration de la Russie n'étant qu'une déclamation vague pour ses Sujets.

(1) Ce fut principalement *Gonta* , ami de *Zelesneak* , que l'on refusa au Comte Potocki , Palatin de Kiovie , son Maître , qui vouloit , avant que de le faire exécuter , tirer de lui des éclaircissemens qu'il lui importoit d'avoir.

(2) Quatre cens de ces Assassins , furent encore après suppliciés dans les Palatinats de Russie , de Volhinie , de Beltz , par ordre du Tribunal de la Couronne séant à Léopold , qui avoit commencé d'instruire leur procès ; mais qui dans le cours de la procédure , reçut de Varsovie ordre de surseoir aux interrogatoires , & de brûler toutes les pieces ; & ces misérables furent livrés pêle mèle au Bourreau , comme du bétail à la Boucherie.

